

# HEC MONTRÉAL

## Retour sur l'aide et sur les difficultés y étant liées du point de vue de l'aidant : le cas de Madagascar

Par Loïc Anslot

Sciences de la gestion  
(Management)

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise ès sciences (M. Sc.)

Août 2017

© Loïc Anslot 2017

# Table des matières

<b>Remerciements .....</b>	<b>5</b>
<b>Partie 1 : Revue de littérature .....</b>	<b>10</b>
I) Le concept de pauvreté et son application au terrain.....	10
1) Les définitions de la pauvreté : De quels enjeux parle-t-on ? .....	13
2) Une présentation des caractéristiques spécifiques du terrain : Où s'en va-t-on ?	18
II) Le concept d'aide internationale et les enjeux de son application .....	19
1) La définition du travail social : De quoi parle-t-on ? Quelles en sont les origines?	19
2) Quels sont les enjeux historiques de l'aide internationale passée et actuelle ? ..	21
3) Deux écoles s'opposent concernant l'aide humanitaire // Le débat autour de l'aide internationale.....	31
<b>Partie 2 : Cadre conceptuel.....</b>	<b>58</b>
I) Comment définir l'aide ?.....	58
II) De la définition, aux concepts du cadre conceptuel .....	60
1) Le concept de temporalité ou d'indépendance à terme .....	61
2) Le concept de volonté de l'aidant .....	62
3) Le concept d'implication du bénéficiaire dans l'aide.....	62
4) Le concept de changement ou l'impact matériel/psychologique effectif .....	63
5) Le concept d'origine des bonnes pratiques.....	64
III) Le recours au Modèle rationnel général (MRG), plutôt que la Théorie du Choix rationnel (TCR) de Raymond Boudon (2003).....	64
<b>Partie 3 : Méthodologie.....</b>	<b>71</b>
I) Se préparer à la recherche .....	71
1) Constructivisme .....	71
2) Approche inductive du terrain de recherche .....	71
3) La subjectivité de l'auteur .....	72
4) L'aide internationale n'est pas une aide à part.....	73
II) Terrain et collecte de données.....	75
1) Premier projet de mémoire : une observation participative .....	75
2) Les difficultés rencontrées .....	77
3) Projet réalisé .....	79
4) Échantillon .....	86
5) Traitement des données .....	87

III)	Auto critique méthodologique .....	87
<b>Partie 4 : Résultats</b> .....		<b>90</b>
I)	Cas 1 : Un orphelinat de famille .....	90
•	Les objectifs de l'organisation .....	91
•	Origine des idées et des bonnes pratiques de l'organisation.....	95
•	La clé de la réussite de l'organisation .....	96
•	Les obstacles identifiés .....	97
II)	Cas 2 : Une association aidant par le sport .....	109
1)	Les objectifs de l'organisation .....	110
2)	Origine des idées et des bonnes pratiques de l'organisation.....	113
3)	La clé de la réussite de l'organisation .....	114
4)	Les obstacles identifiés .....	115
III)	Cas 3 : Un programme renforçant la capacité des aidés.....	120
1)	Les objectifs de l'organisation .....	121
2)	Les clés de la réussite de l'organisation .....	124
3)	Les obstacles identifiés .....	125
IV)	Cas 4 : Une entreprise sociale .....	130
1)	Les objectifs de l'organisation .....	131
2)	Origine des idées et des bonnes pratiques de l'organisation.....	135
3)	La clé de la réussite de l'organisation .....	136
4)	Les obstacles identifiés .....	138
V)	Cas 5 : Un travailleur social québécois ayant plus de 40 ans d'expérience .....	141
1)	Les objectifs de son action d'aide.....	141
2)	Problèmes qu'ils cherchent à combattre .....	142
3)	Origine des idées et des bonnes pratiques de l'organisation.....	144
4)	La clé de la réussite de l'aide .....	144
5)	Les obstacles identifiés .....	145
VI)	Cas 6 : Retour sur l'expérience du chercheur .....	149
1)	Les fausses organisations d'aide.....	149
2)	La tension entre Malgache et étrangers .....	152
3)	Prendre en charge plutôt qu'aider .....	155
	<b>Synthèse des obstacles rencontrés par les aidants qui rendent la pratique de l'aide difficile à Madagascar</b> .....	<b>158</b>
	Les institutions publiques.....	158
	L'absence de volonté du bénéficiaire d'être aidé .....	161

La dépendance financière des organisations d'aide .....	161
La relation d'aide est bilatérale .....	163
Tension entre ce qui théoriquement aide et ce qui en réalité paraît aider .....	164
Le manque de flexibilité des aidants .....	165
La différence .....	166
<b>Conclusion.....</b>	<b>168</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>170</b>

## Remerciements

Je tiens à témoigner mes sincères remerciements aux personnes qui m'ont aidé dans la conception et dans la réalisation de ce mémoire.

En premier lieu, je voudrais remercier Cyrille Sardais, professeur à HEC Montréal et directeur de mémoire. Cyrille m'a aidé et guidé dans mon travail. Ses bons conseils et son suivi m'ont permis de trouver des solutions pour avancer dans ce travail.

Je remercie aussi la famille Boujard pour m'avoir accueilli et logé dans leur famille à Madagascar afin que j'effectue les recherches nécessaires à l'élaboration de ce mémoire.

Je souhaite remercier Etienne Anslot ainsi que Marion Bensimon pour leurs relectures précieuses et leur aide à la correction de ce travail.

Dans l'impossibilité de citer tous les noms, j'aimerais aussi remercier tous ceux qui m'ont aidé à collecter des informations, ceux qui m'ont accueilli dans leurs associations et ceux ont pris de leur temps pour m'expliquer leur travail. C'est grâce à leur collaboration et leur partage que j'ai pu rédiger ce mémoire.

## Introduction

D'après la Banque Mondiale, le continent africain était le continent le plus pauvre du monde dans les années 80. Mais l'écart de développement avec le reste du monde s'y est accentué au cours des 30 dernières années. Ceci en particulier dans le cas de l'Afrique Sub-Saharienne.

Quand on sait que c'est également l'Afrique Sub Saharienne qui est le principal bénéficiaire de l'aide internationale (OCDE, 2006), on peut légitimement se poser des questions sur l'efficacité de cette aide. Si ce manque de résultat, et d'efficacité, de l'aide internationale met Jeffrey Sachs, William Easterly et Dambisa Moyo plus ou moins d'accord, ils débattent depuis de nombreuses années sur les raisons de cette inefficacité et sur la manière de l'adresser.

Jeffrey Sachs (2005) avance que ces pays n'ont pas les moyens suffisants pour développer des solutions aux problèmes identifiés. Ils sont bloqués dans ce qu'il appelle la « poverty trap » ou piège de la pauvreté. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas les moyens suffisants pour démarrer leur propre développement, ce qui les entraîne dans une spirale infernale de la pauvreté. Ainsi, même s'ils connaissent des solutions auxdits problèmes, ils ne sont pas capables de les mettre en œuvre par manque de capitaux. Il faut donc augmenter la quantité de l'aide internationale adressée aux gouvernements afin de la rendre efficace.

William Easterly (2006) réfute l'idée de Sachs, et préconise une aide directement adressée aux populations, aux individus, et non pas aux gouvernements. Une aide ayant pour objectif de répondre à un problème précis vécu par un groupe défini de personnes. Il défend l'idée selon laquelle il faut trouver des solutions BOTTOM UP pour pouvoir aider, c'est-à-dire des solutions qui émanent des populations qu'ils cherchent à aider. Leurs solutions se développent donc au coup par coup et sont fortement contextualisées.

Dambisa Moyo (2009) réfute les arguments des deux auteurs précédents et affirme que le problème c'est l'aide en elle-même. Elle considère que l'aide internationale est un frein à l'entrepreneuriat local, tout en rendant l'économie nationale moins compétitive sur le marché mondial à cause de ce qui s'apparente au syndrome de l'Hollandais. De plus elle avance que notre manière actuelle d'aider détruit, ou affaiblit fortement, les incitatifs des gouvernements locaux à évoluer, à réformer le pays et à le développer.

Finalement la revue de littérature nous place dans une position critique vis-à-vis de l'aide. De plus, elle nous permet de réaliser que la pratique de l'aide elle-même peut être

problématique. Ou encore que pour obtenir des résultats il est nécessaire de suivre une certaine approche. C'est dans cette optique que l'auteur de ce mémoire a décidé de porter son attention sur les aidants et les difficultés que ceux-ci rencontrent dans leurs pratiques quotidiennes. En effet, il pose l'hypothèse selon laquelle les aidants veulent aider, mais que dans la pratique ils ne le font pas toujours comme tend à montrer la revue de littérature. Une seconde hypothèse qu'il pose est que les aidants ont des raisons qui expliquent leurs choix et pratiques. Afin de comprendre ces raisons, il est donc apparu nécessaire de se confronter aux aidants et à leur vision des choses.

L'intuition de l'auteur de ce mémoire était que comme c'est les aidants qui pratiquent l'aide, c'est dans la réalité vécue par ces aidants que l'on peut trouver des explications quant à la difficulté d'aider au sens où on l'entend. Et donc que c'est au niveau du paradigme des aidants que se trouve l'origine des pratiques d'aide dénoncées dans la revue de littérature.

Afin de pouvoir définir, et comprendre, les obstacles que rencontrent les aidants dans leur pratique d'aide il était nécessaire de définir ce qu'implique l'aide. En effet, s'accorder sur le concept de l'aide est primordial si l'on veut aider, ne pas s'accorder c'est laisser chacun prétendre qu'il aide, sans réellement savoir ce que ça implique, ni ce que ça produit, en fait c'est équivalent à ne rien savoir.

De plus, cette définition devait être assez simple pour pouvoir s'appliquer au maximum de situations, mais assez complète pour contenir du sens. C'est-à-dire pour ne pas pouvoir subir les critiques faites par les auteurs dans la revue de littérature. Finalement la définition que nous avons retenue est la suivante : c'est un soutien temporaire permettant de faciliter la tâche du bénéficiaire de l'aide, pour qu'il réussisse lui-même à passer d'une situation qu'il juge négative à une situation qu'il juge plus positive. Ce soutien résultant d'une volonté de produire un changement positif dans la vie du bénéficiaire. L'aide selon cette définition est composée de 5 concepts que sont : la temporalité, la volonté de l'aidant, une co-construction des solutions, un changement positif et l'origine des bonnes pratiques.

Finalement à l'aide du Modèle rationnel général (MRG) de Raymond Boudon (2003) nous tenterons d'expliquer les comportements observés auprès des aidants ainsi que leur impact sur l'action d'aider.

Concrètement la recherche s'est déroulée à Madagascar, plus précisément à la capitale du pays : Antananarivo. La collecte de données s'est faite à l'aide d'entrevues semi-dirigées, mais également par la tenue d'un journal de bord. En effet, il y avait toujours une visite de l'organisation avant de réaliser une entrevue. Ceci pour plusieurs raisons, premièrement

pour démontrer l'intérêt et le respect qui étaient porté au travail de la personne à interviewer. Deuxièmement afin de pouvoir apprendre à connaître la personne à interviewer avant l'entrevue et d'ainsi établir une relation de confiance avec elle en se rapprochant de sa réalité. Et troisièmement afin de pouvoir constater soit même l'action de l'association, d'ainsi discuter avec les différents membres de celle-ci et de pouvoir adapter s'il y avait lieu le questionnaire d'entrevue. Mais le journal de bord a également permis de conserver une trace des expériences quotidiennes de l'auteur, de son état de pensée ou encore des rencontres et discussions faisant avancer son raisonnement.

Afin de trouver des associations pertinentes, l'auteur a utilisé ce que les théoriciens de l'Association of Social Anthropologists of the UK and the Commonwealth ont appelé des «gatekeepers», c'est-à-dire des personnes locales facilitant le lien entre le chercheur et son sujet de recherche. Cette méthode recourant à des contacts locaux afin d'atteindre les organisations est d'autant plus adaptée au contexte malgache dans lequel le recours aux intermédiaires est une quasi constante.

Finalement un postulat important que pose l'auteur de ce mémoire est de dire que l'aide qu'elle soit adressée aux populations de son propre pays, ou à des populations étrangères, consiste en la même chose dans la pratique de l'aidant. L'aide offerte dans un contexte occidental et l'aide offerte dans un contexte international font intervenir les mêmes processus. L'aide est donc considérée comme n'ayant pas d'appartenance ethnique, territoriale ou culturelle.

Finalement afin de répondre à notre problématique nous présenterons 6 cas. Les 4 premiers cas sont des issus d'organisation d'aide à Madagascar : un orphelinat, une entreprise sociale, un projet de développement des capacités des bénéficiaires d'une grande organisation d'aide internationale et une association caritative de rugby. Chacune des associations présentant des caractéristiques propres : l'orphelinat est une association familiale, non malgache, de petite envergure qui ne fait pas de communication. L'entreprise sociale est malgache et génère elle-même les revenus lui permettant d'aider. Le projet de développement des capacités des bénéficiaires est issu d'un des organismes à l'origine de l'aide internationale des 50-60 dernières années. L'association de rugby ressemble à un club ayant un volet social, il est aussi connu comme le club de rugby des étrangers de la capitale et est actuellement en plein cœur d'une polémique. Pour le 5e cas, le choix a été fait de rencontrer un travailleur social montréalais afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle toute aide implique les mêmes composantes et donc que l'aide n'a pas d'appartenance culturelle. Cette personne est dans le milieu du travail social depuis plus de 40 ans, il a de

plus eu des expériences à l'étranger dans des pays dits pauvres tels que Haïti. Et le dernier cas consiste en un retour sur ma propre expérience et les réflexions que j'ai conservé dans le journal de bord.

## Partie 1 : Revue de littérature

On entend presque tous les jours parler de pauvreté, de lutte contre la pauvreté, d'aide au développement ou d'aide humanitaire. On est régulièrement confronté à des publicités, des campagnes de sensibilisation ou encore à des levées de fonds pour participer à ces élans philanthropiques pour les pays en développement. On connaît tous des personnes prônant ou jugeant ces différentes aides, mais qu'en est-il réellement ? Pourquoi et qui aide-t-on ? En quoi consiste cette aide ? Aider est-ce toujours bénéfique ?

Cette revue de littérature aura pour objectif de démystifier le concept de la pauvreté, et de la lutte contre celle-ci. Ceci afin de nous permettre de juger au mieux la situation actuelle, ainsi que de se forger un avis concernant l'évolution voulue du travail social, ou de l'aide envers les populations pauvres. Nous chercherons donc à répondre à la question de départ suivante : est-ce que l'aide aux pays en voie de développement est efficace et pourquoi ?

### 1) Le concept de pauvreté et son application au terrain

C'est principalement pour lutter contre la pauvreté que la communauté internationale intervient auprès des pays en voies de développement. Il m'a paru important de m'intéresser à la manière dont elle abordait la pauvreté. En outre, étant donné que la pauvreté est un phénomène auquel on est constamment confronté dans notre vie de tous les jours, nous avons tous une idée de ce qu'est la pauvreté, sans réellement pouvoir la définir. L'imaginaire collectif se contente généralement de l'idée qu'être pauvre est un échec. De ma propre expérience, j'ai souvent été confronté à des personnes considérées comme pauvres, j'ai pu constater que ces personnes sensées être dans un état non désirable, n'en étaient pas pour autant plus malheureuses, ou plus inaptés. C'est finalement à l'université en Belgique, que j'ai constaté que les personnes qui portaient faire de l'aide humanitaire dans des pays en voies de développement, pouvaient le faire sans aucune expérience, sans aucune formation, sans aucune qualité particulière, autre qu'être né dans un pays occidental, et d'avoir envie d'aider, que je me suis demandé pourquoi ils avaient le droit de le faire ? Il devait bien y avoir quelque chose dans le fait d'être pauvre, qui fasse en sorte que ces jeunes étudiants, loin d'être des exemples de réussites dans leur environnement social, deviennent tout à coup aptes à venir en aide, une fois confrontés à des personnes pauvres.

De plus, il est important de noter que mon impression était que ces jeunes étudiants étaient encore très immatures, sans ouverture d'esprit, convaincus d'eux-mêmes et de leur supériorité.

Ces jeunes étudiants qui allaient partir pendant 3 semaines en projet humanitaire, à l'autre bout du monde, pour construire une école avaient fait une collecte de fonds pour ce projet. Ils avaient mobilisé du monde pour financer ce projet, sans trop de difficulté étant donné qu'ils parlaient de faire le bien dans un pays pauvre. Finalement, c'est un groupe de 15-20 étudiants qui est parti, tous frais payés, pour ce projet humanitaire. Par rapport à ce projet, je me suis posé beaucoup de questions, pourquoi envoyer 15-20 occidentaux sans aucune expérience en bâtiment à l'autre bout du monde, pour construire une école ? N'y avait-il personne sur place qui soit apte à construire une école ? Pourquoi des Occidentaux financeraient-ils un tel projet ? Soulignons que ce type de projet engendre d'énormes frais, comme les billets d'avion, les logements, la nourriture... N'était-ce pas du gaspillage financier ? Est-ce que l'objectif de ce projet humanitaire était vraiment d'aider ? Ou plutôt qui aide-t-on réellement avec ce type de projet ?

En effet, l'impression que dégageait ce projet était qu'en réalité, ceux qui en avaient vraiment profité étaient les étudiants eux-mêmes et non pas les bénéficiaires du bâtiment de l'école (en réalité, le projet se limitait à une salle de cours). Ou tout le moins, que les bénéficiaires de l'école auraient pu bénéficier de bien plus, si les projets n'avaient pas été organisés de la sorte. Face à ce constat, je me suis demandé, qui aidait réellement l'autre ? Qui profitait réellement du projet ?

Un débat était né, celui de savoir qui de l'aidant ou de l'aidé était vraiment le bénéficiaire de ce projet. D'une part, je voyais des étudiants qui bénéficiaient du rayonnement social et professionnel qui accompagne le dévouement humanitaire, profiter d'un voyage en groupe de 3 semaines aux airs de vacances, avec pour objectif la construction d'une école. Tandis que d'autre part, il y avait des Africains qui se faisaient construire une école par des étudiants en gestion. Notons que les étudiants n'ayant aucune expérience dans le bâtiment n'ont servi que de main d'œuvre dans la réalisation du projet. On peut d'ailleurs raisonnablement émettre l'hypothèse que ces étudiants étaient de bien moins bons travailleurs en bâtiments que les locaux. Il ne fait donc aucun doute que c'était du gaspillage d'argent que de faire venir ces étudiants à l'autre bout du monde pour servir de main d'œuvre en sachant qu'il y en a bien assez localement et à moindre prix. Il ne fait aucun doute que ces étudiants occidentaux ont bien bénéficié du projet. Mais en même temps, étant donné que ces étudiants étaient à l'origine de la récolte de fonds, n'était-il pas normal

qu'ils en profitent également ? Et puis n'est-il pas mieux de faire quelque chose, plutôt que de ne rien faire ? Finalement, rien que le fait qu'ils aient fait quelque chose ne suffit-il pas à rendre leur projet légitime ?

Un autre exemple m'a également interpellé, par rapport à l'efficacité d'une aide qui cette fois concernait un projet environnemental. Sur le même principe que le projet précédent, des étudiants sont partis reboiser une région en Afrique. Au retour de la réalisation de leur projet de reboisement, ces étudiants sont revenus heureux d'avoir réalisé un tel projet, d'avoir aidé des populations défavorisées et d'avoir contribué à sauver la planète. 15 à 20 planteurs avaient planté 9000 arbres en 3 semaines. J'ai moi-même été reboiseur et ma moyenne était de 2000 à 3000 arbres par jour. En 5 semaines, j'en avais planté 58 000 et j'étais loin d'être le meilleur planteur. Certains en plantaient jusqu'à 7000 par jour. En 3 mois l'ensemble de l'équipe d'une trentaine de planteurs, dont je faisais partie, avait planté plus de 4 500 000 arbres. Tout ceci pour dire que le nombre d'arbres que ce projet avait planté était très faible par rapport aux moyens mobilisés (billets d'avion, logement et tous les frais afférents aux voyages de ces jeunes). Je me suis donc encore une fois demandé comment il était possible de dépenser autant d'argent dans des projets produisant aussi peu. Mais également comment les aidants eux-mêmes justifiaient cette situation ?

Ces constats sont purement subjectifs et ne sont en aucun cas basés sur des données scientifiques, mais c'est de ces impressions qu'a démarré ma réflexion sur la pauvreté et l'aide. Partant de ces constats, je me suis demandé, ce qu'était réellement la pauvreté et en quoi cette situation de pauvreté justifiait que l'on intervienne pour aider ces personnes ? Qu'est-ce qui dans la situation du pauvre, en fait quelqu'un de peu enviable et quelqu'un nécessitant de l'aide ?

Quand on sait que l'Institut de Santé Publique (ISP) Belge a, lors d'une étude menée en 2013 auprès plus de 100 000 personnes, relevé que plus de 32% des Belges de plus de 15 ans éprouvaient des difficultés psychologiques tels que le malheur ou la dépression, qu'est-ce qui fait de cette société un meilleur exemple que les pays en voies de développement ? Comment expliquer que j'ai moi-même été confronté à la pauvreté, sans que je constate qu'elle soit obligatoirement corrélée à du malheur et vice versa ? Je me demandais finalement, ce qui rendait les populations riches plus aptes à aider et donc à servir d'exemple aux populations pauvres ?

C'est donc pour approfondir ma compréhension de la pauvreté que j'ai commencé à faire mes recherches sur le sujet. C'est ainsi que j'ai réalisé que ce concept n'était pas unique dans la littérature, au contraire qu'il existait de nombreuses manières d'aborder la pauvreté.

Finalement, on réalise que la pauvreté reste dans la littérature, comme dans les outils utilisés pour la mesurer, un concept très vague, voire arbitraire, ceci ayant comme conséquences que la réalité que tout un chacun conçoit en réaction aux études abordant la pauvreté, n'est peut-être pas la bonne. Ou encore que le portrait que l'imaginaire collectif se fait des pays, et populations, pauvres ne représente pas la réalité, mais plutôt une manière de la présenter. Présenter la subjectivité des définitions de la pauvreté et des conséquences que cela entraîne n'est pas l'unique objectif de cette revue. En effet, on comprend que ces définitions sont difficiles à établir, étant donné, la complexité de la réalité qu'elles doivent pouvoir englober et que des grands organismes tels que l'ONU ou la Banque Mondiale n'y échappent pas. Il est donc nécessaire de prendre du recul face à la réalité que l'on nous présente, même lorsque celle-ci est issue d'un organisme mondialement connu.

Cette première partie permet donc de se rendre compte de la fragilité et de la variété de ces définitions, et donc de la subjectivité de la réalité qui est présentée lorsque l'on parle de pauvreté. Cette analyse nous pousse donc également à nous questionner sur la légitimité de l'intervention sociale auprès de ces populations.

### 1) Les définitions de la pauvreté : De quels enjeux parle-t-on ?

« While it may seem easy to recognize poverty, it is difficult to define and measure it properly so as to make meaningful international comparisons » Gérard Rolland (2014).

La pauvreté est un concept auquel tout le monde est confronté, sans pouvoir réellement le définir. On en entend parler tous les jours, que ce soit au journal, dans les livres d'Histoire ou encore au travers des associations qui luttent à son encontre. On sait qu'être pauvre ce n'est pas un idéal de vie et qu'on ne veut surtout pas le devenir, mais au fond qu'est-ce que cela implique d'être pauvre ? Qu'est-ce que ça signifie ? Pourquoi n'est-ce pas un idéal de vie ? Quelles sont les caractéristiques qui font de quelqu'un un pauvre ? Durant cette première partie, nous nous attarderons sur les différentes définitions de la pauvreté retrouvées dans la littérature, ainsi que sur les moyens utilisés pour la mesurer.

Il y a deux manières fondamentalement différentes d'aborder la pauvreté dans la littérature (Gerard Roland (2014)). La première est de considérer que le concept de pauvreté est relatif, c'est-à-dire qu'il dépend non pas d'un état de fait, mais plutôt d'un état relativement moins bon que les autres. La pauvreté y est considérée comme dépendante de son

environnement social, n'est pauvre que celui qui est moins bien loti que les autres membres de son groupe. Cette idée est notamment défendue par Sahlins, M (1976) dans « La première société d'abondance ». Il y explique que selon lui, la pauvreté n'est pas absolue, mais dépendante des besoins individuels. Ainsi serait pauvre toute personne n'arrivant pas à satisfaire ses besoins matériels. Or, pour satisfaire ses besoins, il faut soit produire beaucoup, soit désirer peu. De ce constat découle l'idée que la société moderne, en produisant toujours plus, crée toujours plus de besoins inassouvissables et donc crée la pauvreté. Contrairement aux sociétés dites primitives, qui elles désirent peu, et savent facilement satisfaire leurs besoins grâce à une technologie simple et issue de leur environnement direct. Le développement de la société de consommation se serait accompagné du développement de la pauvreté en créant toujours plus de besoins tout en ne répartissant pas également les ressources permettant d'assouvir ceux-ci. La pauvreté serait d'un côté une incapacité à satisfaire ses besoins personnels, mais serait d'un autre côté également un statut social, étant donné, que ces besoins sont influencés par ceux des autres membres de la société. N'est pauvre que la personne qui est incapable de satisfaire les besoins que les autres membres de sa société savent satisfaire. Un autre élément particulièrement intéressant ressort de son analyse. Il y explique que c'est en donnant aux sociétés, dites primitives, les mêmes intentions que nous, et en jugeant leur technologie en fonction de la nôtre, que l'on considère souvent leur situation comme étant désespérée alors qu'elle ne l'est pas nécessairement pour eux. Il y avance donc l'idée qu'en projetant notre propre culture et interprétation du monde sur des cultures différentes, on fait obligatoirement des erreurs dans l'interprétation de ce qu'ils font, ou veulent faire, voir même ressentent. Il est donc primordial de retenir que comme le concept de pauvreté implique des besoins personnels insatisfaits, il est nécessaire pour l'aborder de s'intéresser à la perception qu'à la personne d'elle-même et de ses besoins. Il est donc indispensable de ne pas projeter ses propres besoins sur les personnes que l'on serait tenté de classer comme pauvres.

D'après Gérard Rolland (2014) cette manière d'aborder la pauvreté comme un statut social, s'appuie généralement sur des questionnaires demandant à une population de désigner, en son sein qui sont considérés comme pauvres. On relèvera deux principaux éléments concernant cette approche, premièrement, les personnes étant principalement désignées comme les plus pauvres sont les personnes vulnérables, il s'agit notamment : des personnes handicapées, les personnes âgées, les personnes ayant perdu leurs conjoints, les personnes malades et les personnes abandonnées par leur famille. Étant donné que ce sont des résultats relatifs et non de faits, ces personnes sont les plus susceptibles d'être

dans des situations de pauvreté et ceci indépendamment de leur environnement. Deuxièmement, les études de ce type peuvent être fortement biaisées si les populations interrogées pensaient recevoir de l'aide suite aux questionnaires. En effet, elles pourraient exagérer leur propre pauvreté avec pour objectif de recevoir de l'aide. Ainsi ce genre d'étude permet surtout de connaître les populations les plus à risque, ou les plus touchées par la pauvreté et dans une moindre mesure, en fonction de l'existence ou non de biais, elles permettent de produire des résultats quantitatifs quant aux nombres de personnes considérées comme pauvre.

La deuxième manière d'aborder la pauvreté est de la considérer comme un état de fait, comme étant dépendante de critères prédéfinis, comme étant chiffrée. Ainsi selon Gérard Roland (2014), la majorité des études menées sur la pauvreté s'appuie sur une définition calorifique de celle-ci. C'est-à-dire sur le prix minimum de la quantité de nourriture à acheter pour obtenir les 2000 calories nécessaires à la vie humaine. Il est à noter que le panier de moins onéreux contenant 2000 calories, est un mélange de riz et de haricots. Cependant, afin de coller aux habitudes de consommation locale, on considère généralement le seuil de pauvreté, c'est à dire le prix d'un panier de produits, tel que celui-ci puisse fournir les 2000 calories tout en tenant compte des habitudes/préférences de la population en question.

Plusieurs critiques peuvent être faites à l'encontre de ces méthodes d'évaluation de la pauvreté. Tout d'abord, ce n'est pas parce qu'un panier de bien fournit les calories nécessaires qu'il fournit tous les nutriments nécessaires au bon fonctionnement de l'Homme. Ceci a pour conséquence qu'en mangeant exclusivement ce panier de produits, l'Homme pourrait être victime de nombreuses carences et donc pourrait ne pas se développer d'une manière optimale, bien que n'étant pas classé comme pauvre. En outre, les besoins d'un Homme en ville ou en campagne ne sont pas les mêmes, dépendamment de la situation, il peut donc y avoir une sur estimation ou une sous-estimation de la pauvreté. L'outil de mesure n'englobe donc pas totalement la réalité qu'elle doit mesurer. Ceci nous amène à la deuxième critique de l'utilisation d'une mesure telle que le seuil de pauvreté, il s'agit d'un seuil, c'est-à-dire qu'il suffit de le dépasser légèrement pour ne plus faire partie des personnes pauvres, alors que les conditions de vie peuvent ne pas changer. Ce constat peut avoir des conséquences quant à la fiabilité de ces outils de mesure comme permettant de représenter la réalité. De plus, définir la pauvreté en fonction d'un seuil a pour conséquence qu'il est plus intéressant pour un gouvernement d'aider ceux se retrouvant tout juste en dessous du seuil afin de les faire passer au-dessus, et ainsi de diminuer la «

pauvreté » du pays plutôt que d'aider les personnes qui en ont réellement besoin. La pauvreté peut donc diminuer sur papier, sans toutefois diminuer dans la réalité. Il est donc important de relativiser les chiffres étudiés. Ceci nous amène à l'utilisation de la distance moyenne au seuil de pauvreté comme outil de mesure de la pauvreté. En effet, la distance moyenne au seuil de pauvreté permet de savoir à quel point, en moyenne, la population est loin en dessous du seuil et donc à quel point elle est pauvre. Cependant, le principal problème de cet outil est qu'il n'est pas évident à calculer, étant donné le peu de données existantes sur ces populations défavorisées et donc sur leurs revenus réels. Ce qui est à retenir de cette deuxième approche, c'est la difficulté de définir et de mesurer la pauvreté, ainsi que la grande variété de méthodes existantes. Que ce soit pour des raisons techniques, ou conceptuelles, les moyens utilisés pour évaluer la pauvreté souffrent de plusieurs biais et ne permettent qu'une approximation plus ou moins réaliste, selon les situations, de la réalité. De plus, afin de ne pas altérer davantage la réalité lors de l'interprétation de ces études, il faut utiliser la parité de pouvoir d'achat plutôt que le taux de conversion classique. La parité de pouvoir d'achat sert à garantir un taux de change basé sur le prix de la vie, plutôt que sur le niveau de l'économie. Ainsi lorsque le seuil de pauvreté est établi à 2\$ par jour, il faut comprendre qu'il est établi à 2\$ de pouvoir d'achat par jour. Par exemple, 2\$ dépensés au Canada et à Madagascar n'ont pas du tout le même pouvoir d'achat, c'est cette différence que la parité de pouvoir d'achat va éliminer.

Finalement, Amartya Sen (1989), qui a fortement influencé le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) lors de la création de l'Indice de Développement Humain (IDH), ajoute que la pauvreté n'est pas que le manque d'argent, ou un statut relativement moins bon que les autres membres de son groupe. D'après lui, c'est une incapacité à se développer en temps qu'humain. Selon lui, la pauvreté ne se mesure pas en fonction des quantités de ressources dont dispose un individu, mais plutôt par sa capacité, ou « capacité », à les convertir en libertés réelles. C'est-à-dire, à pouvoir contribuer soi-même à son propre épanouissement. Il définit donc 3 « capacités » essentielles que sont les ressources monétaires, la santé et l'éducation. Ces 3 « capacités » seraient la clé de voute afin de pouvoir être libre. Or, d'après Sen, la liberté est l'état social le plus efficace afin de pouvoir contribuer à son propre épanouissement. Ainsi, être pauvre serait de ne pas pouvoir, dans son contexte, contribuer à son propre épanouissement par manque de « capacité ».

Complétons cette partie, en abordant la difficulté de retrouver des données représentatives de la réalité. La communauté scientifique fait généralement référence à de grands organismes tels que la Banque Mondiale. Malheureusement ce n'est pas parce que les

données sont issues de la Banque Mondiale que ces données sont exemptes d'erreurs (Gérard Roland (2014)). On apprend ainsi que pour évaluer la pauvreté, elle utilise des études nationales, qui font appel à différentes méthodes d'évaluation, ce qui rend les comparaisons entre elles plutôt douteuses. On constate également que les données sont mises à jour sans nouvelles études, mais plutôt par l'intermédiaire de calculs peu représentatifs. Et puis finalement, que la Banque Mondiale se base sur le dollar qui varie beaucoup dans le temps, rendant l'utilisation du concept de parité de pouvoir d'achat obligatoire. Il faut donc être vigilant, lorsque l'on utilise les données de la Banque Mondiale, ou d'organismes similaires, à ne pas leur donner trop de crédit uniquement parce qu'elles sont issues de ceux-ci.

Il est nécessaire de porter une attention toute particulière à l'interprétation et à l'utilisation des résultats des différentes études abordant la pauvreté. Il faut garder en tête que ce concept, bien que familier, reste très complexe, qu'il est difficile à définir et à mesurer, mais surtout qu'il est plus difficile encore de le juger. Il est donc obligatoire, de garder un esprit critique lorsqu'on qualifie des populations comme étant pauvres et encore plus, lorsque l'on cherche à les aider. Qu'est-ce qu'on veut dire par pauvre et en quoi ces populations ont-elles besoin d'aide ?

Étant donné la confusion qui touche la définition de la pauvreté, on peut légitimement se demander, ce que signifie la lutte contre la pauvreté ? Est-ce que cela signifie lutter contre une incapacité à subvenir à ses besoins matériels ? Est-ce que cela signifie lutter contre une incapacité à subvenir à la même quantité de besoins que les autres membres de sa société ? Ou encore est-ce que cela signifie lutter pour permettre de manger un minimum de calories par jour ? Ou finalement, est-ce que cela signifie lutter pour que les gens vivent au-dessus du seuil de pauvreté, c'est-à-dire qu'ils aient un revenu minimum ?

Il est temps maintenant de s'attarder sur les causes de la pauvreté ainsi que sur les facteurs qui l'entretiennent. Après consultation d'une littérature abondante, nous constatons qu'une personne est pauvre lorsqu'elle est incapable de subvenir à ses besoins dans son contexte actuel. Les raisons l'empêchant de subvenir à ses besoins pouvant être aussi bien un manque de savoir-faire, que des éléments contextuels comme le niveau sanitaire, l'origine sociale, une catastrophe naturelle... Notons qu'une personne désirant volontairement limiter ses besoins, et donc leur satisfaction, n'est donc pas une personne pauvre, étant donné que c'est un choix volontaire. Si s'intéresser aux causes et aux facteurs de la pauvreté s'avère primordial dans la lutte contre la pauvreté, nous vous précisons qu'il ne s'agit pas

du sujet du présent mémoire. En effet, nous allons plutôt nous intéresser à la manière dont on aide ces personnes qui sont identifiées comme pauvres.

## 2) Une présentation des caractéristiques spécifiques du terrain : Où s'en va-t-on ?

Présentons brièvement l'État actuel des choses en Afrique Sub-Saharienne, et à Madagascar. Tout d'abord, d'après les dernières estimations de Chen et Ravallion (2008), pour la banque mondiale, plusieurs constats s'imposent : entre 1981 et 2005, c'est en Afrique Sub-Saharienne que la pauvreté a le moins diminué dans le monde et qu'elle est la plus élevée maintenant. À titre comparatif en 1981, l'Afrique Sub-Saharienne avait un ratio de pauvreté inférieur à celui de l'Asie de l'Est, alors qu'actuellement, c'est l'inverse. En effet, si l'Asie de l'Est a réduit son pourcentage de pauvres de 77,67% à 16,78%, l'Afrique Sub Saharienne n'a diminué que de 53,37% à 50,91%. De plus, l'indice de Gini permettant de relever les inégalités de revenus y est plus élevé qu'ailleurs.

D'après la Banque Mondiale, en utilisant la parité du pouvoir d'achat, sur les 12 pays les plus pauvres du monde en PIB par habitant en 2010, il n'y en a qu'un qui ne soit pas d'Afrique Sub-Saharienne : le Timor Oriental proche de l'Indonésie. Madagascar, pays où s'est effectué le terrain de recherches du présent mémoire, en fait partie. Nous constatons également que l'Afrique Sub Saharienne a une espérance de vie beaucoup plus faible qu'ailleurs dans le monde. Ainsi l'espérance de vie est-elle de 10 ans supérieure en Asie du Sud qu'en Afrique Sub Saharienne et de 20 ans supérieurs dans le reste du monde. Nous soulignons que la mortalité infantile en 2010 est elle aussi très importante au sein de ces pays.

En ce qui concerne l'éducation, en 2009 l'Afrique a le taux de scolarisation le plus bas du monde. En effet, celui-ci est inférieur à 30%. À titre comparatif le pays ayant le taux de scolarisation le plus bas en dehors de l'Afrique est le Pakistan avec 33,6%.

Finalement, toujours selon la Banque Mondiale, de nombreux pays qui faisaient partie des pays les plus pauvres du monde en 1980 sont devenus encore plus pauvres en comparaison avec les pays développés. On pense notamment à la République Démocratique du Congo. Ces pays sont donc en pleine décroissance depuis une trentaine d'années. Pour résumer, alors que c'était déjà le continent le plus pauvre du monde, l'écart de développement s'est accentué en particulier en Afrique Sub-Saharienne au cours des 30 dernières années.

Un constat s'impose assez facilement : selon les outils permettant de mesurer le développement, l'Afrique Sub Saharienne est placée dernière. Quand on sait que c'est également l'Afrique Sub Saharienne qui est le principal bénéficiaire de l'aide internationale (OCDE, 2006), on peut légitimement se poser des questions sur l'efficacité de cette aide. Qu'est-ce donc que l'aide internationale ?

## II) Le concept d'aide internationale et les enjeux de son application

« Le travail social est une profession qui vise à aider les individus, les familles, les groupes et les communautés à améliorer leur bien-être individuel et collectif. Il aide les gens à développer leurs habiletés et à utiliser leurs propres ressources et les ressources communautaires pour résoudre les problèmes. Il traite aussi de questions sociales plus vastes comme la PAUVRETÉ, le CHÔMAGE et la VIOLENCE FAMILIALE. Le travail social a toujours été associé aux OEUVRES DE BIENFAISANCE et à l'aide bénévole aux gens dans le besoin. »

Encyclopédie canadienne

### 1) La définition du travail social : De quoi parle-t-on ? Quelles en sont les origines?

Si la définition de l'Encyclopédie canadienne nous permet de nous faire une idée de ce en quoi consiste le travail social, il me paraît opportun de revenir sur les origines du concept, afin de nous assurer une compréhension optimale du cœur de sa mission. En outre, revenir sur l'origine du travail social nous permettra de développer un avis critique quant à son évolution.

Le travail social trouve ses origines dans les activités charitables, elles-mêmes basées sur les valeurs philanthropiques des religieux du 19e siècle (Bogo, 2005). Cette origine religieuse se comprend aisément, lorsque l'on sait que la charité est définie comme l'une des trois vertus théologiques (vertus devant guider le rapport à Dieu et au monde) du christianisme avec la foi et l'espérance. Or, d'après le dictionnaire Larousse, la philanthropie est définie comme un « Sentiment qui pousse les hommes à venir en aide aux autres ; amour de l'humanité. Désintéressement, charité. » Un philanthrope est donc une personne qui aide son prochain sans chercher à obtenir quelque chose en échange, il aide de manière

désintéressée. Il aide pour aider, la valeur que son action a pour lui réside dans le fait même d'aider un congénère et non pas dans un autre gain quelconque. Ainsi, à l'origine du travail social, on retrouve des religieux ayant pour objectifs d'améliorer les conditions de vie de leurs congénères de manière gratuite et totalement désintéressée. Notons cependant qu'on peut quelque peu relativiser le fait que les religieux agissaient d'une manière désintéressée. En effet, étant donné que la charité est une des trois vertus théologiques du christianisme, le religieux a un intérêt théologique à se comporter ainsi.

Maintenant que l'on connaît l'origine idéologique du travail social, ainsi que sa raison d'être, intéressons-nous à la manière dont il était mis en pratique à l'époque. C'est ainsi que l'on apprend que l'action sociale, ses approches et sa méthodologie se basaient exclusivement sur des connaissances expérientielles. C'est-à-dire que le travail social était à l'époque issu de connaissances majoritairement empiriques, émanant du terrain et non de théories dites académiques. Les connaissances du milieu se présentaient donc comme étant le résultat de l'expérience des travailleurs sociaux eux-mêmes. Il n'y avait donc pas de méthodologies, de modèles ou d'approches théoriques du milieu de l'aide, mais plutôt des manières de faire se développant au fur et à mesure de l'action d'aide. Ces manières de faire ont en commun de mettre en exergue l'importance du social dans l'aide. Dans ce milieu, il est considéré comme primordial de comprendre que les personnes que l'on aide, sont insérées dans un contexte social et que leurs problèmes sont généralement liés, au moins en partie, à ce contexte social. Il faut donc chercher à comprendre la personne qu'on cherche à aider, comprendre d'où vient son problème, comprendre ce qui explique que son problème perdure, comprendre ce qui dans son contexte social explique sa situation.

Par ailleurs, si le travail social est un secteur d'activité à part entière, on ne peut pas en dire autant concernant son corpus de connaissances. Comme le disent Harper, E et Dorvil, H (2013) : « Lorsqu'on fait un survol de la littérature sur l'évolution du travail social d'ici et d'ailleurs, on constate l'absence d'un corpus de connaissances propre au travail social (Healy, 2005). » En effet, celui-ci est principalement composé de théories émanant d'autres domaines des sciences humaines et sociales comme la sociologie, la psychiatrie, la psychologie, l'anthropologie ou encore la philosophie.

Finalement, on peut en conclure qu'à l'origine le travail social était une activité principalement empirique, contextuelle et multidisciplinaire. Son objectif étant d'aider les gens qui sont en situation de précarités ou qui présentent des problèmes sociaux divers et variés (Harper, E et Dorvil, H (2013)).

## 2) Quels sont les enjeux historiques de l'aide internationale passée et actuelle ?

Intéressons-nous maintenant davantage au travail social dans le contexte des pays dits « pauvres » ou en développement. C'est-à-dire, aux organisations à but social, ou organisations humanitaires, dans les pays en développement. Si ces organisations sont en très grandes majorités issues de pays occidentaux (Guégan 2005) et peuvent donc apparaître comme étant très homogènes, il n'en est rien. En effet, il faut savoir que ces organisations se différencient aussi bien à travers le modèle qu'elles suivent, qu'à travers leurs domaines de compétence, leurs tailles, leurs modalités opératoires ou encore à travers leur caractère laïque ou non.

### *(A) Les deux principaux modèles d'aide humanitaire : le modèle anglo-saxon et le modèle français*

Commençons par différencier les deux principaux types d'aide qui ont été identifiés par la littérature : l'aide au développement et l'aide humanitaire (Hardcastle et Chua (1998)). Le premier consiste en une aide qui s'attaque davantage aux causes du problème et qui a une vision à long terme alors que le deuxième, est une action ponctuelle s'attaquant davantage aux conséquences qu'aux causes et donc ayant davantage une vision à court terme. De plus, l'aide humanitaire est généralement donnée en réponse à un besoin immédiat dans des zones sinistrées, comme suite à un incident, et a comme objectif de « prévenir et de soulager les souffrances humaines, de protéger la vie et de garantir le respect de la personne humaine » (Hardcastle et Chua (1998)). Alors que l'aide au développement répond davantage à des problèmes dits systémiques et cherche à assurer un développement économique, social et politique des bénéficiaires de l'aide. Historiquement l'aide au développement se faisait d'Etat à Etat, alors que l'aide humanitaire était mise en œuvre par des ONG.

Avant d'analyser les deux modèles d'organisations d'aide qui ont été identifiés par Gérard Verna (2007), intéressons-nous d'abord aux trois critères permettant de juger l'action des organisations à but social développés par Plattner (1996). Ces trois critères sont la neutralité, l'impartialité et la capacité d'ingérence. La neutralité implique qu'on ne doit pas s'immiscer, ou prendre parti, dans les conflits, sauf en cas d'agression directe. Il est donc nécessaire d'avoir une certaine tolérance envers les différents membres du conflit. L'impartialité implique que l'on doit aider toutes les personnes en état de besoin, quelles

que soient ses caractéristiques, en donnant priorité à ceux qui sont dans les situations les plus urgentes. L'objectif est donc d'aider les Hommes pour leur qualité d'Homme est non pour toutes autres raisons possibles. L'ingérence consiste à ne pas aider les personnes qui ne le désirent pas. L'idée étant qu'on ne peut obliger un pays à recevoir de l'aide. On peut pousser cette idée d'ingérence plus loin, en considérant qu'on ne peut aider quelqu'un qui ne veut pas qu'on l'aide. Cette idée de non-ingérence est d'autant plus importante qu'il y a d'après Benthall (1993) de plus en plus d'intellectuels des pays en développement, qui considèrent les ONG non pas comme des correcteurs de la domination économique et politique des pays occidentaux, mais plutôt comme des représentants actifs de cette domination. Selon eux, ces organisations ne sont pas propices au développement de leur pays et ils remettent en cause l'idée que les pays en développement aient besoin de l'aide offerte par les organisations d'aide. Mais nous reviendrons sur ces critiques plus loin dans ce mémoire.

À partir de ce que l'on vient de constater, on peut différencier les organisations dites du modèle anglo-saxon et celles dites du modèle français (Verna, G 2007). Commençons avec le modèle français, celui-ci s'appuie davantage sur le bénévolat et retient l'idée qu'il est nécessaire d'avoir un soutien politique pour que l'aide soit efficace. Ces organisations ont développé l'idée qu'il peut être nécessaire de faire de l'ingérence, c'est-à-dire d'intervenir dans des pays ne le désirant pas, pour pouvoir effectivement aider. Elles considèrent donc que leur rôle est à la fois d'aider, de témoigner et de dénoncer, ce dont ils sont témoins. C'est pourquoi, elles ont développé l'idée d'un droit d'ingérence (Boltanski 1999), ainsi des organisations telles que Médecin sans Frontière avancent qu'il y a généralement une opposition entre justice et neutralité (Plattner 1996), et préfèrent donc enfreindre la neutralité pour davantage de justice. Ce militantisme humanitaire s'explique par l'origine des acteurs de l'aide humanitaire française. En effet Gérard Verna (2007) explique que ces acteurs sont généralement d'anciens anticolonialistes, qui, s'ils ont changé d'activisme, n'ont pas changé de discours. C'est également ce point qui explique la prédominance du bénévolat dans ce type d'organisation, d'après eux, les professionnels de l'aide manquent de « pureté ». Ce modèle est généralement celui qui est considéré comme étant le modèle traditionnel de l'aide humanitaire, parce qu'il est très proche de l'origine charitable et philanthropique du travail social.

Face à ce modèle, on retrouve également les ONG, ou les organisations internationales, de types anglo-saxons qui ont bien plus de moyens financiers et s'appuient sur les concepts de planification et de management stratégique des multinationales. Cette

professionnalisation de l'organisation, si elle diminue la spontanéité, permet cependant à ces organisations de produire des résultats quantitatifs et ainsi de préconiser des solutions plus précises par rapport au modèle français. Néanmoins, le développement de ces organisations sur le modèle des multinationales, s'est également accompagné du développement de professionnels de l'aide humanitaire. Et tout comme dans les multinationales, ces organisations offrent des statuts luxueux, voire même scandaleux à ceux qui travaillent à réduire la misère dans le monde.

### *(B) Vers une privatisation de l'aide internationale ?*

Maintenant que nous avons analysé en quoi consistent les différentes manières d'aborder et d'organiser l'aide internationale, apprenons-en plus sur ce qui se fait actuellement, soit sur l'état actuel du secteur de l'aide.

Depuis le début des années 90, on assiste à une transition d'une aide au développement, essentiellement d'État à État, à une aide humanitaire de plus en plus exécutée par les ONG. Le secteur de l'aide internationale subit donc deux changements importants, premièrement l'aide humanitaire prend le pas sur l'aide au développement. Deuxièmement, cette aide est de plus en plus exécutée par des organismes privés et non plus par des États (Jean François, 1997). Ces tendances découlent de la remise en question du rôle de l'État du pays bénéficiaire, dans l'allocation des ressources d'aides internationales. En effet, il ne faut pas oublier que l'aide internationale a principalement commencé à la suite de la Seconde Guerre mondiale, ce qui correspond également à la période de décolonisation. Le contexte international était donc à l'Indépendance, soit au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ceci explique que traditionnellement c'était l'État qui bénéficiait de l'aide internationale et non pas des organismes privés. C'était donc principalement aux membres du gouvernement local, de gérer l'allocation des ressources mises à leur disposition.

Si théoriquement cela semblait être une bonne idée de donner les moyens matériels et financiers aux gouvernements en place pour qu'ils puissent développer leur pays, il s'est avéré que la pratique était toute autre. Force a été de constater que cette aide interétatique, principalement financière, entraînait une très forte corruption au sein des gouvernements bénéficiaires, tout en ne produisant que très peu de résultats effectifs. Ainsi, la corruption entraînait un renforcement des pouvoirs des membres du gouvernement en place et donc leur mainmise sur ce pouvoir. Par ailleurs, les fonds étant détournés, ils ne pouvaient pas produire les effets désirés. D'une part, l'aide internationale ne permettait donc pas, ou peu,

de produire une aide effective sur place malgré les sommes très importantes qui étaient mobilisées. D'autre part, il ressort qu'en donnant une aide financière à ces États, la communauté internationale participait au développement de gouvernements corrompus, voire de dictatures. C'est de ces constats qu'est née l'idée d'une aide plus directe, et indépendante, de l'État du pays bénéficiaire. Cette idée a été mise en pratique par l'intermédiaire des organismes d'aide privée, tels que les ONG. L'intérêt de cette transition, est que contrairement aux agences intergouvernementales telles que les Nations Unies, les ONG ont plutôt tendance à favoriser un contact direct avec les populations locales, voir avec les chefs, ou les représentants locaux, plutôt qu'avec le pouvoir exclusif et centralisé qu'est l'État. Ce contact direct avec les populations cibles permet d'améliorer l'aide effective reçue par ces populations, tout en limitant le détournement des fonds à des fins personnelles, ou politiques (Jean François, 1997).

Cependant, privatiser l'aide au moyen des organisations sociales et des ONG n'a pas que des effets positifs. En effet, utiliser des organisations privées comme canal d'aide, c'est risquer de faire passer des logiques du monde organisationnel avant des logiques d'aide, c'est risquer d'avoir un secteur de l'aide qui suit en grande partie, les mêmes logiques que les entreprises. C'est tout simplement risquer de se retrouver devant des situations de contradictions entre ce qu'il faudrait faire en tant qu'organisme privé et ce qu'il faudrait faire pour aider. Il y a confrontation entre les logiques organisationnelles, économiques et les logiques des sciences humaines, du travail social.

### *(C) Conséquences de la privatisation du secteur de l'aide internationale*

Intéressons-nous tout d'abord au mode de fonctionnement de ces organisations. Le premier constat qui peut être fait est que ces organisations d'aide ont besoin d'argent pour fonctionner. Or, leur argent provient majoritairement de donateurs, et de bailleurs de fonds. Nous constatons que ce financement toujours plus important des organisations d'aide privées par des financements publics entraîne le développement d'organisations qui au lieu d'être indépendantes, ne sont plus que des sous-traitants des bailleurs de fonds. Cette dépendance au financement public a de fortes conséquences, ainsi selon Jean François (1997) « loin de définir leurs priorités en fonction d'une évaluation des besoins, nombre d'ONG tendent à se précipiter sur les financements disponibles, quitte à ensuite établir des projets, souvent assez éloignés du souci humanitaire, mais répondant aux attentes des bailleurs de fonds. ». Finalement cette dépendance aux donations pousse les organisations

à se développer en fonction des objectifs des donateurs et non pas en fonction des besoins des populations. On retrouve donc le problème de l'instrumentalisation de l'aide, mais sous une nouvelle forme. On passe donc d'un système interétatique principalement animé par des logiques politiques, à un système plus ouvert, basé sur une multitude d'acteurs ayant des interactions complexes, des modes d'intervention, des cultures d'entreprises et des objectifs sociaux, et politiques, très variés, voire contradictoires.

En outre, être dépendant de donateurs, oblige généralement à rendre des comptes aux dits donateurs afin qu'ils puissent s'assurer de la bonne utilisation des fonds versés. Cette situation pousse les organisations à se professionnaliser pour rendre des comptes plus aisément et donc à développer des actions d'aide plus facilement mesurables. C'est le constat que fait Verna, G (2007) : on assiste à une professionnalisation du milieu des organisations d'aide, ce qui s'observe par une transition toujours plus importante du modèle français, vers le modèle anglo-saxon. D'après lui, cette professionnalisation s'explique par le fait qu'elle permet de créer des réseaux d'ONG à travers le monde, tout en pouvant plus facilement les coordonner entre elles, mais également avec leurs bailleurs de fonds. Elle permet donc d'aider plus de monde, dans plus de pays différents sous le même label de qualité. En effet, la professionnalisation du secteur s'accompagne généralement d'une standardisation, d'une normalisation des procédures et des modes de fonctionnement de ces organisations à un niveau transnational. Mais en se professionnalisant, c'est-à-dire en adoptant toujours plus les logiques d'entreprises, ces organisations se retrouvent rapidement dans des situations contradictoires. Portons notre attention sur la concurrence entre organismes d'aide qui en est un exemple parfait.

Comme le bassin de donateurs est fermé, que le montant d'argent alloué à l'aide de par le monde est terminé, les organisations sont en concurrence pour l'obtention de ces fonds. Cette concurrence se traduit, par exemple, par la non-communication des bonnes pratiques afin de conserver son avantage concurrentiel, ou encore par la mise en place de pratiques d'aide plus facilement mesurables, ou vendables. Or, ces changements se font parfois au détriment de la qualité de l'aide offerte. Mettre en place des pratiques plus facilement mesurables et donc vendables, ça ne veut pas dire mettre en place des pratiques d'aide plus efficaces (que ce soit en termes de quantité, ou de qualité). On comprend donc que la professionnalisation des organismes d'aide entraîne le développement de logiques et de comportements qui se mettent souvent en travers de la route de leur objectif premier, qui est d'aider. Il y a donc une contradiction entre le besoin d'entrer en concurrence, qui vient du monde de l'entreprise, et celui d'avoir comme objectif premier d'aider. Cette situation

confronte l'aidant à des choix tels que de savoir, s'il préfère collaborer avec d'autres organisations d'aide, pour aider à plus grande échelle, mais risquer de perdre ses avantages compétitifs, ou, garder ses avantages concurrentiels pour lui, mais ne pas aider le plus de monde possible et donc aller à l'encontre de sa raison d'être. Ou encore de savoir s'il faut privilégier des actions d'aide permettant de récolter plus de financement parce que facilement mesurables et vendables ou plutôt s'il faut favoriser des actions d'aide de qualité, mais plus difficilement mesurables et vendables.

Comme mentionné ci-dessus, la dépendance aux bailleurs de fonds entraîne une tendance à conformer les actions d'aide qu'on met en place, à des actions facilement mesurables et évaluables. Cette professionnalisation se traduit donc par la mise en place de pratiques standards, de processus d'interventions ou encore par la mise en place d'un ensemble de règles organisationnelles permettant de mesurer et d'évaluer les compétences des intervenants. Ces changements sont généralement le fait de personnes expertes et non d'intervenants. Finalement, ces changements réduisent l'autonomie des intervenants de terrain ainsi que leur aptitude à pouvoir juger par eux-mêmes. Le risque d'une telle situation étant que l'on s'éloigne des fondements du travail social pour se perdre dans des pratiques organisationnelles du secteur des entreprises (Harper, E et Dorvil, H (2013)). La professionnalisation s'accompagne donc souvent du remplacement de la réalité concrète des intervenants comme base de l'intervention sociale, par une réalité abstraite issue des données pouvant être mesurées par les outils ayant été développés. Je vais renforcer encore ce point à l'aide de la théorie de la planification décentralisée d'Hayek F.A (1945) qui insiste sur l'importance des connaissances expérientielles pour l'organisation, et dans notre cas le rôle essentiel qu'ont les intervenants de terrain par rapport aux théoriciens de l'aide.

Hayek nous explique tout d'abord qu'il faut différencier deux types de connaissances : celles qu'on retrouvera plus probablement entre les mains des individus et celles qu'on retrouvera entre les mains d'une autorité désignée faite d'experts. Il ajoute qu'on oublie généralement l'importance des connaissances que possède tout un chacun. Ces connaissances concernent une circonstance particulière ancrée dans le temps et l'espace, c'est-à-dire que ces connaissances sont issues de l'expérience individuelle de l'individu. Chacun de nous de par son histoire concentre énormément de savoir exclusif, ou presque, et ces informations ne peuvent être exploitées qu'en étroite collaboration avec les personnes les détenant. Le problème selon Hayek est que les connaissances expérientielles, individuelles sont de nos jours très fortement dévalorisées au profit des connaissances dites

scientifiques. On valorise donc davantage des connaissances absolues, plutôt que relatives et contextuelles. Ce sont donc ces connaissances dites scientifiques, issues d'experts qui servent à planifier l'avenir de l'organisation et non pas des connaissances expérientielles issues des membres de celle-ci. Or, on considère généralement que « planifier » désigne un ensemble de décisions dépendantes qui ont pour objectif d'allouer efficacement les ressources disponibles de l'organisation, afin de la rendre plus efficace. Mais d'après Hayek pour avoir une organisation efficace ce n'est pas le fait d'allouer effectivement les ressources qui importent, mais plutôt d'assurer l'utilisation maximale des ressources de chacun des individus de l'organisation. En effet, comme un problème n'apparaît que suite à un changement, il faut constamment s'adapter au changement pour ne pas avoir de problème. Dans le cadre d'une organisation, il devient donc constamment nécessaire d'adapter son organisation aux changements aussi bien, internes, qu'externes. Ces changements n'étant pas de l'ordre de l'expertise, mais de l'ordre de l'expérientiel, ce sont les travailleurs de terrain qui en sont témoins et donc qui concentrent les connaissances nécessaires pour adapter l'organisation au quotidien. Les différents moyens qui vont faire converger l'information nécessaire au preneur de décision sont donc les clés de voute des théories organisationnelles ou économiques. S'en suit le problème de savoir qui doit prendre les décisions et donc planifier, et comment faire remonter ces connaissances au preneur de décision ? À cette question, il répond qu'une des raisons faisant que les experts ne voient plus l'importance des changements quotidiens est qu'ils se basent de trop sur des statistiques faisant paraître la réalité plus stable qu'elle ne l'est. Or, le savoir à l'origine des adaptations quotidiennes n'est pas un savoir que l'on sait obtenir à travers les statistiques. Il est donc très compliqué à transmettre à une autorité centralisée. Finalement, la planification centralisée basée sur des statistiques n'est pas assez complète, car elle ne prend pas en compte les circonstances spécifiques d'espace et de temps. Le plan que l'autorité centralisée établit doit donc rester flexible pour pouvoir s'adapter à ces circonstances. Il s'en suit qu'il est nécessaire de décentraliser la prise de décision pour que les personnes ayant connaissance de ces circonstances spécifiques puissent décider quoi faire et permettent à l'entreprise de s'y adapter. Cependant, ceci entraîne un nouveau problème : ces décisions spécifiques d'adaptation doivent concorder avec les plans émanant de l'autorité centralisée et avec le reste du marché. Il faut donc s'assurer que la personne qui décide ait assez de connaissances supplémentaires pour pouvoir exploiter ses connaissances spécifiques de temps et de lieu en concordance avec la logique de l'organisation.

Pour en revenir à notre cas, c'est-à-dire aux organisations à but social dans les pays en développement, on comprend très vite l'importance de ce point qu'Hayek relève. Comme nous l'avons vu, le travail social est une activité principalement empirique, contextuelle et multidisciplinaire. L'importance des connaissances contextuelles, ou expérientielles, est donc encore plus grande dans ce secteur que dans tout autre. La professionnalisation des organismes d'aide, en faisant perdre de l'autonomie aux intervenants de terrain, ainsi que leurs aptitudes à pouvoir juger par eux-mêmes, fait peser le risque que l'on s'éloigne des fondements du travail social, de sa raison d'être et donc de son utilité.

De plus dans la situation actuelle, la réalité concrète, c'est-à-dire celle vécue par les intervenants sociaux et les bénéficiaires de l'aide, est de plus en plus remplacée par celle construite sur la base d'indicateurs. Cette situation donne une importance très grande à ces indicateurs étant donné que c'est en fonction de ce qu'ils vont mesurer que l'on va agir. Ces indicateurs deviennent le nerf de la guerre de la planification et donc de l'intervention sociale. Il est donc particulièrement important de définir correctement la réalité que l'on cherche à mesurer, mais également la manière dont on va le mesurer. Le problème c'est que les réalités dont il faut rendre compte en travail social sont très complexes, étant donné qu'il s'agit d'un secteur contextuel, multidisciplinaire et empirique. Or comme nous l'avons vu pour le concept de pauvreté, ou de la santé, les définitions et les méthodes utilisées sont variées et loin d'être parfaites. On peut donc se questionner sur leur capacité à rendre compte de la réalité dont elles prétendent rendre compte, et donc in fine sur leur capacité à servir de base à la planification des actions d'aide.

Comme on vient de le constater, la professionnalisation des organisations d'aide a comme conséquence de pousser des professionnels de l'aide à se développer. Comme dans les multinationales, la logique de payer plus pour avoir de meilleurs employés est d'application. Ces organisations luttant contre la misère du monde, et étant financé en majorité par des donations, se retrouvent donc à offrir des contrats de travail très avantageux, voire scandaleux à leur personnel. De plus avec les nombreux avantages dont peuvent profiter ces experts, il y a depuis plusieurs années, un phénomène de fuite des talents des organisations du type français, vers le type anglo-saxon. Pour finir, cette manière de faire rend les travailleurs sociaux interchangeables étant donné qu'on les aborde en tant qu'experts et non plus en tant que travailleurs sociaux ayant établi des liens avec ses bénéficiaires. On peut donc légitimement se demander, si ces professionnels de l'aide, qui sont dans des organisations fonctionnant sur le modèle des grandes multinationales, sont

là pour aider ou pour faire carrière ? Et s'ils sont là pour faire carrière, est-ce que cela pose un problème autre que de simplement s'éloigner de l'origine du travail social ?

Finalement, l'impression qui se dégage du secteur de l'aide internationale est que « Les intervenants ne sont plus les représentants des victimes, mais des spécialistes de leurs problèmes. Les « aidés » ne sont plus des représentés ayant une voix à faire entendre, mais des objets d'expertise. », comme le précise très justement Collovald (2002).

#### *(D) Le passage de l'aide humanitaire de développement, à l'aide humanitaire d'urgence*

Maintenant que nous nous sommes intéressés à la transition de l'aide d'États à États à une aide exécutée par des organismes privés, intéressons-nous, à présent, à la transition d'une aide au développement à une aide d'urgence.

Le type d'aide humanitaire qui est privilégié a changé au cours de ces dernières années. De plus en plus on voit l'aide humanitaire de développement perdre du terrain face à l'aide humanitaire d'urgence. Le premier consistant en une aide s'attaquant aux causes du problème et ayant une vision à long terme, alors que le deuxième est une action ponctuelle s'attaquant davantage aux conséquences qu'aux causes et donc ayant davantage une vision à court terme. Alors que le bon sens voudrait que pour aider, on cherche à résoudre les causes plutôt que les conséquences des problèmes, comment expliquer cette transition ?

Comme nous le dit Quéinnec, E. (2007) les organisations d'aide doivent leur croissance, non pas à leur efficacité, mais à leur légitimité. Petite parenthèse, comme nous le verrons plus tard, l'efficacité de ces organisations d'aide si elle est difficilement mesurable, est également difficilement constatable. Ainsi Quéinnec nous explique que les organisations d'aide sont d'un côté des organisations privées, c'est-à-dire que l'objectif de l'organisation doit être de satisfaire leurs parties prenantes contributrices, ou donateurs. Elles sont donc soumises à une contrainte de compétitivité. Mais de l'autre côté, elles ont comme raison d'être de répondre à des besoins non générateurs de ressources. Le retour sur investissement des donateurs ne se fait donc pas du point de vue utilitaire, mais plutôt en fonction de la légitimité de l'organisation. Ce constat lui fait dire que « Si la légitimité sociale constitue plus que l'efficience opérationnelle une condition de la prospérité institutionnelle, alors les organisations adoptent un comportement rationnel en portant leur attention

managériale sur l'une plutôt que sur l'autre ». Il considère donc que les organisations d'aide ont plus tendance à chercher à être reconnues comme légitimes auprès des populations donatrices, plutôt que d'aider les populations concernées. Il explique ceci, en montrant qu'elles ont intérêt à le faire pour garantir la prospérité de leur organisation. Un exemple simple est le besoin de capitaux. Les donateurs donnent à l'organisation qui leur paraît la plus légitime. Pour obtenir des fonds, il faut donc chercher à se légitimer, c'est-à-dire montrer à quel point on est indispensable et dans un deuxième temps à montrer à quel point on est indispensable, par rapport aux autres. Finalement, la compétition entre organisations d'aide devient une compétition de celle qui paraît la plus morale et valeureuse.

Maintenant que nous avons vu ceci, il sera plus facile de comprendre les arguments de Verna, G (2007) concernant la transition d'une aide humanitaire de développement à une aide humanitaire d'urgence. Celui-ci nous explique que la deuxième paraît toujours plus impressionnante que la première. En effet, offrir une aide humanitaire est plus impressionnant, produit plus d'images et donc mobilise davantage l'opinion publique qu'un travail de longue haleine, tel que l'aide au développement. En offrant une solution aux conséquences des problèmes, ces organisations apparaissent comme les grandes sauveuses, comme celles ayant résolu un problème urgent et sauvé la vie humaine. Nous constatons qu'il est également plus facile d'obtenir des résultats quantitatifs, et donc du financement, avec l'aide d'urgence qu'avec l'aide au développement. Pour le problème de la sous-alimentation, il est bien plus facile d'évaluer un nombre de personnes ayant faim, de calculer le nombre de repas à fournir ainsi que la part du budget de l'organisation y étant allouée, que de vouloir permettre à la communauté d'apprendre à s'en sortir par elle-même, pour obtenir de la nourriture et d'en justifier le coup aux donateurs.

Ce constat fait ressortir un nouveau dilemme, exprimé par Lindenberg et Bryant (2001), qui est de savoir si l'aide d'urgence, qui, on s'entend souvent des vies, ne participeraient pas à la perpétuation des problèmes ou des conflits qui en sont à l'origine. Pour reprendre l'idée de la faim, quand on donne à manger à quelqu'un qui a faim, est-ce qu'on ne participe pas au fait qu'il ne sache pas trouver à manger par lui-même ? Ou encore est-ce qu'on ne lui apprend pas que pour trouver à manger il faut se diriger vers ces organisations d'aide ? Finalement, il ne faut pas oublier que la dynamique monétaire qui se cache derrière le secteur de l'aide, qui est principalement d'ordre privé et qui se professionnalise de plus en plus, se retrouve confronté à l'influence des intérêts économiques. Ceci fait dire à Léon-Dufour (2005) que : « Nous vivons un changement d'époque, qui a vu l'humanitaire romantique original disparaître au profit du « business » humanitaire. Mais comment y

échapper quand on sait que ledit « business » pesait déjà 1600 milliards de dollars en 2002 (selon une étude réalisée par la Johns Hopkins University auprès de 37 pays) ? ».

### 3) Deux écoles s'opposent concernant l'aide humanitaire // Le débat autour de l'aide internationale

Le débat quant aux impacts de la privatisation, et de la professionnalisation, du milieu de l'aide sont loin d'être les seuls débats agitant le secteur. En effet, au sein de la communauté internationale de nombreux chercheurs, et personnalités, s'opposent concernant le bienfondé ou non de celle-ci. Ainsi, d'un côté il y a ceux qui considèrent que l'aide internationale permet effectivement d'aider les bénéficiaires alors que d'un autre côté, il y a ceux qui considèrent que l'aide n'aide pas, voire pire qu'elle entraîne des effets pervers et fondamentalement négatifs sur les populations bénéficiaires. Après plus de 50 ans d'aide internationale et un total de plus de 2,3 billions de dollars investis, quand est-il réellement ? (Shalendra D. Sharma 2007). Attardons-nous donc un instant sur ce débat afin de comprendre les arguments des uns, et des autres.

#### *(A) L'aide permet d'aider*

Depuis la décolonisation, la logique sous-tendante à l'aide est de se dire que sans l'intervention des pays développés, les pays qui ne le sont pas, ne le seront jamais. Ce qui revient à dire que la communauté internationale serait obligée d'aider si elle désire éradiquer l'extrême pauvreté, ou voir les pays pauvres se développer. Ceci implique que sans aide extérieure les personnes, ou les pays, aidés ne pourraient pas s'en sortir. On pourrait rentrer dans le débat de savoir pourquoi la communauté internationale aide, ce qui la pousse à donner des fonds nationaux à des gouvernements ou des populations à l'autre bout du monde, mais cela ferait l'objet d'un mémoire à part entière. Ce mémoire n'abordera pas les raisons poussant un peuple à en aider un autre. À titre informatif, cette littérature recouvre des sujets aussi variés que la suprématie culturelle et idéologique, que des raisons tout simplement économiques. On ne se pose donc pas la question de savoir pourquoi les pays s'entraident, mais plutôt de savoir pourquoi, c'est fait de la manière actuelle, pourquoi l'aide prend de telles formes.

Pour expliquer cette vision de l'aide comme étant nécessaire, afin de permettre le développement et, ou, l'éradication de l'extrême pauvreté, nous allons nous intéresser à Jeffrey Sachs grand économiste défendant l'idée que l'aide est non seulement nécessaire, mais qu'il faut en augmenter les quantités pour qu'elle produise les effets désirés. Jeffrey Sachs a été conseiller dans de nombreuses organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque Mondiale ou encore les Nations Unies et il est le principal conseiller du Secrétaire général concernant les Objectifs du Millénaire. Il nous apporte donc le point de vue et le raisonnement du système en place.

### (a) Le vrai problème c'est le piège de la pauvreté

Dans son livre « The End of Poverty: How We Can Make it Happen in Our Lifetime » paru en 2005, Jeffrey Sachs commence en partant d'un constat : ce n'est pas normal qu'il y ait toujours 8 millions de personnes qui meurent chaque année à cause de la pauvreté, ou encore qu'il y ait 1 milliard de personnes sur terre qui en soient encore réduites à lutter pour leur survie. Mais pourquoi considère-t-il cette situation comme anormale ? Tout d'abord, il avance que les pays pauvres le sont pour plusieurs raisons connues. Il commence par les raisons géographiques, c'est-à-dire qu'il considère que c'est parce qu'ils sont chauds, infertiles, infestés de la Malaria et enclavés que les pays africains sont en retard par rapport aux autres. Mais s'il reconnaît que ces éléments participent à expliquer la situation, il ne considère pas qu'ils permettent de l'excuser. D'après lui une fois que l'on a identifié ces problèmes, il convient de lutter contre ceux-ci pour s'en débarrasser. Or Sachs fait un constat : les populations locales ne développent pas de solutions à ces problèmes étant donné qu'ils persistent. Prenons l'exemple de la Malaria, aussi appelé Paludisme. Cette maladie provient d'un parasite transmis par les moustiques. Une fois les parasites dans l'organisme ceux-ci se multiplient dans le foie avant de s'attaquer aux globules rouges, ce qui entraîne toute une panoplie de symptômes, et en l'absence de traitement, la mort. « Le paludisme est une maladie évitable dont on guérit et les efforts supplémentaires déployés permettent de réduire considérablement la charge de la maladie à de nombreux endroits. » D'après la section paludisme de l'Organisation mondiale de la Santé, le problème est donc connu, son fonctionnement aussi et des solutions ont été développées pour lutter contre cette maladie. D'après Jeffrey Sachs le vrai problème n'est donc pas le Paludisme en lui-même, mais plutôt la raison pour laquelle celui-ci persiste. Le cœur du problème africain ne provient donc pas des problèmes liés à sa géographie, mais plutôt des raisons qui font que les

solutions ne se mettent pas en place, alors même qu'elles sont connues. Finalement, le nerf de la guerre est de savoir pourquoi ces problèmes, et donc leurs conséquences persistent en Afrique ?

À cette question Jeffrey Sachs apporte une réponse toute simple : ces pays n'ont pas les moyens suffisants pour développer des solutions aux problèmes identifiés. Ils sont bloqués dans ce qu'il appelle la « poverty trap » ou piège de la pauvreté. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas les moyens suffisants pour démarrer leur propre développement, ce qui les entraîne dans une spirale infernale de la pauvreté. Ainsi, même s'ils connaissent des solutions auxdits problèmes, ils ne sont pas capables de les mettre en œuvre. Deux éléments sont à expliquer afin de bien comprendre sa théorie : qu'est-ce que sont des moyens suffisants ? Pourquoi parle-t-on d'une spirale de la pauvreté ?

Pour répondre à la première question, Sachs pense que les pays pauvres n'ont pas, aujourd'hui, les capitaux nécessaires pour pouvoir augmenter leurs revenus demain. Ils sont donc dans une situation qui les rend incapables de se développer et de croître. Sachs apporte d'ailleurs une précision, quant à ce qu'il considère être les capitaux nécessaires au développement en les classant dans différentes catégories. Celles-ci sont : le capital humain qui correspond aux éléments permettant aux individus de participer au développement, le capital d'investissement qui lui correspond aux infrastructures et équipements industriels, le capital naturel qui concerne davantage l'agriculture et les richesses naturelles, le capital institutionnel correspondant à tout ce qui touche au gouvernement, son organisation et au système juridique et finalement le capital des connaissances, c'est-à-dire, le savoir scientifique et technique. Ce sont donc de ces capitaux dont les pays pauvres manquent et qui les empêchent de générer de la croissance et donc du développement.

Pour répondre à la deuxième question, Sachs avance que comme ces pays sont incapables de générer du développement et donc de la croissance économique par manque de capitaux : toute augmentation de leur population les rend encore plus pauvres. En effet, l'absence de croissance implique que les revenus nationaux n'augmentent pas, ou peu. Or, si le nombre d'habitants augmente, alors la richesse par habitant diminue et les populations de ces pays deviennent encore plus pauvres. Problème : les pays africains sont en pleine transition démographique. Cette transition démographique correspond au passage d'une population caractérisée par une forte natalité et une forte mortalité à une population caractérisée par une faible natalité et une faible mortalité (cf. Larousse). Elle s'accompagne donc d'une période de transition durant laquelle la population croît à cause de la diminution relativement plus importante de la mortalité par rapport à la natalité. L'absence

d'augmentation des revenus, en plus d'une augmentation de la population, fait dire à Sachs que ces pays sont pris « au piège » parce que n'ayant pas les moyens de se développer et de croître, ils deviennent de plus en plus pauvres au fur et à mesure de la transition démographique. Le piège de la pauvreté est qu'une fois cette transition démographique amorcée, si les revenus du pays n'augmentent pas proportionnellement alors la population s'appauvrit. Or, la situation fait que les capitaux sont insuffisants pour générer de la croissance, le pays s'appauvrit donc. Ce constat fait dire à Sachs que c'est le manque de capital qui est à l'origine des problèmes de pauvreté des pays en développement.

Cette théorie du piège de la pauvreté développée par Sachs s'applique également à une vision plus personnelle, plus individuelle des choses. Au niveau individuel l'idée est simplement qu'il y a un seuil de pauvreté, en dessous duquel, les individus sont bloqués dans un cercle vicieux qui les rend toujours plus pauvres et dont seule une aide extérieure peut les en sortir. En dessous de ce seuil, les individus ne sont plus capables de subvenir aux besoins physiologiques et psychologiques minimums permettant à l'organisme de fonctionner correctement, ce qui a comme conséquence qu'ils sont de moins en moins productifs et arrivent de moins en moins à satisfaire leurs besoins minimums. Ils sont bloqués dans le piège de la pauvreté.

### (b) Le Big Push comme solution

Comme nous l'avons mentionné précédemment, on se rend compte que le vrai problème selon la théorie de Sachs résulte du déséquilibre entre les capitaux dont les états défavorisés ont besoin et les capitaux qu'ils ont à disposition. Il peut paraître paradoxal qu'une idée aussi simple ait pris autant d'ampleur, mais finalement, selon Sachs, le vrai problème est que les pays pauvres ne disposent pas d'assez de capitaux pour s'en sortir. La solution consisterait donc à simplement leur fournir les capitaux manquants.

Gerard Roland (2014) prend ainsi l'exemple d'un agriculteur kenyan vivant dans une région où la terre est pauvre et le climat peu propice à l'agriculture. Ses récoltes lui permettent à peine de survivre et il est soumis aux aléas de la nature. Il est donc prisonnier d'un cycle de pauvreté à cause de conditions géographiques qui ne sont pas de son ressort. Pour Sachs, le problème de ce paysan résulte donc du manque de capitaux affectés à la résorption des conséquences liées aux conditions géographiques défavorables. Dans ce cas-ci, en fournissant de l'engrais au paysan, on lui a permis de multiplier sa production agricole par 20, et donc de lui permettre de potentiellement sortir du piège de la pauvreté.

Sachs estime ainsi que pour aider ces pays, il est nécessaire de recourir à une aide capitalistique intensive de dimension internationale. Une telle aide contribuerait à amorcer le développement de ces pays pauvres afin de les sortir du cercle vicieux de la pauvreté. Il est en outre convaincu qu'il suffit de sortir une génération de la pauvreté pour y mettre un terme définitivement.

Le rôle de l'aide internationale consisterait donc à initier le développement de ces pays en leur fournissant les capitaux nécessaires pour pouvoir sortir du piège de la pauvreté.

Dans un premier temps, l'objectif serait simplement de combler le déséquilibre existant entre les ressources nécessaires au développement et les ressources disponibles afin que, grâce à cette impulsion, ces pays puissent se développer de manière autonome.

Sachs est donc partisan du BIG PUSH, concept selon lequel un investissement massif est nécessaire pour amorcer le développement des pays pauvres. Il est également convaincu que les pays développés disposent largement des ressources nécessaires pour résorber l'extrême pauvreté à l'échelle mondiale ; cette aide devrait ainsi passer de 65 à 195 milliards de dollars, soit à peine 0,5% du PNB des pays développés.

Cette idée du BIG PUSH est très largement reprise au sein du milieu de l'aide. Le site web de l'ONU évoque ainsi largement le concept de piège de la pauvreté et la logique qui y est associée : « De nombreux PMA (pays les moins avancés) sont ainsi pris au piège de la pauvreté, cercle vicieux dans lequel la pauvreté se traduit par une mauvaise alimentation, une détérioration de la santé, un manque d'accès à l'éducation, aboutissant à une baisse de la productivité et de l'investissement. Cette situation les empêche de parvenir au développement durable indispensable à la réduction de la pauvreté. Les pays peuvent uniquement sortir de ce cercle vicieux en bénéficiant de mesures internationales d'appui dans les domaines financier, commercial et technologique ».

On peut résumer le raisonnement de Sachs selon deux axes :

- Le premier consiste à dire que les pays pauvres le sont pour des raisons connues pour lesquelles il existe des solutions ;
- Le deuxième est d'affirmer que les pays pauvres le restent parce qu'ils ne disposent pas des capitaux suffisants pour trouver ou développer les solutions aux causes de leur pauvreté.

L'anormalité est donc comprise par Jeffrey Sachs comme étant la pleine connaissance des problèmes, mais la non-mise en place de solutions malgré des moyens suffisants à l'échelle planétaire. Selon lui, pour rentrer dans la normalité, la communauté internationale devrait augmenter les ressources qu'elle alloue à l'aide internationale afin de fournir le BIG PUSH nécessaire aux pays les moins favorisés, destinés à leur permettre de sortir du piège de la pauvreté, à épargner des vies inutilement perdues et à amorcer leur développement durable.

Cependant bien que cette idée du BIG PUSH soit largement appliquée au sein du secteur de l'aide actuelle, elle est loin de faire l'unanimité. De nombreux chercheurs sont en effet opposés à cette théorie qu'ils estiment fondée sur la même logique de l'aide internationale post-décolonisation. Or ces derniers partent d'un constat simple : après 50-60 ans d'aide de ce type, il y a peu, ou pas, de résultats observables et encore moins qui soient directement imputables à ladite aide. Nous allons donc nous intéresser aux arguments de ceux qui critiquent ouvertement l'aide. Nous commencerons par nous intéresser à deux auteurs qui critiquent l'aide dans son fond en remettant en cause le principe même de l'aide, c'est-à-dire sa raison d'être. Pour ensuite nous attarder sur les critiques liées à sa forme et à la manière dont elle est mise en place.

### *(B) L'aide ne permet pas d'aider, au contraire*

Les détracteurs à l'aide internationale se classent en 2 catégories : ceux qui rejettent le principe même de l'aide et ceux qui contestent la manière dont elle est actuellement mise en place.

Les deux principaux opposants de Sachs sont William Easterly et Dambisa Moyo.

William Easterly est professeur d'économie à l'université de New York et ancien économiste de la banque mondiale. Il évalue l'aide publique au développement apporté ces cinquante dernières années aux pays en voie de développement à 2,3 billions de dollars américains. À titre comparatif, le plan Marshall qui a permis la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale s'élevait à 13 milliards de dollars de l'époque, soit +/- 130 à 150 milliards de dollars actuels. Selon l'Organisation de Coopération et de Développement économique (OCDE), le continent africain concentre depuis les années 90 en moyenne 1/3 de l'aide publique au développement (OCDE, 2006).

Quels sont les résultats de cette aide massive en Afrique ? A-t-elle éliminé la pauvreté ? Ce continent s'est-il développé comme l'espérait les partisans du Big push ?

(a) Easterly : il faut davantage de chercheurs et moins de planificateurs

(i) L'aide internationale ne permet pas le développement

Selon Easterly (2006), la recherche scientifique n'a jamais réussi à prouver la thèse du piège de la pauvreté développée par Sachs. Il conteste l'idée d'un cercle vicieux de la pauvreté dans lequel les états les moins développés seraient piégés et dont le seul remède reposerait sur une aide étrangère massive à l'instar de la politique de l'aide internationale de ces 50 dernières années.

Il estime que les résultats de cette aide internationale sont difficilement observables et difficilement imputables à ladite aide. L'analyse des données relatives à l'aide publique au développement et celles relatives aux performances économiques de nombreux pays démontraient l'absence d'effet visible et remettaient en question l'efficacité significative de l'aide internationale (Burnside et Dollar 1997). En revanche par la suite il a été observé que lorsque les pays bénéficiaires de l'aide internationale étaient bien gouvernés, l'aide pouvait être efficace (Burnside et Dollar 2000). Finalement Easterly, avec l'appui de Levine et Roodman (2003), s'attèle ainsi à démontrer l'absence de liens de causalité entre l'aide publique au développement et l'augmentation des performances économiques ceci, même dans les pays bien gouvernés.

Bien entendu, certaines questions peuvent toujours être formulées à l'encontre de ces études et de leurs conclusions : comment définir ce qu'est un pays bien gouverné ; quels sont les indicateurs d'une bonne gouvernance ; est-ce la bonne gouvernance qui agit sur l'efficacité de l'aide, ou le contraire ?

Bref, si les résultats de ces études peuvent donner lieu à débat, au regard des capitaux astronomiques investis dans les pays en voies de développement, la simple existence d'un débat sur l'effet bénéfique ou non de l'aide internationale, est en soit un aveu d'échec.

(ii) Le piège de la pauvreté n'existe pas, le Big push ne fonctionnera pas

Après avoir démontré l'absence de lien entre « aide internationale » et « performance économique », Easterly s'attache à réfuter la théorie du piège de la pauvreté.

Il observe ainsi que plusieurs pays pauvres ont réussi à se développer sans avoir recours à l'aide internationale, à l'instar du Botswana et du Lesotho qui ont respectivement multiplié leur revenu par habitant par 13 et par 5 au cours de ces 60 dernières années. Ces pays ont donc réussi à s'extraire de manière autonome du piège de la pauvreté définit pas Sachs. Une aide extérieure massive n'est pas une condition sine qua non pour s'extraire du cercle de la pauvreté. Au contraire, il apparaît que, même en situation de pauvreté extrême, ces populations sont parfaitement aptes à trouver des solutions à leurs problèmes et à disposer des capitaux nécessaires pour les mettre en place.

Le postulat selon lequel les populations pauvres sont inaptes à se développer est donc erroné.

En définitive, il apparaît que le Japon est le seul pays qui ait réussi à se développer selon le modèle Sachs ; tous les autres sont passés par un long processus de développement, alternant croissance, stagnations et même parfois décroissance.

Easterly rejette donc d'une part la théorie du piège de la pauvreté par manque de preuves empiriques, ainsi que par l'existence de contre-exemples. Et d'autre part il réfute la théorie du big push en partant du constat que cela fait 50 à 60 ans qu'on agit en fonction de celle-ci sans résultats probants. Il est donc contre cette manière d'aborder l'aide qu'il considère dominer le secteur depuis toujours.

Selon lui, il convient de différencier deux types d'aidants, les « planificateurs » et les « chercheurs ». Les « planificateurs » sont ceux qui, comme Sachs et les auteurs des « Objectifs du Millénaire », veulent mettre en place des plans TOP DOWN consistants à recourir à de vastes plans de développement pour aider. Easterly considère les « planificateurs » comme utopistes parce qu'il pense qu'il est impossible de disposer de suffisamment d'informations pour mettre en place un plan d'aide suffisamment pertinent au regard de la complexité de la réalité. Son point se rapproche de celui des connaissances expérimentales d'Hayek (1945) que nous avons évoqué précédemment. De plus Easterly est un fervent défenseur des théories économiques néo-libérales. Selon lui, il est donc particulièrement ardu, voire non recommandable, de passer d'une économie planifiée à une économie de libre marché.

(iii) Le vrai problème est la manière dont on aide.

Selon Easterly, l'efficacité d'une aide doit s'inscrire à petite échelle, et non par le biais de grands plans de développements. Easterly préconise une aide plus directe directement dirigée aux populations, aux individus, et non pas aux gouvernements. Une aide ayant pour objectif de répondre à un problème précis vécu par un groupe défini de personnes. Ainsi l'aide devrait se présenter sous la forme de solutions concrètes aux problèmes du quotidien pour améliorer les conditions de vie des populations aidées. C'est ce que font les aidants de type « chercheurs ».

Ceux-ci cherchent à trouver des solutions BOTTOM UP, c'est-à-dire des solutions qui émanent des populations qu'ils cherchent à aider. Leurs solutions se développent donc au coup par coup et sont fortement contextualisées.

Il ajoute qu'il est nécessaire de responsabiliser les individus aidés en leur permettant de décider par eux-mêmes des actions adéquates à entreprendre au regard de leurs connaissances personnelles. Easterly estime donc que les chercheurs ont davantage de chance de réussir que les planificateurs. Notons également que selon lui l'aide n'a que des chances de réussir, c'est-à-dire qu'elle ne réussit pas à tous les coups.

(b) "C'est l'aide qui porte en elle le mal qu'elle prétend combattre" - D. Moyo

Dambisa Moyo (2009) tire le même constat qu'Easterly : l'aide massive apportée aux différents pays africains n'a pas amélioré leur situation. Bien au contraire, elle affirme que la situation de ces pays s'est dégradée. Elle tire ce constat accablant du fait que, malgré les milliards de dollars d'aide alloués au continent africain depuis la décolonisation, le revenu par habitant n'a cessé de décliner dans cette région du monde.

Cependant D. Moyo ne se contente pas de dire qu'il est difficile de mesurer statistiquement les résultats macroéconomiques de l'aide, elle va plus loin en affirmant qu'outre le manque de résultats positifs de l'aide, il y a de nombreux impacts négatifs qui en découlent. Or d'après elle les résultats négatifs sont supérieurs aux résultats positifs ce qui explique la détérioration de la situation africaine.

Ainsi, dans son livre au titre explicite « L'aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique » (2009), Dambisa Moyo explique que l'aide internationale

n'aide pas. Bien au contraire, l'aide serait davantage à l'origine des problèmes dudit continent que les causes habituellement identifiées que sont les contraintes géographiques et climatiques, l'excédent de ressources naturelles, le mauvais partage colonial, la corruption, le manque d'infrastructure, etc.

Selon D. Moyo, l'aide n'aide pas, elle fait partie du problème africain.

Elle considère que l'aide internationale est un frein à l'entrepreneuriat local tout en rendant l'économie nationale moins compétitive sur le marché mondial à cause de ce qui s'apparente au syndrome de l'Hollandais.

#### (i) L'aide internationale est un frein à l'entrepreneuriat local

D. Moyo illustre un des volets de sa critique économique de l'aide, c'est-à-dire l'aide comme frein à l'entrepreneuriat local, avec l'exemple suivant :

« Un petit fabricant africain de moustiquaires a réussi à développer sa PME. Avec dix employés, qui font vivre chacun une quinzaine de parents, il produit 500 moustiquaires par semaine. Mais voilà qu'une vedette du show-biz, Bob Geldof ou Bono, se met en tête de vaincre le paludisme. Il remue ciel et terre, fait des quêtes et des concerts grâce auxquels il parvient à acheter 100000 moustiquaires qu'il envoie sur place. Personne ne veut plus acheter ses moustiquaires à notre petit fabricant ; il est ruiné. Les 150 personnes que faisait vivre sa société sont réduites à la mendicité. Lorsque, dans un an ou deux, les moustiquaires seront trouées, il n'y aura plus personne pour les réparer ».

L'idée est simple : lorsqu'une population reçoit gratuitement un bien, les entrepreneurs locaux n'ont aucun intérêt à produire ce même bien. En effet, entre deux biens équivalents, l'Homme aura généralement tendance à prendre le bien le moins cher.

Lorsqu'un don concerne des biens produits localement, ce don déstructure la demande et détruit l'offre. Or, c'est l'entrepreneuriat qui permet de générer des activités économiques locales et donc, in fine, qui permet de faire vivre du monde localement. En apportant une aide pour résoudre un problème spécifique, les donateurs ont créé un nouveau problème, la dépendance au don par la déstructuration de l'économie locale.

## (ii) Vouloir aider n'est pas suffisant pour aider

Cet exemple permet d'illustrer deux points fondamentaux, premièrement la volonté d'aider n'est pas suffisante pour effectivement aider. Autrement dit, en voulant aider pour résoudre un problème spécifique, on peut provoquer de nouveaux problèmes ou incidents. Dans l'exemple évoqué ci-devant, les intentions de Bono étaient manifestement louables, mais son action ne l'a pas été parce qu'en voulant lutter contre la malaria il a créé des problèmes économiques.

Pour pouvoir tirer le deuxième constat de cet exemple, il faut savoir que d'après plusieurs articles et rapports, et d'après mon expérience personnelle en milieu africain, les moustiquaires sont souvent utilisées à d'autres fins que la protection contre la malaria proprement dite, ce qui aggrave encore les conséquences négatives de ce type d'aide. On constate ainsi que dans de nombreux pays extrêmement pauvres tels que Madagascar, ou le Congo, les moustiquaires sont également utilisées comme filets de pêches, pour protéger les récoltes des nuisibles ou encore pour faire des filets de buts. La raison de cette utilisation détournée est que ces moustiquaires sont généralement plus légères, plus résistantes et présentent des mailles plus fines que les filets de pêche classiques. Ces caractéristiques les rendent particulièrement efficaces parce qu'ils ne laissent rien passer, du plus petit poisson au plus gros. Mais surtout parce que ces populations identifient l'utilisation détournée qu'ils font des moustiquaires comme étant plus utile, plus intéressante dans leur vie que l'utilisation voulue par les aidants.

Sauf que l'utilisation détournée des moustiquaires peut entraîner de nombreuses autres conséquences aussi bien économiques, environnementales que sanitaires. En effet, les moustiquaires distribuées sont généralement des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA), elles sont donc imprégnées d'insecticides. Leur utilisation à des fins alimentaires pose donc d'importants problèmes d'ordre sanitaires comme à Madagascar où la filière de la vanille a énormément souffert de l'utilisation détournée des moustiquaires.

Cet exemple parmi tant d'autres nous permet de réaliser la primauté du bénéficiaire de l'aide dans les résultats de celle-ci, en effet ici l'action d'aide a pour objectif de lutter contre la malaria ce qui est louable et fait du sens dans la lutte contre la pauvreté. Mais on réalise que si cette action fait du sens dans nos esprits, elle n'en faisait pas dans l'esprit des bénéficiaires de cette action. Ainsi ceux-ci devaient considérer avoir des problèmes plus urgents à régler que la malaria pour qu'ils utilisent les moustiquaires à d'autres fins que celles initialement prévues.

On peut donc tirer le constat suivant de cette illustration : l'aide n'est pas une solution, mais un problème en soi. Dans ce cas-ci, l'aide n'a pas atteint son objectif, mais a directement contribué à créer de nouveaux problèmes économiques, sanitaires et environnementaux.

Il est néanmoins important de rester critique vis-à-vis des constats que nous venons de faire. Si dans certaines régions les populations utilisent effectivement les moustiquaires à d'autres fins que celles initialement prévues, on doit également relever que ces moustiquaires sont bien utilisées dans de nombreuses régions. On pense notamment aux nombreuses régions où les dons de moustiquaires ont permis un réel recul du paludisme.

Ainsi donc, les mêmes solutions apportées aux mêmes problèmes peuvent engendrer des résultats variables selon le lieu où l'on se situe, et donc selon les individus avec lesquels on traite. Ce qui revient encore une fois à dire que l'aide est une activité principalement empirique et contextuelle. Il est donc fondamental de comprendre que c'est souvent le bénéficiaire de l'aide qui décidera si finalement l'aide sera efficace ou non.

### (iii) L'aide internationale réduit la compétitivité des bénéficiaires

Le second volet critique de D. Moyo à l'encontre de l'aide se rapproche du syndrome dit de l'Hollandais selon lequel d'importants apports en capitaux ont pour effet de réduire la compétitivité.

Si beaucoup d'argent est injecté dans un pays grâce à l'exploitation des ressources naturelles ou de donations, les prix vont augmenter artificiellement et donc la compétitivité va diminuer.

Le syndrome de l'Hollandais concerne les économies générant d'importants profits grâce à l'exploitation de leurs ressources naturelles. Ces profits vont servir au développement de l'activité d'exploitation de ladite ressource au détriment des autres secteurs de l'économie. Or l'augmentation des revenus nationaux associée à l'accroissement de la demande entraîne une pression inflationniste : l'affluence de capitaux étrangers génère un excédent commercial et partant, une augmentation de la valeur de la monnaie nationale comparativement au reste du monde. Dans ce cas, la monnaie s'apprécie uniquement grâce aux importants revenus dégagés par l'exploitation de ladite ressource naturelle ce qui a comme conséquence que le taux de change est trop élevé par rapport à la performance des autres secteurs de l'économie nationale. Ceci entraîne une diminution de la compétitivité des entreprises exportatrices ne participant pas à l'exploitation de ladite ressource naturelle.

Donc d'un côté, cela incite à davantage investir dans l'exploitation de ladite ressource et de l'autre cela handicape les autres secteurs de l'économie. Dans ces conditions, on constate que les agents économiques ont tendance à se focaliser sur l'activité présente au détriment du développement d'une croissance de long terme. De plus, dans ces conditions, on constate davantage de comportements laxistes en ce qui concerne la gestion aussi bien publique, que privée. Finalement lorsque la ressource est épuisée, la base productive est atrophiée.

Ajouté à la surévaluation de la monnaie nationale, l'ensemble entraîne une stagnation plus ou moins durable de l'économie. Un parallèle peut être fait entre l'apport massif de capitaux liés aux donations et une entrée massive de capitaux due à l'exploitation d'une ressource naturelle. Finalement, on assiste au syndrome de l'Hollandais avec comme ressources naturelles la misère de sa population, et l'activité génératrice de capitaux l'exploitation de cette misère.

#### (iv) L'aide internationale détruit les incitatifs à évoluer

Revenons quelques instants sur le laxisme que l'on observe dans la gestion publique et privée, dans un contexte d'aide internationale.

La gestion publique des biens se traduit tout d'abord par l'élimination des incitatifs à faire mieux. Pourquoi la classe politique des pays bénéficiaires essaierait-elle d'établir des politiques publiques saines si la communauté internationale continue à venir en aide à ceux qui font mal ?

La logique de D. Boyo est la suivante : dès lors que faire bien représente un coût et que faire mal n'engage en rien la responsabilité du politicien, il n'y a pas de raison de faire bien.

C'est en cela qu'elle considère que les gouvernements africains cherchent à maximiser l'aide qu'ils reçoivent plutôt que de chercher à mettre en place des stratégies pour développer le pays (Moyo (2009)). Ceci parce que l'aide est considérée par les membres du gouvernement comme une source de revenus et de financement qu'il convient donc de maximiser. Elle rejoint ici l'idée déjà avancée par Gerard Roland (2014) : lorsque les gens ont conscience qu'ils peuvent accéder à de l'aide, ils ont tendance à faire en sorte d'en bénéficier le plus possible quitte à exagérer leur situation.

L'aide encouragerait donc la corruption tout en permettant à des régimes incompetents de se maintenir artificiellement au pouvoir.

Par ailleurs, il ne faut pas négliger l'impact de la fuite des cerveaux vers ces organismes d'aide internationale. En effet, les Nations Unies, ou les autres grandes organisations internationales, en offrant des statuts luxueux à leur personnel, plusieurs fois supérieurs à ceux de la fonction publique, contribuent à vider l'administration locale de ses meilleurs éléments.

Donc d'un côté, l'aide internationale absorbe les meilleurs éléments des administrations locales, et de l'autre elle sert d'assurance tout risque à ceux qui y travaillent.

Comme nous l'avons vu précédemment, plusieurs auteurs s'accordent à dire que l'aide internationale est avant tout un business qui permet à des milliers de personnes de vivre aux frais du contribuable sous le couvert de lutter contre la misère du monde. De plus il ne faut pas oublier que les montants gérés par ces organismes, en plus d'être très importants, donnent l'impression d'appartenir à tout le monde et personne à la fois. Ces caractéristiques font qu'il est probable que les employés se sentent moins responsables et redevables que dans des organismes privés à but lucratif.

En conclusion, D. Moyo constate que l'aide publique au développement génère énormément de laxisme quant à la gestion des fonds qu'elle met à disposition de ses bénéficiaires.

On comprend qu'au fond, la critique que font ces auteurs envers l'aide internationale est que notre manière actuelle d'aider détruit, ou affaiblit fortement, les incitatifs à évoluer, à réformer le pays et à le développer.

Pour appuyer sa théorie, Dambisa Moyo relève que la pauvreté a augmenté de 11% à 66% entre les années 1970 et 1998, période correspondant précisément à la période durant laquelle l'aide internationale était à son plus haut niveau.

Elle avance donc que c'est l'aide qui est à l'origine de l'augmentation de la pauvreté.

Certes, on peut débattre sur le lien de causalité entre aide et pauvreté en pointant d'autres facteurs explicatifs tels que les guerres, ou la chute du prix des matières premières. Cependant, on peut difficilement nier le fait que l'aide n'a pas permis de lutter contre la pauvreté dans ce contexte africain. L'aide internationale n'a pas réussi à s'adapter à ce contexte africain et n'a pas fondamentalement aidé à développer des solutions efficaces. S'il est probablement trop extrême de dire comme Moyo que tous les problèmes de l'Afrique

découlent de l'aide internationale, il est important de comprendre que selon le contexte l'aide actuelle peut faire partie du problème africain. C'est-à-dire que l'aide, malgré sa tendance à résoudre des problèmes, peut en produire des nouveaux.

#### (v) Le vrai problème c'est l'aide internationale

Au vu de ce constat, D. Moyo suggère la suppression de l'aide internationale afin de confronter les pays africains à leur misère. En confrontant les dirigeants à leurs responsabilités, ils seront contraints de les assumer, tout comme les populations en question.

L'idée derrière est de dire que tous les pays occidentaux se sont développés en faisant face par eux-mêmes à leurs problèmes propres, et que c'est en se confrontant à ces soucis qu'ils ont pu développer leurs solutions. C'est en cherchant à répondre à leurs besoins, c'est-à-dire en cherchant à trouver des solutions à leurs problèmes que les nations se développent.

Selon Moyo, il faut davantage responsabiliser les populations aidées pour que cette aide soit efficace. Elle préconise ainsi le recours aux microcrédits, aux emprunts obligataires, à l'augmentation du commerce avec les pays riches et à l'aide chinoise. L'auteur fait en effet le constat que depuis que la Chine est présente en Afrique, les infrastructures locales, dont le réseau routier, se sont incroyablement développées. D'après elle, l'aide chinoise est efficace parce qu'elle privilégie le développement des infrastructures locales en échange de ressources naturelles ou d'accords commerciaux. Ce n'est donc finalement pas de l'aide gratuite, mais plutôt un échange de bons procédés qui poussent les locaux à se responsabiliser et qui permet de mettre en place les infrastructures nécessaires à un développement économique.

D'après elle, il faut bannir l'aide, ne plus aider, mais laisser faire la main invisible du marché. C'est d'ailleurs une des principales critiques faites à son encontre.

D'un côté, sa position veut dire que l'aide internationale n'est pas améliorable parce qu'elle est fondamentalement inefficace, voire contreproductive. « L'idée que l'aide est la source de tous les maux se double de la pétition de principe suivant laquelle l'aide n'est pas améliorable. D'après D. Moyo, les « donateurs, les décideurs, les gouvernements, les universitaires, les économistes et les spécialistes du développement savent, au fond de leur cœur, que l'aide ne marche pas, qu'elle n'a jamais marché et qu'elle ne marchera pas ».

Pour elle, si l'aide perdure, c'est uniquement parce qu'elle fait vivre une véritable industrie, ce qui lui permet de laisser complètement de côté l'analyse des efforts faits pour accroître l'efficacité de l'aide ». Raffinot, Marc (2009).

De l'autre côté, elle fait fi des conséquences de sa prise de position. En effet, elle ne prétend pas qu'une partie de l'aide est mauvaise, auquel cas il n'y aurait pas de controverse, elle prétend que toute l'aide est fondamentalement mauvaise et donc qu'il faut la supprimer. Sauf qu'en cas de suppression de l'aide durant 5 ans comme elle le désire, une chose est certaine : beaucoup de personnes qui sont en vie actuellement, ne le seront plus. Tout comme ce fut le cas des pays occidentaux lorsqu'ils ont dû faire face à des problématiques similaires à celles de l'Afrique d'aujourd'hui. Il faut alors se demander si ce sacrifice est nécessaire ou non, c'est-à-dire s'il existe une alternative ou non. L'Histoire doit-elle se répéter ou peut-on faire mieux ?

Retenons de l'analyse de Dambisa Moyo que l'aide, même lorsqu'elle est fondée sur une bonne volonté, peut ne pas aider et produire des effets négatifs. Ces effets négatifs atrophiaient les incitatifs à s'améliorer, l'économie locale, la santé et l'environnement. Gardons aussi à l'esprit que la tentation est grande de vouloir confronter les populations locales à leurs problèmes, sans les aider, afin de les responsabiliser vis-à-vis de leur situation et d'ainsi les faire réagir pour eux-mêmes. Cependant on comprend que cette solution est trop radicale étant donné le désordre et le coût en vie humaine qu'elle entraînerait.

Dans la section suivante nous aborderons les principales critiques faites à l'encontre de l'aide internationale, ou plutôt faites à l'encontre de l'action d'aider. Nous parlerons ici aussi bien de l'aide fournie par les grandes organisations internationales que par les petites ONG bénévoles. Ceci afin de comprendre ce qui est problématique selon la littérature dans l'action d'aider les pays en voie de développement.

### *(C) Les principales critiques faites à l'encontre de l'aide internationale*

#### *(a) Les critiques économiques*

Les critiques économiques émises à l'encontre de l'aide internationale se rapportent à deux volets : l'impact économique de l'aide sur les bénéficiaires et l'influence de l'argent dans la fourniture de l'aide. Les premières critiques concernent les bénéficiaires de l'aide, alors que les secondes s'adressent à ceux qui l'offrent.

Comme nous l'avons vu précédemment, l'aide au développement est remise en question parce qu'elle a été massive en termes de capitaux sans avoir eu l'effet escompté. Plusieurs explications économiques ont été données pour tenter d'expliquer ce manque de résultat : le syndrome de l'Hollandais, l'élimination des incitatifs à entreprendre ou l'impact politique de l'aide. D'une part, l'entrée massive de devises résultant de l'aide internationale entraîne une distorsion de la concurrence et de l'inflation. D'autre part elle décourage les populations locales d'entreprendre dans les secteurs où l'aide est présente.

Mais l'aide internationale, et en particulier l'aide au développement d'États à États, entraîne également de nombreuses conséquences d'ordre politique qui affectent son efficacité.

Premièrement on observe qu'en aidant les gouvernements locaux à développer le pays, on participait plus au maintien de ces gouvernements au pouvoir, qu'à réellement développer le pays. Ce résultat s'explique de plusieurs manières. Tout d'abord, il apparaît qu'une partie des capitaux est détournée par les membres corrompus du gouvernement bénéficiaire. Ensuite la faiblesse de l'organisation gouvernementale œuvrant dans les pays bénéficiaires affecte l'efficacité de l'aide non détournée. On peut alors légitimement se poser la question de savoir si ce ne serait pas les gouvernements en place qui sont problématiques, et donc s'il ne suffirait pas de mettre de « bons politiciens » au pouvoir ? Ou encore tout simplement comment expliquer que ces gouvernements incompetents et corrompus puissent rester en place ?

À ces questions Gérard Roland (2014) nous apporte un premier élément de réponse. Selon lui, les institutions formelles inefficaces sont particulièrement difficiles à remplacer et empêchent les victimes de s'organiser pour les remplacer. L'idée sous-jacente est de dire que les personnes au pouvoir chercheront à s'y maintenir par la force ou en modifiant le système gouvernemental local.

On peut d'ailleurs se poser la question de savoir si le statut social du pauvre dans nos sociétés modernes ne fait pas en sorte de le maintenir dans cet état de pauvreté. Je m'explique : en percevant le pauvre comme une personne de seconde zone, qu'on n'écoute pas, car elle est présumée non éduquée, on fait en sorte de le maintenir dans un état de pauvreté. Ceci résume parfaitement notre idée : « les « aidés » ne sont plus des personnes ayant une voix à faire entendre, mais des objets d'expertise. » Collovald (2002). On ne les considère plus comme des personnes ayant la capacité d'exprimer leur opinion, ou de mettre en place des solutions à leur problème ; au contraire, on les déconsidère de par leur statut qui est associé à l'échec. Dans des pays où plus de 80% de la population est identifiée comme pauvre, les difficultés à faire entendre la voix du peuple sont immenses. Les

gouvernements incompetents resteraient donc notamment en place parce que les victimes de ceux-ci sont socialement et economiquement incapables de s'organiser pour defendre leurs interets.

De plus l'aide internationale contribue a maintenir les gouvernements en place en participant a l'instauration d'un systeme social parallele. « Tout se passe comme si on assistait a l'internationalisation d'un systeme social parallele. De meme que, dans les pays occidentaux, l'usure de l'Etat-providence se traduit par une privatisation progressive de la protection sociale, assortie d'un traitement social specifique - et tres largement caritatif- pour les exclus ; de meme, dans les pays du sud, la liberalisation de l'economie, encouragee par les plans d'ajustement structurel preconises par le FMI, s'accompagne d'un volet social tres largement confie aux ONG ». Francois Jean (1997).

On comprend donc que l'aide entraine une deresponsabilisation du gouvernement concernant son volet social. En substance, ce n'est plus aux gouvernements locaux de s'en occuper, c'est aux organisations d'aide de le faire. Le probleme est le suivant : l'aide internationale intervient parce qu'il y a situation d'urgence, qu'il faut sauver des vies et combler les defaillances du regime en place. Or, sauver des vies implique de remplir le role du gouvernement, et donc le deresponsabiliser par rapport a ce role. On le deresponsabilise, parce qu'il n'aura pas a subir les consequences de son inaction, de sa corruption, ou de son incompetence. Finalement la logique est la suivante comme cela represente un cout de faire bien et que faire mal n'engage en rien la responsabilite du politicien, il n'y a pas, ou peu, de raisons pour lui de faire bien. Voici pourquoi l'aide internationale telle qu'elle est actuellement majoritairement donnee destructure les incitatifs a s'ameliorer, ou au minimum les reduits.

Ceci met en exergue le dilemme, exprime par Lindenberg et Bryant (2001), qui est de savoir si l'aide d'urgence ne participerait pas a la perennisation des problemes ou des conflits qui en sont a l'origine.

On realise donc que les interets sous-jacents a l'aide internationale ne jouent pas en faveur du developpement de gouvernements stables et efficaces. Au contraire, cette aide participe souvent a l'inertie des regimes en place. C'est precisement ce constat qui fait dire a des auteurs tels que Moyo que c'est l'aide en elle-meme le probleme et non pas uniquement les gouvernements africains comme on a l'habitude de l'entendre.

Maintenant que nous avons aborde les critiques faites a l'encontre de l'impact economique de l'aide internationale sur les beneficiaires, interessons-nous aux critiques de l'impact

qu'elle a sur ceux qui aident. La majorité des critiques a trait à la dépendance des aidants aux dons et aux conséquences que cela entraîne sur l'action de ces organisations.

Cette dépendance financière crée un incitatif à satisfaire le donateur plutôt que le bénéficiaire de l'aide afin de garantir la prospérité de l'organisation. Or les bénéficiaires et les donateurs peuvent avoir des besoins ou des intérêts ambivalents. Ceci a comme conséquence la mise en place d'actions d'aide convenant aux attentes des donateurs, mais ne répondant pas aux réels besoins des bénéficiaires. La dépendance financière à l'aide internationale entrainerait la mise en place d'actions qui paraissent légitimes plutôt que d'être efficaces, selon Quéinnec, E. (2007). La logique en arrière est de se dire que c'est grâce au don qu'on peut aider, et donc que si le donateur n'est plus satisfait alors il ne donne plus. Or sans argent, sans donations on ne peut plus du tout aider. Il est donc préférable de modifier son aide, quitte à la rendre moins efficace, afin de la préserver, plutôt que de ne pas modifier son plan d'aide et de ne plus avoir les moyens de le mettre en œuvre.

Mais cette dépendance au don entraîne d'autres conséquences. Les organisations qui réussissent à lever le plus de fonds sont celles qui se sont professionnalisées. Celles-ci sont plus aptes à rendre des comptes, à mettre en place des campagnes marketing afin d'assurer leur visibilité et leur légitimité. Dans ce contexte, il est préférable de se professionnaliser pour lever des capitaux, ce qui entraîne les conséquences que nous avons abordées précédemment. Nous pouvons citer de manière non exhaustive la déconnexion de l'action d'aide du terrain de l'aide, la transition toujours plus importante d'une aide au développement vers une aide d'urgence plus impressionnante et donc vendeuse, ou encore tout simplement le développement de professionnels de l'aide à qui l'on accorde des statuts luxueux pour réduire la misère du monde. Le développement de ces professionnels de l'aide pose la question de savoir si ces personnes s'engagent pour faire un travail et une carrière, ou pour répondre à la raison d'être de leur organisation, c'est-à-dire aider ? Autrement dit, peut-on faire appel à une logique d'entreprise lorsque l'objectif est d'aider ?

Pour finir, la dépendance au don entraîne de la concurrence entre organisations d'aide. Cette concurrence devient vite malsaine lorsque les organisations d'aide font en sorte de protéger leurs « avantages concurrentiels » par rapport aux autres. On se retrouve donc avec des organisations dont la raison d'être est d'aider, qui se retrouve à aider à moins grande échelle uniquement pour conserver leur financement.

On peut résumer ceci en disant que cette dépendance place les organisations en compétition pour le financement, la visibilité et l'idéologie, ce qui alimente davantage les

conflits plutôt que de les réduire. Cette situation de dépendance limite surtout le transfert des connaissances pratiques d'un organisme à un autre.

### (b) Les critiques culturelles

Les critiques culturelles sont principalement centrées autour du caractère ethno centré de l'aide internationale. C'est-à-dire de la tendance de l'aide internationale à « privilégier les normes et valeurs de sa propre société pour analyser les autres sociétés. » (cf. Larousse).

Tous d'abord, il est important de poser le constat que l'aide internationale est principalement le fait de quelques pays occidentaux. Comme nous le dit Guégan (2005) : « L'apparence des acteurs de l'aide internationale, ONG ou non, est souvent la même. Tous sont issus de pays occidentaux développés ou du Japon. Quatre-vingt-douze des cent quatre ONG internationales recensées entre 1986 et 2003 sont originaires de pays occidentaux, huit sont japonaises, trois thaïlandaises, une coréenne. Les responsables des organisations de l'aide [...] sont par conséquent quasiment tous d'apparence européenne. » Cette empreinte ethnique de l'aide est importante étant donné que c'est la première chose que voient les bénéficiaires de celle-ci. Comme l'aide est principalement le fait de populations occidentales, on peut s'attendre à ce que cette aide ait une empreinte culturelle occidentale. Il convient donc de savoir si cette empreinte culturelle est problématique ou non.

Ensuite, il est important de relever que si l'aide au développement est principalement perçue comme un fait positif dans les pays occidentaux, elle l'est de moins en moins auprès des populations bénéficiaires. Benthall (1993) expose que de plus en plus d'intellectuels des pays en voie de développement considèrent les ONG, non plus comme des correcteurs de la domination occidentale, mais plutôt comme les dignes représentants de celle-ci. Mais alors, comment expliquer cette dichotomie ? Comment expliquer que la personne qui aide et la personne aidée ne perçoivent pas la même chose ?

Afin de répondre à ces questions, il convient d'exposer les deux paradigmes définis par Olivier de Sardan (1995) : le paradigme altruiste et le paradigme modernisateur.

Selon l'auteur, la légitimité des pratiques des aidants ou des « développeurs » provient de ces deux paradigmes. Le paradigme altruiste veut que l'aide, ou le développement aient pour objet le bien d'autrui. Le fait d'aider, ou de développer, a donc une connotation morale positive. Alors que le paradigme modernisateur veut que l'aide implique une évolution

positive, c'est-à-dire qu'elle implique le progrès. Le fait d'aider, ou de développer, a donc une forte connotation évolutionniste et techniciste. Ceci lui fait dire que « chacun pense qu'il œuvre pour le bien des populations (qu'il s'agisse d'un expert de la banque mondiale ou d'un humble militant d'ONG) et chacun estime qu'il met au service de cette noble tâche une compétence qui fait défaut à ces populations ».

On aide donc pour deux raisons : premièrement, parce qu'on se considère plus apte que la personne que l'on aide et deuxièmement, parce que c'est une bonne action, ou pour être plus précis, parce qu'il est socialement bien vu de le faire. Ceci garantit à la personne qui aide d'être convaincu de participer à quelque chose de juste et donc de fondamentalement positif.

En réaction à ces deux paradigmes, Brauman (2005) avance que l'esprit de la « mission civilisatrice » de l'époque coloniale n'a peut-être pas tant disparu que ça. Au contraire, on retrouve cet esprit civilisateur de l'époque coloniale dans les discours et les pratiques de ceux qui luttent pour le développement des pays les moins avancés.

Reprenons les propos de Leduc Gaston (1963) afin de mieux comprendre l'avis exprimé par Brauman. Voici un extrait du livre « L'aide internationale au développement » de Leduc Gaston : « Les pays développés doivent s'y montrer des partenaires actifs et loyaux, afin que leur prospérité fasse tache d'huile et s'étende progressivement à l'ensemble du monde ». Tout d'abord, il y a ici l'idée de pays prospères et d'autres non, il y a des pays qui font bien et d'autres non, il y a des populations qui font bien et d'autres non. Jusqu'ici rien de révolutionnaire, c'est le discours à l'origine de toute aide.

Cependant, il y a aussi l'idée que le développement implique de faire comme les pays qui se prétendent développés. La critique qui est faite ici est que, s'il est incontestablement bénéfique de relever des problèmes, et donc des besoins, afin de trouver des solutions, il l'est beaucoup moins de s'autoproclamer comme l'unique exemple à suivre. Constater que ces pays peuvent faire mieux et affirmer qu'il faut se calquer sur les Occidentaux pour faire mieux ce n'est pas la même chose.

Ainsi la logique qui a accompagné l'aide internationale tient à ce que ces pays dits « attardés » le sont parce qu'ils ne font pas comme les pays développés. Il est donc nécessaire pour leur permettre d'atteindre la prospérité de faire comme les occidentaux, ce qui implique une organisation politique, économique et sociale similaire, voir identique. C'est donc le rôle de l'aide internationale d'aider ces pays à atteindre la prospérité à la manière des pays occidentaux. Il y a donc une connotation culturelle forte liée à l'aide internationale. La

manière dont elle est mise en place peut avoir pour conséquence que les bénéficiaires y voient une attaque envers leurs traditions, cultures, voire envers eux-mêmes.

Finalement on comprend que l'ethnocentrisme et l'outrecuidance des pays occidentaux puissent être mal perçus, tout comme elle l'a été durant la colonisation elle-même basée sur cette même mission civilisatrice.

Donc d'un côté les aidants sont convaincus de faire le bien et perçoivent leurs actions comme totalement légitimes et bénéfiques. Alors que de l'autre les bénéficiaires peuvent percevoir l'aide comme une attaque envers leurs traditions et leurs cultures. Retenons donc que le problème c'est que ce qui est perçu comme positif, comme une réussite dans nos sociétés ne l'est pas obligatoirement dans d'autres sociétés. Tout comme l'inverse peut être vrai, ce qui est perçu comme négatif peut ne pas l'être. Ceci à cause de la différence culturelle, contextuelle et éducationnelle. Un exemple simple qui permet d'illustrer cette idée est celui de la Croix-Rouge. De notre point de vue occidental, cette organisation a toujours été pensée comme laïque, mais ce n'était pas le cas pour tous les bénéficiaires. En effet en 1876, l'Empire ottoman considérait que le symbole de l'organisation, c'est-à-dire une croix rouge, était une offense envers les soldats musulmans. Il a donc convaincu l'organisation d'utiliser le croissant rouge plutôt que la croix rouge comme emblème dans leur région (Benthall 2005). Cet exemple permet d'illustrer le fait que, dans certains cas, on ne puisse pas avoir conscience d'un problème avant qu'il n'apparaisse. Il est donc fondamental d'avoir connaissance du contexte dans lequel l'aide va s'implanter.

La dernière critique du volet culturel correspond à ce qu'on peut appeler les biais culturels. C'est-à-dire interpréter, juger et réagir aux actions des autres en fonction de sa propre culture ou éducation. Un exemple simple est de se considérer que la mort est universellement abordée comme un événement triste, alors qu'il y a des populations pour lesquelles la mort est synonyme de renaissance ou de fête.

Dans son article « Santé mentale, coopération et développement », Luciano Carrino (2006) tire le constat que dans l'aide qu'il offre dans son domaine, c'est-à-dire la santé mentale, les organisations d'aide appliquent généralement les techniques du Nord sans se poser de questions. Or, les techniques médicales du Nord ont une empreinte culturelle très forte, ce qui les rend inapplicables, voire dommageables, dans des contextes de pays du sud.

Finalement il constate que la force des aidants est leur volonté d'aider, leur volonté de contribuer à quelque chose de bon. Mais que leur faiblesse est le recours à des techniques ou des raisonnements ayant une empreinte culturelle très forte et éloignée de la réalité des

terrains d'intervention. Ceci nous permet de réaliser que dans la pratique, le biais culturel mène à deux types d'erreurs : mal identifier le problème (et donc le besoin du bénéficiaire) et mal identifier les solutions adéquates à mettre en place.

L'erreur d'identification du problème correspond au fait de percevoir un problème dans la vie du bénéficiaire de l'aide, qui n'en est pas un pour lui. C'est-à-dire de se projeter soit même, avec sa vision du monde, son éducation et sa culture spécifique, dans la situation de quelqu'un d'autre afin d'identifier ce qui lui pose problème. L'erreur vient du fait qu'on se projette soit même dans la peau d'autrui, c'est-à-dire qu'on identifie non pas les problèmes qu'il vit, mais les problèmes que nous vivrions si nous étions à sa place. La nuance c'est que la personne qui est dans cette situation ne vit pas obligatoirement cette situation de la même manière que nous. On comprend donc que, plus les différences culturelles et éducationnelles sont importantes, plus ce genre d'erreur d'identification de problème est susceptible d'arriver. Mais également que si aucune place n'est laissée au bénéficiaire de l'aide pour s'exprimer sur ses besoins, alors l'aide n'a que peu de chance de lui convenir.

Or comme on l'a vu précédemment, la place du bénéficiaire est davantage celle de sujet d'expertise que de bénéficiaire ayant un avis à exprimer. Or, lorsqu'on identifie mal un problème, ou un besoin, on met en place une solution qui n'en est pas. Finalement on prétend avoir « aidé » sans que le bénéficiaire ne profite de cette aide. Il en va de même en ce qui concerne les solutions à apporter pour remédier à un problème donné.

On rejoint ici le point de vue de William Easterly les plans top down ont moins de chance de réussir que ceux développés par les chercheurs (les plans bottom up) parce qu'ils ne disposent pas d'assez d'informations pour pouvoir planifier efficacement. Il convient de faire comme les chercheurs qui eux cherchent à trouver des solutions bottom up, c'est-à-dire des solutions qui proviennent des populations qu'elles aident, leurs solutions se développent donc au coup par coup et sont fortement contextualisées.

Finalement, le principal problème que l'on retrouve dans ce volet culturel résulte d'une connaissance insuffisante des bénéficiaires. En effet, les différences peuvent être de nature culturelle, éducative, religieuse, traditionnelle ou autre, le problème reste le même : la connaissance insuffisante du contexte de son action d'aide. Ce contexte pouvant être l'environnement physique, social, ou personnel des bénéficiaires.

Essayons d'approfondir ces critiques culturelles en nous concentrant maintenant sur les critiques psychologiques faites à l'encontre de l'aide internationale. Pour ce faire nous allons faire appel à l'expérience de Luciano Carrino. Celui-ci part des observations qu'il a pu faire

en tant que professionnel de la santé mentale ayant été amené à travailler dans des régions d'extrêmes pauvretés pour faire plusieurs constats et réflexions sur ces pratiques.

### (c) Les critiques psychologiques

Selon Luciano Carrino (2006), être vulnérable ne veut pas dire être incapable. Il considère qu'il est faux de dire que les populations sont confuses et passives à cause des problèmes et difficultés qu'elles rencontrent. D'après l'auteur, « Elles le deviennent seulement après une longue, longue histoire de frustrations, de violences et de manipulations qui déstructure leur organisation, les oblige à renoncer à leurs moyens autonomes et les réduit à un état de détresse profonde ». Cependant les organisations humanitaires, ou les médias, aiment les présenter comme tel afin de justifier leur existence et l'intérêt d'une aide humanitaire paternaliste qui maintient les bénéficiaires dans le cercle vicieux de la dépendance et de la passivité.

Pour expliquer son point de vue, il explique comment, au travers du fonctionnement du « moi », l'on peut ne plus croire en sa capacité à influencer son destin. Le « moi », dit-il, sert à satisfaire les besoins de l'individu. Ces besoins peuvent être d'ordre biologique ou symbolique. Le « moi » va changer ses besoins en désirs, désirs qui s'accompagnent d'énergie afin de pouvoir les satisfaire. C'est-à-dire qu'il va chercher quelque chose, dans les solutions qui sont disponibles au sein de sa société ou culture, qui puisse répondre au sentiment de manque ou de vide que crée le besoin. Une fois le choix réalisé, si celui-ci répond effectivement au besoin originel, un sentiment de satisfaction et de bien-être se fait ressentir. C'est ce qu'il appelle un cycle affectif positif, il permet de récompenser le « moi » ayant fait son devoir. La vie de l'Homme est caractérisée par l'enchaînement et l'entrelacement d'un très grand nombre de cycles affectifs. À chaque cycle positif le « moi » se renforce et augmente la confiance en soi, c'est-à-dire la confiance en la possession de moyens suffisants pour satisfaire ses besoins.

Mais lorsque le « moi » identifie un besoin, construit son désir, cherche une solution, mais n'en trouve pas, ou n'y a pas accès, le « moi » enregistre un échec et réessaye. En effet la vie lui a appris qu'un échec peut être le prélude d'une réussite. D'ailleurs si le besoin est physiologique comme la soif, le « moi » va s'activer et remplacer la satisfaction physiologique ratée par une satisfaction symbolique anticipatoire, c'est-à-dire qu'il va penser à une boisson fraîche par exemple. Il va satisfaire son besoin symboliquement en

s'imaginant le satisfaire. Cependant les satisfactions symboliques ne peuvent pas satisfaire longtemps un individu ayant un besoin biologique. Au bout d'un certain temps si la personne qui a soif n'a pas pu satisfaire son besoin biologique alors le cycle affectif est négatif. Ce cycle affectif négatif est un cycle qui tourne en boucle, la satisfaction n'ayant pas eu lieu le « moi » enregistre un échec et réessaye.

« Si les cycles affectifs négatifs se répètent sans cesse et prévalent de beaucoup sur les cycles positifs, les gens perdent progressivement leurs énergies physiques et leur volonté de réagir. À chaque cycle négatif le Moi s'affaiblit un peu et devient moins sûr de ses moyens » L. Carrino (2006). Afin d'expliquer les différences culturelles, il ajoute que tous les « moi » ont la même fonction qui est de satisfaire les besoins, mais que les moyens utilisés pour y arriver dépendent des cultures et des sociétés, c'est-à-dire de l'éducation qu'a reçu l'individu.

De manière concrète, la vie d'un individu est jalonnée de problèmes ou de besoins qu'il lui faut résoudre ou satisfaire. Lorsqu'il y arrive, sa confiance en soi augmente, c'est-à-dire qu'il réalise qu'il peut influencer sur sa vie de manière positive. Au contraire s'il n'y arrive pas de manière répétée et durable, il cessera de croire en sa capacité à influencer positivement sa propre vie et s'estimera inapte à résoudre les problèmes et besoins qui se présentent à lui.

En outre, si quelqu'un d'autre résout ses problèmes à sa place, il s'identifiera comme le problème, et l'autre comme la solution. Dans le temps, cette situation engendrera un état de passivité et de dépendance.

Or, selon l'auteur, les organismes d'aide sont davantage préoccupés par la logistique entourant l'aide que par les bénéficiaires de celle-ci. Au lieu de chercher à connaître les populations bénéficiaires et de les impliquer dans la recherche des solutions à leurs problèmes, ces organisations cherchent à « aider » le plus de monde, le plus vite. Ceci les poussant à utiliser des techniques dites de « masses » dans lesquelles le rôle du bénéficiaire de l'aide est ramené à celui de recevoir passivement de l'aide. Or, en offrant de l'aide, sans impliquer les victimes dans la conception des solutions à leurs problèmes, on les rend dépendantes et passives. C'est-à-dire qu'on leur apprend à attendre la solution à leur problème, ou qu'on leur apprend à demander la solution à leur problème auprès d'organismes d'aide, plutôt que de développer cette solution eux-mêmes.

À long terme, ce type d'aide non inclusive réduit le « moi » des bénéficiaires et contribue à déprimer les populations ciblées. Dès lors qu'ils perdent la main mise sur leur destin et laissent des tiers décider pour eux, l'image qu'ils ont de leur « moi » s'en retrouve fortement

réduite. Finalement on comprend que certaines manières d'aider entraînent le développement d'une relation de dépendance ainsi qu'une passivité auprès des bénéficiaires.

Comme l'aide internationale est quasi exclusivement occidentale, rien dans sa mise en place n'est fait pour valoriser l'appartenance territoriale et communautaire des bénéficiaires.

De plus, comme ces organisations d'aide sont généralement spécialisées dans des domaines particuliers, les bénéficiaires doivent solliciter chacune de celles-ci pour trouver les solutions à l'ensemble de leurs problèmes. Ceux-ci ne se perçoivent alors que comme une addition de problèmes dont les Occidentaux ont la solution. Ainsi l'idée involontairement transmise à ces populations est que leurs racines aussi bien territoriales, que culturelles n'ont pas d'importance, que leurs institutions et leur façon de faire ne fonctionnent pas et qu'il faut écouter et suivre les recommandations des étrangers. « En somme tout ce qui appartenait aux gens était considéré comme peu important ou mauvais, tandis que tout le bien venait de la générosité des organisations externes. L'effet sur l'identité personnelle et sociale des gens, qui en temps normal est solidement liée aux appartenances locales et historiques, ne pouvait être que déstructurant. » L. Carrino (2006). On réalise donc que la manière dont l'aide est mise en place peut entraîner une déstructuration sociale et culturelle des bénéficiaires.

La manière dont on aide peut également affecter la dignité des bénéficiaires. Comme nous l'avons vu précédemment, les organisations d'aide sont en compétition pour le financement, la visibilité et l'idéologie, ce qui alimente les conflits plutôt que de contribuer à les résoudre. Cependant la logique selon laquelle l'aide humanitaire doit être donnée en priorité à ceux qui en ont le plus besoin entraîne également une compétition entre bénéficiaires afin de répondre au mieux aux attentes des organisations d'aide. Autrement dit, une compétition de qui sera le plus pauvre ou vulnérable. On comprend que cette manière d'agir pousse des populations déjà vulnérables à exagérer leur situation, voir à la simuler afin d'obtenir le bénéfice de ladite aide. Cette compétition malsaine a bien entendu des effets négatifs sur la dignité et le « moi » des bénéficiaires.

Mais la compétition entre bénéficiaires de l'aide pour l'obtention de celle-ci n'est pas l'unique manière dont l'aide peut affecter la dignité des bénéficiaires. La manière dont on offre de l'aide est particulièrement importante. L'auteur critique ainsi les méthodes qui, pour aller plus vite, ou pour toutes autres raisons, vont réduire la dignité et l'image de soi des bénéficiaires. Par exemple, lorsque les organisations lancent des paquets de nourriture à la foule, foule qui doit ensuite courir après et se disputer les paquets comme des animaux. «

L'effet avilissant, même chez ceux qui attrapent le paquet, affecte longtemps l'image de soi, comme me l'ont dit des réfugiés qui avaient été assistés ainsi » L. Carrino (2006).

Sa critique est donc fortement centrée sur les messages symboliques à associer à l'action de l'aide. Le message implicite classique de l'aide humanitaire favorisant la dépendance et la passivité devrait être remplacé par des messages symboliques permettant le renforcement du « moi », c'est-à-dire le renforcement de la capacité d'agir sur son destin et sa vie. Le choix des messages symboliques à associer à l'aide doit valoriser la participation des bénéficiaires comme éléments nécessaires à la réussite de ladite aide. Il ne faut donc pas apporter des solutions d'en haut, mais plutôt faire ressortir des solutions dans lesquelles les populations bénéficiaires se sentent parties prenantes obligatoires et nécessaires. Les populations doivent pouvoir s'approprier la solution, pour pouvoir en retirer la satisfaction et ainsi renforcer leur « moi ».

Je souhaite conclure cette revue de littérature par cette phrase de synthèse prononcée par Thomas Sankara, ancien président du Burkina Faso lors de son discours du 4 octobre 1984 à l'assemblée générale de L'ONU :

*« Certes nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide. Mais en général, la politique d'assistance et d'aide n'a abouti qu'à nous désorganiser, à nous asservir, à nous déresponsabiliser dans notre espace économique, politique et culturel ».*

Thomas Sankara.

## Partie 2 : Cadre conceptuel

Il est primordial pour aborder correctement un problème de bien se demander si on le comprend correctement. Et pour ce faire il faut retourner à sa base, c'est-à-dire aux définitions des éléments le constituant, aux définitions des concepts qui le constituent. Agir ainsi, nous permettra d'éviter de produire une recherche sans bases solides, mesurant des concepts sans pouvoir les articuler et donc in fine de faire de la recherche sans savoir lui donner du sens (Becker (1998)). Étant donné que nous nous intéressons à ce qui rend la pratique d'aide difficile, il est nécessaire de s'accorder sur ce que c'est qu'aider.

S'accorder sur le concept de l'aide est primordial si l'on veut aider, ne pas s'accorder c'est laisser chacun prétendre qu'il aide, sans réellement savoir ce que ça implique, ni ce que ça produit, en fait c'est équivalent à ne rien savoir. Est-ce qu'on aide lorsque l'on est à l'origine du problème contre lequel on lutte ? Est-ce qu'on aide lorsque l'on cherche à éduquer à l'occidentale des personnes vivant dans un contexte totalement différent ? Est-ce qu'on aide en donnant des moustiquaires à des personnes identifiées comme pauvres mourant de la malaria ?

Il serait aisé de répondre que tout ceci dépend du contexte, mais ce serait inexact. La définition de l'aide doit être assez simple pour pouvoir s'appliquer aux maximums de situations, mais assez complète pour contenir du sens. Ainsi Becker (1998) explique-t-il que : « La définition des concepts repose sur ce que les exemples sur lesquels elle s'appuie ont en commun ».

### 1) Comment définir l'aide ?

Il apparaît que le point commun à toutes les organisations à but social est une volonté de passer une(des) personne(s) d'une situation A négative, à une situation B plus positive. Ainsi la définition de l'aide serait de passer une(des) personne(s) d'une situation A négative, à une situation B positive. Reste maintenant, afin de pouvoir exploiter ce résultat, de savoir ce qu'est une situation négative, ou ce qu'est une situation positive. Mais on reviendra sur ce point plus loin dans ce chapitre, retenons pour l'instant que l'aide produit un changement dit positif résultant d'une volonté de produire ce changement.

Essayons de compléter cette définition. Selon le Larousse l'aide c'est : « Action d'aider quelqu'un, de lui donner une assistance momentanée ; appui, soutien : Avec votre aide, je réussirai. » tandis qu'aider c'est : « Apporter son concours à quelqu'un, joindre ses efforts aux siens dans ce qu'il fait ; lui être utile, faciliter son action, en parlant de quelque chose : aider un ami à surmonter ses difficultés. » De ces définitions ressortent plusieurs choses : le fait que l'aide doit être temporaire, mais également le fait que l'aide consiste en un soutien partiel et non une prise en charge totale. C'est-à-dire que pour aider il ne faut pas résoudre le problème soit même, mais permettre à la personne que l'on souhaite aider de le faire. Il faut donc en étant utile à la personne, en lui facilitant la tâche, lui permettre de résoudre, elle-même, son problème. Il est également intéressant de relever que ces définitions du Larousse imputent l'action principalement au bénéficiaire de l'aide plutôt qu'à l'aidant (« faciliter son action » « joindre ses efforts aux siens dans ce qu'il fait »). Retenons que dans ces deux définitions l'aide ne démarre pas l'action du bénéficiaire, mais vient la soutenir, la compléter. Il faut donc d'après ces définitions que le bénéficiaire soit déjà dans l'action pour que l'on puisse l'aider. Or, si aider implique que le bénéficiaire soit déjà dans l'action, alors aider implique que le bénéficiaire ait conscience de son problème et veuille agir pour tendre vers une meilleure situation. C'est-à-dire que selon la définition de l'aide proposée par le Larousse, c'est au bénéficiaire de l'aide d'identifier ses problèmes et ses objectifs. Mais nous reviendrons sur ce point essentiel un peu plus loin afin de lui donner une profondeur autre que sémantique.

L'aide est donc un soutien temporaire, permettant de faciliter la tâche du bénéficiaire de l'aide, pour qu'il réussisse lui-même à passer d'une situation négative à une situation plus positive. Ce soutien résultant d'une volonté de produire un changement positif dans la vie du bénéficiaire et venant s'ajouter à l'action du bénéficiaire. Si cette définition de l'aide nous permet déjà d'y voir plus clair sur les implications de l'aide, on ne sait toujours pas ce qui doit être le résultat de l'aide, c'est-à-dire ce qu'est un changement positif, une amélioration de la situation.

Étant donné qu'une amélioration, ou qu'un changement positif contiennent tous deux un jugement de valeur, la question à se poser est la suivante : « Qui est à même de juger de la situation ? » ou « Quel jugement de valeur faut-il prendre en compte lorsque l'on veut aider ? ».

Pour répondre à ces questions nous ferons référence Hayek F.A (1945). Hayek défend l'idée selon laquelle il existe deux sortes de savoirs : un savoir concernant une circonstance particulière ancré dans le temps et l'espace, ce qui correspond aux connaissances

exclusives que tout un chacun développe en fonction de son expérience de vie. Et un savoir dit scientifique, c'est-à-dire une expertise dans un domaine particulier. Qu'on s'entende il y a autant de domaines d'expertise qu'il y a de domaine d'action. On ne parle pas uniquement des experts ayant obtenu un diplôme, mais plutôt de toute personne étant compétente dans un domaine particulier. À la lumière de ceci, on peut comprendre la question différemment : « Est-ce que c'est aux aidants de décider ce qu'est une bonne ou une mauvaise situation en fonction de leur expertise ou est-ce que c'est aux bénéficiaires en fonction de leurs expériences ? » Hayek nous dirait que la planification centralisée basée sur des statistiques n'est pas assez complète, car elle ne prend pas en compte les circonstances spécifiques d'espace et de temps. Ainsi juger de la situation d'autrui en fonction de sa propre conception du monde, et donc de son expertise, c'est, s'exposer à rater des pans entiers de la réalité et donc à faire des erreurs (Sahlins M (1976)). D'après lui, à projeter sa propre culture et interprétation du monde sur des cultures différentes on fait obligatoirement des erreurs dans l'interprétation de ce qu'ils font, ou veulent faire, voir même ressentent. Il me paraît donc logique, voir essentiel d'utiliser le jugement du bénéficiaire plutôt que celui des experts pour déterminer la valeur de sa situation passée, présente et future. Cette prise de position rejoint la définition que nous avons établie de l'aide un peu plus haut. En effet en laissant le bénéficiaire être juge de sa situation et de l'amélioration de celle-ci, on lui laisse le pouvoir de décider de ses problèmes et donc indirectement des types d'aides dont il a besoin. Ceci à une signification qui est plus importante qu'on ne peut le penser aux premiers abords. En agissant ainsi, on fait en sorte de donner aux aidants les bases leur permettant de proposer des solutions aux vrais problèmes des bénéficiaires et non aux problèmes qu'eux, les aidants, auraient s'ils étaient à la place du bénéficiaire.

On arrive finalement à une définition satisfaisante de l'aide : l'aide est donc un soutien temporaire permettant de faciliter la tâche du bénéficiaire de l'aide, pour qu'il réussisse lui-même à passer d'une situation qu'il juge négative à une situation qu'il juge plus positive. Ce soutien résultant d'une volonté de produire un changement positif dans la vie du bénéficiaire.

## II) De la définition, aux concepts du cadre conceptuel

Nous cherchons à établir ce qui rend le fait d'aider, tel que nous venons de le définir, difficile du point de vue de l'aidant. Pour ce faire, il est nécessaire de comprendre à quoi correspond son action d'aide. Ces concepts serviront donc à mettre en lumière la manière dont dans

les faits, l'aidant prétend aider, ainsi que si cette manière de faire correspond à notre définition de l'aide.

L'aide selon la définition à laquelle nous sommes parvenus est composée de différents concepts que sont : la temporalité, la volonté de l'aidant, une co-construction des solutions, un changement positif et l'origine des bonnes pratiques.

### 1) Le concept de temporalité ou d'indépendance à terme

Comme cela a été mentionné précédemment, pour aider il faut que l'aide soit temporaire. Ce point est important parce qu'il implique qu'il faut prévoir lorsque l'on aide, une fin à notre aide. Ainsi une aide doit évoluer dans le temps, passer d'une étape à l'autre, avec comme étapes minimums : un commencement et une fin. Mais pourquoi donc faut-il une fin à l'action d'aider ? Cette question tout à fait légitime mérite que l'on s'y attarde un peu. L'idée est de se demander ce qu'implique une aide sans fin. Si l'aide ne se termine pas, ça veut dire que le changement de situation, d'une négative à une plus positive, n'est pas dans le contrôle du bénéficiaire de l'aide, mais plutôt dans le contrôle de l'aidant. C'est-à-dire que l'aide fournie ne permet pas de lutter contre les causes du problème (incapacité du bénéficiaire à régler son problème seul), mais plutôt contre les conséquences de ceux-ci. Cette manière de faire crée alors une situation de dépendance, et de passivité du bénéficiaire envers l'aidant. Le bénéficiaire ayant besoin de l'aidant à chaque fois que le problème se présente. Or comme mentionné durant la revue de littérature, une situation de dépendance à l'aide finit par déprimer les populations qui en profitent, à leur faire attendre des solutions, voir à demander des solutions aux organisations à but social. Ceci a pour conséquence que les bénéficiaires de l'aide perdent la main mise sur leur destin et laissent l'extérieur décider pour eux, ce qui réduit l'image qu'ils ont de leur « moi » (Carrino Luciano (2006)). Ainsi fournir une aide sans fin, empêche fondamentalement d'aider parce que si elle est nécessaire à l'infini c'est qu'elle n'a pas permis au bénéficiaire de résoudre son problème, mais qu'elle lui a uniquement permis de ne pas en subir les conséquences. La cause de ces problèmes existant toujours, les conséquences réapparaissent toujours et l'aide est toujours nécessaire.

Les dimensions du concept d'indépendance à terme sont donc l'évolution de l'aide, le temps de dépendance à l'aide et la fin de l'aide. Et les indicateurs nous permettant de les observer sur le terrain sont : le temps dont les bénéficiaires ont besoin pour se passer de l'aide, les

raisons justifiant le temps de dépendance, le changement de l'aide dans le temps (existence d'étapes successives), l'existence de bénéficiaires indépendants de l'aide suite à celle-ci (ou un apprentissage effectif quant à la résolution du problème à l'origine de l'aide).

## 2) Le concept de volonté de l'aidant

Comme vu précédemment, le point commun à toutes les organisations à but social c'est leur volonté d'aider. Mais qu'en est-il des membres de ces organisations ? Sont-ils tous là pour aider ou ont-ils d'autres raisons les poussant à le faire ? On pense notamment aux différents aspects abordés durant la revue de littérature dont un exemple est la professionnalisation des aidants. Cette professionnalisation faisant entrer de nouvelles dynamiques dans les motivations de ceux-ci quant au choix de la manière de fournir de l'aide. Ainsi, comme le dit Gérard Verna (2007), le développement de ces organisations sur le modèle de multinationale s'est également accompagné du développement de professionnels de l'aide humanitaire. Et tout comme dans les multinationales, les organisations offrent des statuts luxueux à ceux qui travaillent à réduire la misère dans le monde. On passe donc d'un système interétatique principalement animé par des logiques politiques, à un système plus ouvert basé sur une multitude d'acteurs ayant des interactions complexes, des modes d'intervention, des cultures d'entreprises et des objectifs sociaux et politiques très variés, voire contradictoires. Les enjeux ne sont plus uniquement d'aider, il est donc important de s'intéresser à ce qui motive les aidants.

La dimension est donc psychique. Les indicateurs nous permettant d'observer cette volonté sur le terrain sont : l'avis de la personne concernée sur le sujet, la valeur que lui apporte son action d'aide, et l'existence d'intérêts connexes.

## 3) Le concept d'implication du bénéficiaire dans l'aide

Comme mentionné précédemment, impliquer les bénéficiaires de l'aide dans la conception de celle-ci et dans la réalisation de celle-ci est primordiale pour plusieurs raisons. En ne l'impliquant pas dans l'aide qu'il reçoit, on n'aide pas, on prend en charge. Or la prise en charge implique que la personne que l'on prend en charge n'est pas capable de le faire pour elle-même ou qu'on ne la considère pas comme l'étant. Selon Carrino Luciano (2006), il est

faux de penser que suite aux problèmes et difficultés que rencontrent les populations bénéficiaires, celles-ci sont confuses et passives. D'après l'auteur, « Elles le deviennent seulement après une longue, longue histoire de frustrations, de violences et de manipulations qui déstructure leur organisation, les oblige à renoncer à leurs moyens autonomes et les réduit à un état de détresse profonde ». Cependant, dit l'auteur, l'aide humanitaire ou les médias aiment les présenter comme tels afin de justifier leur existence et l'intérêt d'une aide humanitaire paternaliste. Ceci entraînant les populations dans le cercle vicieux de l'aide humanitaire paternaliste, qui maintient les bénéficiaires dans un état de dépendance et de passivité. De plus en impliquant les bénéficiaires de l'aide dans sa conception, tout comme dans sa réalisation, on évite de se tromper de problème ou de solution. On évite tout simplement d'implémenter des actions non bénéfiques pour les personnes qu'on aide.

La dimension du concept d'implication du bénéficiaire dans l'aide est son impact sur ladite aide. Les indicateurs nous permettant d'observer cette implication sur le terrain sont : participation effective à l'action d'aide, participation effective à la conception, capacité à influencer l'action d'aide une fois commencée.

#### 4) Le concept de changement ou l'impact matériel/psychologique effectif

Comme vu précédemment, pour aider, il faut faire quelque chose, produire un changement matériel/psychologique valorisable par le bénéficiaire. Ce concept nous permet de conceptualiser ce changement, il est ce changement. Je ne pense pas devoir insister sur l'intérêt de ce concept, étant donné qu'il est le cœur de toute aide. Le présent mémoire se focalisant sur les aidants, nous permet de savoir comment l'aidant voit le changement qu'a accompagné son action d'aide. Cependant, se contenter de recueillir le point de vue de l'aidant n'est pas suffisant étant donné que celui-ci ne concerne pas le résultat effectif de l'aide, mais plutôt le point de vue de l'aidant concernant son propre travail et la manière dont il l'interprète. Or, selon notre définition de l'aide seul le bénéficiaire est à même de juger s'il y a eu un changement, ainsi que la valeur de celui-ci. Il est donc également nécessaire de porter notre attention sur l'importance qu'a pour l'aidant l'avis du bénéficiaire concernant la pratique d'aide dont il profite.

Les dimensions du concept de changement matériel/psychologique seront psychiques et matérielles. L'indicateur nous permettant d'observer ce changement sur le terrain est : l'avis

de l'aidant concernant le changement que son aide a permis, ainsi que la place du bénéficiaire dans son discours concernant les changements opérés.

#### 5) Le concept d'origine des bonnes pratiques

L'objectif de ce concept est de comprendre d'où proviennent les bonnes pratiques des aidants. Ceci afin d'identifier comment les aidants ont décidé de la manière dont ils voulaient aider. C'est-à-dire s'ils ont suivi des formations, s'ils se sont inspirés d'une personne ou encore si elles viennent de leur propre expérience.

La dimension de ce concept est psychologique. Les indicateurs qui permettent de l'observer sur le terrain sont : l'origine des pratiques, le sens donné aux pratiques, la réflexion entourant ces pratiques, les références liées à ces pratiques.

### III) Le recours au Modèle rationnel général (MRG), plutôt que la Théorie du Choix rationnel (TCR) de Raymond Boudon (2003)

Tout au long de cette partie, nous allons aborder la manière dont l'auteur du présent mémoire aborde l'explication des phénomènes sociaux. Comme le dit très justement Raymond Boudon (2003) « Les sciences sociales ont pour fonctions d'expliquer les actions, les croyances, attitudes collectives qu'elles rencontrent sur leur chemin, notamment lorsque celles-ci paraissent irrationnelles. ».

Ainsi les sciences sociales devraient-elles pouvoir expliquer les phénomènes sociaux de manière à ce que l'explication ne présente aucune boîte noire, c'est-à-dire qu'elle soit autosuffisante. C'est pour cela que l'on a vu se développer une réelle envie dans le monde des sciences humaines de développer une approche inspirée des sciences de la nature et produisant des explications autosuffisantes, sans exception inexplicable.

La Théorie du Choix rationnel (TCR) a donc été développée afin de doter les sciences sociales de bases solides. Celle-ci aborde un phénomène social comme la conséquence d'un ensemble de propositions individuelles et irrécusables. L'ensemble des propositions doit être autosuffisant afin de fournir une explication n'entraînant pas de nouvelles interrogations.

Cette TCR s'appuie sur 6 postulats (hypothèses à la base de la théorie) :

1. Individualisme : tous les phénomènes sociaux sont les résultats d'actions, de décisions, d'attitudes, de comportements, de croyances (ADACC) ... individuels. C'est-à-dire que seuls les individus peuvent être à l'origine de ADACC, un groupe ne pense pas, seuls ses membres pensent. Ce qui revient à dire que l'explication d'un phénomène collectif est bonne que si l'on peut en faire la somme de comportements rationnels individuels.
2. Compréhension : tout ADACC peut être compris. Ainsi si l'on se renseigne suffisamment on peut comprendre tout ADACC. Ceci veut dire qu'un comportement incompris est un comportement sur lequel on ne s'est pas suffisamment renseigné.
3. Rationalité : Les ADACC qu'on rencontre en sciences sociales sont généralement la conséquence de raisons, et si elles ne le sont pas elles ont des causes. Une cause peut expliquer un phénomène, si je laisse tomber un verre il va se casser. La cause du verre cassé c'est que je l'ai laissé tomber. Par contre, une raison si elle peut expliquer un comportement, ne va pas de soi, elle est raisonnée. La cause est matérielle, on pourrait même dire physique alors que la seconde est mentale et raisonnée. L'idée est de dire qu'on n'agit pas sans raison.
4. Instrumentalisme : les raisons considérées par l'individu pour faire son choix de ADACC concernent la conséquence de ces ADACC. Dans ce postulat ce n'est pas obligatoirement les conséquences effectives de l'ADACC qui sont prises en compte, mais plutôt celles que la personne imagine. Exemple : si on regarde ou on veut tirer avant de tirer, c'est parce que cet ADACC a pour effet de diminuer le risque de tirer sur quelque chose d'inapproprié.
5. Égoïsme : un individu s'intéresse uniquement, ou tout du moins en priorité, aux conséquences d'un ADACC qui le concernent personnellement
6. Maximisation : un individu sait évaluer les avantages et inconvénients d'un ADACC et les comparer à d'autres afin de faire le choix lui procurant le plus d'avantage. Il est à retenir qu'on parle des ADACC auxquels il pense et non pas toutes celles possibles.

Tous les comportements sociaux, que ce soient les comportements individuels ou collectifs, auraient donc vocation à s'expliquer grâce à ces postulats. Cependant plusieurs critiques peuvent être faites à l'encontre de cette théorie.

On apprend ainsi que la TCR a du mal à expliquer certains phénomènes sociaux. Par exemple, lorsque l'on rencontre des phénomènes qui sont perçus comme irrationnels alors on va avoir tendance à faire appel aux « forces culturelles, biologiques ou psychologiques » ou encore aux biais cognitifs pour l'expliquer. Le problème c'est qu'utiliser ces forces (le biais cognitif, ou autres) comme élément d'explication d'un phénomène, s'il permet de soulever ce phénomène, de le nommer, ne permet en rien de l'expliquer.

Prenons l'exemple de Kahneman et Tversky (1973) qui ont démontré que l'on ne prend pas toujours la décision la plus conforme à notre intérêt, et accusent le biais cognitif d'en être à l'origine sans pouvoir l'expliquer. Mais une fois que l'on sait que c'est à cause du biais cognitif que l'on ne prend pas toujours le choix le plus conforme à notre intérêt, qu'est-ce qu'on sait réellement ? On se retrouve donc avec une explication non autosuffisante avec une boîte noire qu'est le biais cognitif.

Ou encore, une fois qu'on a expliqué un phénomène comme étant dû à la culture dont il est issu, qu'est-ce ce qu'on sait ? C'est une explication, mais on ne sait pas plus à quoi cela correspond, comment cela fonctionne, sous quelles conditions les effets apparaissent, comment expliquer la naissance d'opposition au sein d'une même culture... Utiliser des explications culturalistes pour expliquer une différence de comportement revient à dire « ils se comportent différemment parce qu'ils sont différents », ce qui revient à ne rien dire, tout en posant des hypothèses très fortes. On donne l'impression d'expliquer la raison de la différence, mais en réalité on n'explique rien, on nomme. Pour expliquer un comportement culturellement différent, il faut trouver la logique commune s'exprimant dans des conditions spécifiques à chacun (logique commune à l'Homme, mais s'appliquant à son contexte propre). Car c'est parce que les paramètres spécifiques à chacun des systèmes sont différents qu'on observe des comportements différents émanant d'une logique commune. C'est-à-dire que l'Homme a des logiques communes et que ce qui fait varier les comportements c'est le contexte dans lequel s'appliquent ces logiques.

Finalement, on comprend que ces forces sont des mots fourretout qui veulent tout dire, et rien dire à la fois. Ils donnent l'impression d'expliquer un phénomène alors qu'ils ne font que le nommer. Un parallèle pouvant être fait avec les sciences de la nature serait d'expliquer la chute d'un objet en disant qu'elle est due à la physique. Si cette explication est vraie, elle ne permet pas d'en savoir plus, c'est une réponse pleine de boîtes noires. Pour réellement expliquer la chute il faut comprendre ce qu'est la physique, et quel mécanisme physique est responsable de la chute de l'objet. On constate le phénomène, mais on est incapable de comprendre les mécanismes qui lui sont sous-jacents.

Raymond Boudon (2003) dénonce donc le fait que les sciences sociales, en utilisant la TCR, ont trop souvent recours à des explications vides de sens, telles que les « forces » culturelles, biologiques, psychologiques ou encore telle que la fausse conscience.

La fausse conscience c'est lorsque quelqu'un pense quelque chose, mais que l'on se rend compte que ce n'est pas vrai dans l'action. Il affirme penser X, mais fait Y, il y a fausse conscience, il n'a pas conscience de l'opposition entre ce qu'il affirme et ce qu'il fait. Mais selon R Boudon, le gros problème c'est que l'on abuse de ce principe de fausses consciences. En effet, le milieu scientifique ne considère pas devoir tenir compte de la subjectivité de l'individu. C'est-à-dire que l'on considère que la science ne doit pas tenir compte du sens que l'acteur lui-même donne à ses actions, croyances ou attitudes. Ainsi de nombreux sociologues considèrent qu'ils sont les seuls à pouvoir déterminer le vrai sens des choses. Selon cette approche, les acteurs sociaux ne sont considérés que comme des objets ce qui permettrait normalement de faire des sciences humaines une vraie science. Le sociologue aurait donc des « super pouvoirs de voyance » permettant de comprendre pourquoi l'acteur à un comportement spécifique, mieux que l'acteur lui-même. C'est bien sûr faux, le sens que l'acteur donne à son action est le sens que l'action a pour cet acteur. Il n'y a pas une force invisible, identifiée comme la fausse conscience, qui lui fait faire quelque chose pour une raison différente de la raison pour laquelle il croit la faire.

Finalement on comprend qu'il y a des catégories de phénomènes sociaux qui échappent à la TCR. Celles-ci sont :

1. Les phénomènes se basant sur des croyances non triviales. Par exemple, croire que regarder à gauche et à droite avant de traverser permet de se sécuriser c'est trivial comme croyance. Croyance c'est lié à « croire », alors que rationalité c'est lié à « avoir des raisons de ». Par exemple : Comment les ADACC issues de la croyance en Dieu s'expliquent-elles ? La TCR bute ici parce qu'elle n'utilise que la rationalité instrumentale.
2. Les phénomènes se basant sur des croyances prescriptives et échappant à l'importance de la prise en compte des conséquences. C'est-à-dire les comportements n'ayant pas leur origine dans les conséquences, mais plutôt dans la croyance elle-même. Lutter pour sauver son honneur quitte à en mourir par exemple.
3. Les phénomènes ne se basant pas sur le caractère égoïste. Ces comportements individuels ne sont pas liés à l'intérêt de la personne qui en est à l'origine. L'exemple classique c'est les prises de position qu'on va avoir dans les films ou pièces de

théâtre, pourquoi est-on avec un tel plutôt qu'un autre alors qu'on n'a rien avoir avec eux ?

C'est pourquoi les postulats 4 à 6 sont, selon R Boudon, de trop dans la TCR. Ceux-ci limiteraient la réalité que cette théorie peut expliquer. Il considère donc que l'instrumentalisme, l'égoïsme et la maximisation sont des cas particuliers de comportements humains et non pas des cas généraux.

Il nous propose donc une théorie proche de la TCR, mais quelque peu remaniée. Celle-ci s'appelle le Modèle rationnel général (MRG). Il est composé des 3 premiers postulats du TCR, c'est-à-dire : individualisme, compréhension et rationalité. Ce modèle a l'avantage de conserver l'autosuffisance de l'explication du TCR tout en évitant ses limites, comme ne pas prendre en compte les phénomènes d'opinions (opinion : prise de position sans intérêts personnels). « Selon ce modèle l'acteur doit être considéré en principe comme ayant des raisons fortes de faire ce qu'il fait et de croire ce qu'il croit : tout ADACC est le fruit de raisons » R Boudon (2003).

Ces raisons pouvant être :

- Cognitives : comme accepter une théorie qui ne concerne pas l'acteur quant à ses intérêts, mais lui paraît être juste. Il est important d'insister sur le fait qu'une croyance est contextuelle. Elle dépend entre autres de l'état des connaissances de l'acteur et de son entourage. Ainsi les croyances que l'on considère comme étranges sont généralement simplement issues de raisons fortes issues d'un contexte différent du nôtre.

Alors qu'il est communément admis que les fausses croyances scientifiques du passé étaient basées sur des raisonnements rationnels, c'est-à-dire que dans l'esprit des scientifiques de l'époque, vu le contexte cognitif, ces croyances étaient basées sur des raisons perçues comme fortes (ils avaient des raisons fortes de penser ce qu'ils pensaient). Au contraire pour les connaissances ordinaires fausses ou bizarres, on continue de faire appel à des forces irrationnelles pour expliquer l'erreur. Or Durkheim et Weber ont eu le génie de comprendre que les croyances scientifiques tout comme les croyances ordinaires sont issues de raisonnement et donc de raisons valides dans le contexte cognitif dont ils sont issus. « Les individus apparaissent comme ayant des raisons fortes de croire ce qu'ils croient, mais appartenant à des contextes différents, les uns n'acceptent pas les croyances des autres. » R Boudon (2003). La même chose n'a pas le même sens pour deux

personnes issues de contextes différents et ayant un état des connaissances différent. Durkheim explique qu'il y a de bonnes raisons de ne pas abandonner une théorie qui est contredite par la réalité. Ainsi d'après la thèse de Duhem-Quine, comme le scientifique ne sait pas laquelle des propositions de sa théorie entraîne l'erreur, il espère qu'une modification minimale de celle-ci pourra permettre à la théorie d'être vraie. Ainsi il va modifier sa théorie, et donc croire en sa théorie, jusqu'à trouver une explication plausible n'ayant plus à être modifiée. Ceci permet également d'expliquer comment on peut croire au surnaturel malgré les échecs que peut produire le recours à ces théories/méthodes. En effet, tout comme le scientifique, le magicien va trouver sans peine des raisons auxiliaires expliquant l'inefficacité de sa méthode (dieux pas contents, rituel mal fait...). « La croyance en une relation de causalité fautive peut être confirmée par l'existence d'une corrélation, qui bien que fallacieuse, soit réelle » R Boudon (2003). Un exemple : les villageois font généralement les rituels de la pluie quand ils en ont besoin pour la récolte. Cette période est en général durant la saison des pluies étant donné que l'Homme s'adapte à son environnement. Finalement l'Homme plante ses champs à la période de l'année adéquate pour qu'au moment opportun il pleuve et que ses champs poussent. Mais il va aussi faire ces rituels de la pluie au moment où naturellement il y a de plus fortes chances qu'il pleuve et va donc croire à une relation de causalité qui n'est qu'une corrélation involontaire. Cette personne a donc des raisons fortes et valides de penser ce qu'elle pense, même si sa conclusion est fautive.

- Axiologiques : comme approuver une action qui ne concerne pas l'acteur quant à ses intérêts, mais qui correspond aux principes qu'il approuve. « Lorsqu'on se sent non concerné dans ses intérêts, mais concerné par une question, on a tendance à donner la primauté à des considérations axiologiques plutôt qu'instrumentales, à se comporter en spectateur impartial » R Boudon (2003). Notons qu'il peut y avoir une tension entre des personnes abordant une situation avec la perspective instrumentale et ceux l'abordant de manière axiologique. En effet pour quelqu'un qui évalue une situation de manière instrumentale, le comportement de quelqu'un abordant la même situation de manière axiologique peut paraître irrationnel (irrationnel : attitude qui ne soit pas basée, dans leur esprit, sur des raisons fortes). Ainsi l'exemple de quelqu'un refusant de passer un marché juteux pour l'honneur le reflète parfaitement, celui-ci a un comportement qui apparaît comme irrationnel à quelqu'un qui pense uniquement de manière instrumentale. Un exemple : L'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud. D'un côté on avait une majorité de la communauté

internationale qui voulait mettre la pression pour l'abolition et de l'autre il y avait des observateurs qui disaient que cela entraînerait des conséquences désastreuses. Pour les partisans du contre, les partisans du pour étaient irrationnels parce qu'ils ne prenaient pas en compte toutes les conséquences négatives que leur lutte idéologique (axiologique) entraînerait. Finalement le monde entier a soutenu le pour, parce que soutenu par des raisons axiologiques et ceci malgré les conséquences néfastes qui s'en sont suivies (très forte hausse de la criminalité). Les raisons axiologiques l'ont emporté sur les raisons instrumentales parce que la communauté internationale n'était pas directement touchée par les conséquences négatives des changements que l'abolition de l'apartheid entraînerait, alors que localement la majorité était contre parce que mue par des raisons instrumentales (peur des conséquences les affectant directement).

- Instrumentales : comme accepter une théorie ou approuver une action qui concerne l'acteur.

Ce qu'il faut finalement retenir c'est que dans le cadre du présent mémoire les phénomènes sociaux seront analysés en fonction du MRG. C'est-à-dire que tout phénomène social est issu de raisons perçues comme fortes par l'acteur à son origine. Cependant, les raisons peuvent être plus qu'uniquement instrumentales (lié à l'intérêt), elles peuvent également être d'origine cognitive ou axiologique.

Nous chercherons donc à identifier ce qui rend le fait d'aider difficile en nous basant sur la définition de l'aide que nous avons établie. Pour ce faire nous allons identifier ce qui dans le contexte et la réalité des aidants va à l'encontre de leur capacité à aider effectivement. Finalement nous utiliserons la MRG afin de nous focaliser sur les raisons à l'origine de certains des obstacles.

## Partie 3 : Méthodologie

### I) Se préparer à la recherche

#### 1) Constructivisme

L'auteur du présent mémoire s'inscrit dans le courant épistémologique phénoménologique constructiviste. C'est-à-dire qu'il part du postulat selon lequel la réalité n'est pas absolue, mais subjective à chacun de nous. Il n'existe ni réalité ni vérité absolue. La réalité est plutôt le fruit d'une construction intellectuelle qui dépend des prérequis conceptuels et théoriques de l'individu. Comme le dit Alex Mucchielli (2005) « On découvre que la "réalité" est façonnée par des "équations de départ", agissant comme des "lunettes intellectuelles". ». La réalité est donc fondamentalement subjective et est influencée par des caractéristiques de départ, reste à savoir lesquelles.

Afin de répondre à la question précédente, nous poserons un second postulat voulant que la subjectivité de la réalité individuelle dépende de l'environnement social, des expériences personnelles et de la représentation du monde de l'individu (Usunier, Easterby-Smith, & Thorpe, 2000b). C'est donc à partir de son interprétation de l'expérience du réel que l'individu va façonner sa réalité.

Toujours selon cette logique, il apparaît donc important de se rapprocher de l'expérience du réel de l'individu étudié afin de le comprendre lui, et sa réalité. D'où le choix de se rendre sur le terrain à Madagascar et sur les lieux d'interventions des sujets étudiés.

#### 2) Approche inductive du terrain de recherche

L'approche inductive nous est décrite par Rasolofo-Distler et Zawadzki (2011) comme « un raisonnement qui consiste à rassembler une série d'observations spécifiques pour arriver à formuler une conclusion générale. » Elle consiste donc à laisser le terrain de recherche parler pour lui-même, et non pas à essayer de l'interpréter grâce à des théories existantes ou à chercher à lui appliquer des théories.

De cette manière, l'auteur s'est laissé l'occasion de se faire surprendre par le terrain, de laisser le terrain faire ressortir des informations qu'il n'aurait pas attendues. L'approche

inductive en théorisant dans une moindre mesure le terrain avant la recherche permet à l'auteur d'aborder ce terrain avec un œil plus ouvert et moins orienté. Cette approche va donc limiter l'influence de la littérature sur les observations qui seront faites.

### 3) La subjectivité de l'auteur

Mais si choisir une approche inductive tend à limiter l'influence de la littérature sur les observations, elle ne permet pas d'éliminer les biais pouvant influencer la subjectivité du chercheur lui-même. Il n'est d'ailleurs pas possible de supprimer la subjectivité du processus de recherche. Ainsi comme le disent Saint-Cyr Tribble et Saintonge (1999) : « Les réalités des personnes impliquées (chercheurs et répondants) influent sur les perceptions et sur la façon d'appréhender l'objet de recherche [...] En tant que chercheur, [...] nous sommes imprégnés de subjectivités et nous cherchons à donner du sens aux observations que nous faisons du monde empirique avec lequel nous composons selon nos connaissances, croyances et valeurs. Ce qui n'enlève rien à notre rigueur, qui selon nous, doit se manifester d'une façon transparente, peu importe le paradigme auquel nous adhérons ». On comprend donc que comme la subjectivité de l'auteur n'est pas dissociable de sa recherche, il est nécessaire d'être transparent dans la manière dont ladite recherche a été menée. Ce qui importe ce n'est donc pas de ne pas être subjectif, mais plutôt d'être transparent quant à cette subjectivité.

Étant donné que le sujet du présent mémoire concernait, et touchait, directement son auteur il est évident qu'il avait un avis préconçu sur le sujet. Ainsi, l'auteur à travers son expérience de vie à Madagascar a régulièrement été confronté aux défauts de l'aide internationale, que ce soit les petites ou les grandes organisations, qu'elles soient publiques ou privées. C'est d'ailleurs cette opposition entre ce qu'il voyait, et vivait, sur place et la manière dont en Europe les personnes qu'ils rencontraient percevaient l'aide, qu'il a amorcé une remise en question du secteur. Son mémoire est donc fondamentalement influencé par cette remise en question de l'aide internationale et de l'action d'aider. Le lecteur doit en avoir conscience. Cependant, si l'auteur est influencé par sa subjectivité propre, il est important de mentionner qu'il en avait conscience et y a donc porté une attention particulière. Ainsi plutôt que de vouloir défendre de manière partisane son avis, il a plutôt essayé de compléter sa vision de la réalité, c'est-à-dire d'apprendre.

C'est dans cette optique que l'auteur de ce mémoire a décidé de porter son attention sur les aidants et les difficultés que ceux-ci rencontrent dans leurs pratiques quotidiennes. En effet, il pose l'hypothèse selon laquelle les aidants veulent aider, mais que dans la pratique ils ne le font pas toujours comme tend à montrer la revue de littérature. Une seconde hypothèse qu'il pose est que les aidants ont des raisons qui expliquent leurs choix et pratiques. Afin de comprendre ces raisons, il est donc apparu nécessaire de se confronter aux aidants et à leur vision des choses.

Notre sujet concernant fondamentalement le fait d'aider, il est apparu primordial de présenter la manière dont l'auteur se positionne vis-à-vis de l'aide. En effet, comprendre les difficultés que rencontrent les aidants dans leurs pratiques n'est pas suffisant pour comprendre les enjeux qui en découlent. C'est pourquoi une présentation de l'aide, au vu des critiques qui lui sont adressées, a paru nécessaire. On comprend donc que l'auteur du présent mémoire cherche à remonter à l'origine de l'efficacité, ou de l'inefficacité de l'aide, c'est-à-dire aux raisons à l'origine de la mise en place des pratiques d'aide. Finalement au lieu de critiquer les aidants, il a cherché à les comprendre, à comprendre pourquoi ils mettaient en place certaines pratiques plutôt que d'autres.

#### 4) L'aide internationale n'est pas une aide à part

Ce travail de recherche s'étant focalisé sur le contexte de pays dits pauvres et en particulier celui de Madagascar, il paraît nécessaire de porter son attention sur la manière dont on lutte contre cette pauvreté, c'est-à-dire l'aide et le travail social.

Un postulat important que pose l'auteur de ce mémoire est de dire que l'aide qu'elle soit adressée aux populations de son propre pays, ou à des populations étrangères, consiste en la même chose dans la pratique de l'aidant. L'aide offerte dans un contexte occidental et l'aide offerte dans un contexte international font intervenir les mêmes processus. L'aide est donc considérée comme n'ayant pas d'appartenance ethnique, n'ayant pas d'appartenance territoriale ou culturelle. C'est un phénomène que l'auteur du présent mémoire choisit d'abordé comme une relation d'humain à humain, que ce soit un occidental qui aide un Africain, ou le contraire, le processus et les approches pour aider sont les mêmes. Il se refuse donc à considérer l'action de l'aide internationale comme étant fondamentalement différente du travail social occidental, parce que le faire serait considérer qu'il y a différente sorte d'humains qu'il faut traiter ou aborder de manière différente.

L'acteur qui aide en Afrique, ou en Europe, est confronté aux mêmes caractéristiques clés de l'aide. C'est donc les conséquences découlant de l'application correcte ou non du processus d'aide qui vont différer, mais pas le processus en lui-même. Afin d'illustrer cette idée il suffit de penser aux différentes situations dans lesquels l'action d'aide est présentée comme n'étant pas adaptée à la culture locale. En effet, le problème n'est pas considéré comme étant culturel, mais comme étant la conséquence du fait que l'aidant n'ait pas mis suffisamment d'emphase sur l'importance de connaître son bénéficiaire pour pouvoir l'aider. La différence culturelle peut très bien être considérée comme équivalente aux différences de personnalités. Ainsi l'aidant qui adapte son aide à la culture de la personne qu'il aide, fait intervenir les mêmes logiques que le travailleur social qui adapte son aide à la personnalité de la personne qu'il aide. Que ce soit le travailleur social ou l'aidant international, les deux sont confrontés aux mêmes opportunités et aux mêmes obstacles dans leur rapport à l'aidé. Mon point ici est de dire qu'il n'y a qu'une manière d'aborder l'aide, que celle-ci est universelle, et que les problèmes que l'on rencontre dans le travail social, ou dans l'aide internationale, sont des conséquences différentes des mêmes enjeux. Finalement si l'aide internationale ne peut être considérée comme équivalente à l'aide des travailleurs sociaux, si elle fait intervenir des enjeux supérieurs ou différents du simple fait de chercher à aider, alors ce n'est pas de l'aide, mais bien autre chose.

Finalement il est dit dans la littérature qu'il n'existe pas de domaine propre au travail social, qu'il n'existe pas de corpus de connaissance du travail social, il n'existe pas de science du travail social (Stéphane Rullac, 2014). Les connaissances du milieu proviennent toutes d'autres branches des sciences sociales telles que la sociologie ou la psychologie par exemple. Il est donc possible d'aborder le sujet de l'aide internationale sous de nombreux angles différents. Dans ce mémoire on aborde le sujet du point de vue des aidants, pour ensuite le confronter aux critiques qui sont faites à l'aide dans la littérature. Ceci afin de potentiellement faire ressortir des raisons expliquant la difficulté d'aider, comme cela a été défini dans ce mémoire.

D'une part on explique comment la littérature justifie l'absence de résultats probants de l'aide, voire l'existence de résultats négatifs. Et d'autre part, va chercher l'explication dans la pratique des aidants. Dans le premier projet de mémoire, pour comprendre ce qui dans la pratique permet d'aider efficacement. Et dans le deuxième projet de mémoire, pour comprendre ce qui dans l'expérience des aidants rend le fait d'aider difficile.

## II) Terrain et collecte de données

### 1) Premier projet de mémoire : une observation participative

L'objectif était de remettre en question la vision commune que l'on se fait de l'aide. D'après mon expérience personnelle dans un des pays les plus pauvres du monde : Aider, n'aide pas toujours. L'intuition ayant guidé l'auteur était qu'il fallait adopter une certaine approche spécifique pour pouvoir aider. C'est cette approche que la littérature ne commence qu'à aborder, qu'il espérait trouver, et analyser, dans l'organisation choisie. La seconde intuition de l'auteur était que le rôle du leader était primordial dans une organisation sociale et qu'il était potentiellement à l'origine des bonnes pratiques de l'association.

Le projet de recherche était donc de faire une observation participative auprès d'une association à but social à Madagascar pendant 3 semaines afin de pouvoir relever ce qui dans la pratique rendait l'action de l'aide efficace. Pour ce faire, nous avons sélectionné une association ayant une très bonne réputation à Madagascar, et dont le créateur est régulièrement cité pour le prix Nobel de la paix. Cette association, et son fondateur aidant le peuple malgache depuis plus de 30 ans paraissaient idéalement choisis pour faire une observation participative.

Or c'est en cherchant comment évaluer l'efficacité ou la qualité de l'aide qu'on a fait le constat qu'il n'y avait pas de consensus sur la manière dont il faut évaluer l'aide. D'ailleurs d'après l'OCDE (1999) elle-même « Les évaluations d'opérations d'assistance humanitaires entreprises ces dernières années ont varié énormément quant à leur approche, les ressources humaines et matérielles affectées, et leurs structures de gestion. Au vu des disparités quant à la qualité, la portée et le niveau d'intervention de ces évaluations, on peut parler d'« anarchie méthodologique ». ».

De plus comme le dit Penven Alain (2013) : « L'évaluation est une démarche qui a pour objectif de donner un jugement de valeur grâce à la mobilisation d'outils d'observation et d'analyse rigoureux. Son but est de donner plus de cohérence, d'efficacité par un processus d'enrichissement des pratiques. C'est donc un processus d'apprentissage, d'amélioration continue. » Ainsi, pour pouvoir évaluer il faut tout d'abord comprendre. Évaluer l'aide oblige à conceptualiser ce que c'est que d'aider, à définir les mécanismes et les enjeux qui lui sont propres. On réalise que le choix de la méthode d'évaluation détermine le choix de la conception de l'aide. Cette anarchie méthodologique a donc comme conséquence de laisser

le champ libre à l'auto-évaluation. On comprend que sans critères d'évaluation communs, chacun peut prétendre aider sans que l'on ne puisse le contredire.

L'idée est qu'en laissant chacun évaluer soit même l'efficacité de sa propre action d'aide, on fait en sorte que tout le monde puisse prétendre aider. Chacun peut prétendre aider étant donné qu'il décide lui-même de la manière dont il va évaluer si oui, ou non, son action a bel et bien aidé. Une métaphore simpliste, mais réaliste serait de laisser l'auteur de ce mémoire lui-même le corriger et se noter, il pourrait ainsi s'attribuer la note maximum sans que celle-ci ne soit représentative de la qualité de son travail. Finalement, on se rend compte que dans le secteur de l'aide, ils n'ont pas porté assez d'emphase sur l'action même d'aider. Dans ce contexte, il a paru important pour l'auteur de ce mémoire de clarifier la définition de l'aide qu'il a utilisé ainsi que la manière dont il est arrivé à cette définition.

En ce qui concerne la récolte de données, deux méthodes ont été privilégiées : l'observation participative et les entrevues semis-directives. L'observation participative devait permettre au chercheur de se rapprocher au plus près de son sujet d'étude durant 3 semaines en pratiquant l'aide lui-même. Afin de rendre compte de ses observations, il était prévu de tenir un journal de bord quotidien, en y rapportant ses expériences, réflexions et ressentis du jour. L'intérêt de cette méthode est de conserver les données observées intactes dans le temps. C'est-à-dire d'être le témoignage de l'état de pensée de l'auteur au moment de ses observations, et non pas au moment de sa rédaction. L'idée est d'éviter de faire référence à des expériences, ou des observations, des mois après les avoir vécues et donc de potentiellement en modifier le contenu. Mais durant cette observation participative, il était également prévu de sélectionner dans l'organisation les personnes à interviewer par la suite. Il apparaissait à l'auteur que suite aux 3 semaines de travail au sein de l'organisation, il aurait une meilleure compréhension de son fonctionnement et des personnes clés en son sein. Suite à nos observations et en fonction de la pertinence, il était prévu d'interviewer entre 10 et 20 personnes.

Ces entrevues devaient permettre de recueillir les témoignages des aidants quant à leurs pratiques. Le choix d'entrevues semi-directives a été fait afin de laisser une certaine liberté de répondre à l'aidant, tout en permettant de l'orienter sur des sujets touchant à notre recherche. Ce mode d'entrevue devait également, selon l'auteur, mieux convenir aux habitudes du pays où la recherche allait se faire. En effet, selon l'expérience antérieure de l'auteur à Madagascar il est plus facile de faire parler les Malgaches dans une discussion ouverte que dans une discussion totalement dirigée. De plus cette manière de faire permet

de relever les éléments sur lesquels le répondant va insister et donc porter plus d'importance tout en lui laissant le champ libre pour expliquer pourquoi.

## 2) Les difficultés rencontrées

Cependant suite à des déconvenues de dernières minutes ce premier projet de mémoire n'a pas pu être réalisé.

Comme le projet était de faire une observation participative dans une association particulière, un premier contact avait été établi depuis Montréal en septembre. Celui-ci s'est fait par l'intermédiaire du mail officiel de l'organisation. Comme ce premier contact est resté sans réponse, un second mail a été envoyé, mais cette fois-ci à l'adresse mail du fondateur de l'association. Ce contact avait été suggéré par une personne participant aux financements de l'association.

Dans ce mail je commençais par me présenter en mentionnant entre autres que j'avais grandi à Madagascar et que j'étudiais actuellement dans une école de commerce au Canada. Ensuite je mentionnais l'importance de la lutte contre la pauvreté, tout en insistant sur la qualité de leur intervention. Suite à quoi j'expliquais vouloir moi-même m'investir auprès de leur association durant une période flexible de 2-4 semaines, selon leur convenance, comme bénévole au sein de l'association tout en profitant de l'occasion pour faire mon terrain de mémoire. L'emphase avait été mise sur l'intérêt que pouvait retirer l'association de mon intervention, c'est-à-dire une main-d'œuvre gratuite et motivée. Mais également de l'intérêt d'un mémoire portant l'emphase sur l'expérience de l'aidant et les pratiques lui permettant d'être efficace. Ainsi j'expliquais que ce travail en plus de leur fournir de la main-d'œuvre gratuite, avait pour objectif de permettre à d'autres aidants d'aider efficacement dans le contexte malgache. In fine, ils étaient gagnants à tous les niveaux, la recherche permettrait peut-être d'aider plus de monde efficacement et ma main-d'œuvre était acquise et gratuite.

Mais la réponse que j'ai obtenue était très loin de mes attentes. Tout d'abord ce n'était pas le fondateur de l'association qui m'avait répondu, mais une collaboratrice à lui. On m'y expliquait dans un français très approximatif que j'étais le bienvenu pour faire des donations, mais que mon intervention ne l'intéressait pas, que l'association pour laquelle elle travaillait ne se prétendait pas être un exemple, que leur unique objectif était d'aider un maximum de personne et non pas de théoriser sur l'aide. Finalement elle terminait son mail en disant

qu'elle en parlerait au fondateur de l'association et me reviendrait, chose qui n'est jamais arrivée. Pour faire court, l'impression que donnait cette réponse était que la personne qui me répondait n'avait rien compris à ce que je proposais, tout en faisant paraître cette personne comme hautaine, voire raciste. Ayant l'habitude du pays et de ce genre de comportements, j'ai décidé de faire comme souvent à Madagascar et de faire jouer les contacts afin de pouvoir soit directement obtenir l'autorisation d'intervenir dans l'association, soit d'obtenir un moyen de réellement contacter le fondateur.

Après moult déconvenues je suis finalement parvenu à obtenir la garantie d'un professeur de mon ancien lycée, travaillant pour cette association, de pouvoir y faire ma recherche. Cedit professeur mentionnait son enthousiasme quant à mon sujet et l'intérêt qu'y porterait sans aucun doute le fondateur de l'association. Il expliquait entre autres que lui aussi avait des problèmes de communication avec l'organisation, qu'il comprenait ma situation et qu'il pouvait m'aider. Cependant lorsque j'ai recontacté le dis professeur une semaine avant mon départ afin de finaliser les détails de notre prise de rendez-vous, celui-ci n'a plus répondu. Une fois rendu sur place à Madagascar, pas plus de réponses. Lorsque je suis allé au lycée pour le retrouver, il m'a finalement expliqué n'avoir rien fait pour moi et qu'il ne ferait rien parce qu'il en avait marre de cette association. Je me suis alors rendu à l'association de moi-même afin de pouvoir obtenir cette autorisation. Malheureusement je ne suis pas parvenu à entrer en contact avec le fondateur, et les personnes travaillant avec lui n'avaient aucune envie de me voir là.

Je me suis donc retrouvé à Madagascar, après 6 mois de préparation sans terrain de mémoire. De plus, suite à un imprévu familial les personnes qui me logeaient, ne pouvaient plus me loger, m'obligeant à trouver un autre logement sur place ce qui a réduit mon séjour de 6-7 semaines, à 4 semaines. Lorsque je m'étais renseigné sur ce qui allait être nécessaire pour faire ma recherche auprès de mon cercle social local, ceux-ci m'avaient expliqué que le trafic à Antananarivo<sup>1</sup> était devenu insoutenable. Il m'avait donc été fortement recommandé d'avoir un deux roues afin d'éviter de perdre 2-3 heures par jour dans les embouteillages et d'éviter les problèmes de sécurité liés aux taxis. J'avais donc pris mes dispositions des semaines à l'avance en achetant un scooter, mais la personne à qui je l'avais acheté ne me l'a fourni que 10 jours après mon arrivée. Ceci parce qu'il n'avait pas réglé les papiers administratifs liés à la vente. Comme si ce n'était pas suffisant durant le mois où j'étais à la capitale il y avait une sécheresse sans précédent entraînant pénurie d'eau, d'électricité et une augmentation de l'insécurité. Finalement pour mettre un terme à

---

<sup>1</sup> Capitale de Madagascar et terrain de recherche.

cette série noire, le principal fournisseur d'internet du pays a subi une panne de 3 semaines, rendant toutes connexions à internet impossibles durant 1 semaine et aléatoires durant les deux semaines suivantes. En effet, le câble de fibre optique s'était sectionné dans le canal du Mozambique, obligeant le fournisseur à faire appel à la connexion satellite de son concurrent et in fine à saturer celui-ci.

La situation était donc la suivante : 3 jours après mon arrivée, j'apprends que je ne pourrai pas faire mon projet. Je n'ai pas de moyen de transport autre que les taxis, ce qui en plus de fortement limiter mes déplacements, les rend dangereux et onéreux. Je n'ai plus que quelques jours de logement avant de devoir en trouver un autre. Il n'y a jamais de courant là où je loge, ce qui m'oblige à aller dans des hôtels en ville pour pouvoir utiliser mon ordinateur et travailler. Et quelques jours après il n'y a même plus internet dans le pays.

La décision a donc été prise qu'il était trop difficile, et risqué, dans ces conditions de chercher, trouver et convaincre une autre association de me laisser travailler avec eux durant 3 semaines. Il a donc fallu réorienter mon sujet différemment.

### 3) Projet réalisé

Ainsi la décision a été prise de ne plus chercher à identifier ce qui dans les pratiques d'une organisation particulière était efficace. Mais plutôt de chercher à comprendre ce qui, du point de vue de l'aidant, rend la pratique de l'aide difficile. Comme mentionné dans la partie 1 « Se préparer à la recherche » de la méthodologie, la revue de littérature nous place dans une position critique vis-à-vis de l'impact de l'aide. Nous chercherons donc à apporter un éclairage nouveau sur ce qui est dit dans littérature, en fonction du paradigme des aidants et des difficultés qu'ils y rencontrent.

Nous chercherons donc à identifier ce qui rend le fait d'aider difficile en nous basant sur la définition de l'aide que nous avons établie à la suite de la revue de littérature. Finalement nous chercherons à identifier ce qui dans le contexte et la réalité des aidants va à l'encontre de leur capacité à aider effectivement.

En réorientant le projet de recherche de la sorte, celui-ci restait sur la même ligne directrice qui consistait à vouloir confronter la théorie à la pratique. C'est-à-dire à vouloir confronter les débats académiques à l'expérience de terrain des aidants, à essayer de faire ressortir de nouveaux enjeux et à essayer d'expliquer l'absence de résultats de l'aide à partir du

paradigme des aidants. Ou encore de chercher à expliquer l'inefficacité de l'aide constaté au niveau macro, par des éléments micro. L'intuition de l'auteur de ce mémoire étant que comme c'est les aidants qui pratiquent l'aide, c'est dans la réalité des aidants que l'on peut trouver des explications quant à la difficulté d'aider au sens où on l'entend. Et donc finalement que c'est au niveau du paradigme des aidants que ce trouve l'origine des pratiques d'aide dénoncées dans la revue de littérature.

Cette étude s'est faite sous forme d'entrevue semi-dirigée et s'est focalisée sur les aidants, les raisons à l'origine de leurs pratiques et les difficultés qu'ils rencontraient dans leur pratique. Pour ce faire, une 15<sup>eme</sup> d'associations a été contactée sur place afin d'obtenir une entrevue avec une personne adéquate en leur sein.

Lors de cette prise de contact, je leur expliquais que la recherche consistait à recueillir les expériences de terrain de personnes actives dans le milieu de l'aide à Madagascar. En particulier d'en recueillir les obstacles et les opportunités. La manière de contacter les organisations a délibérément changé par rapport au premier projet, ou l'organisation était présentée comme un exemple et le chercheur comme voulant comprendre ce qui dans sa pratique en faisait un exemple. En effet, suite à l'incompréhension résultant de l'échec du premier projet de mémoire et de la réflexion qui en a suivi, une hypothèse a été émise. Celle-ci voulant qu'une organisation d'aide considérée comme efficace n'eût peut-être pas intérêt à ce qu'on identifie ce qui rend ses pratiques efficaces étant donné qu'elle pourrait perdre son avantage compétitif. Ou encore que les organisations pussent avoir peur du jugement du chercheur, ou de l'absence de résultats probants suite à sa recherche. Il ne fallait donc pas faire peur aux organisations lors de la prise de contact, mais plutôt insister sur les enjeux liés à l'aide dans le contexte malgache et sur l'intérêt de l'auteur pour les expériences vécues par les aidants.

Il n'y avait donc aucun jugement de valeur que ce soit durant la prise de contact, la visite de l'organisation ou encore l'entrevue. Lors de la prise de contact, je mentionnais vouloir recueillir leur expérience de terrain quant à la pratique de l'aide dans un pays en développement. Je leur expliquais que ce qui manquait à la littérature sur le sujet c'était des retours de ceux qui sont aidés d'une part et de ceux qui aident d'autre part. Mon mémoire se concentrant sur l'expérience de l'aidant afin de mieux comprendre les enjeux auxquels il est confronté dans sa pratique de l'aide. Ceci toujours dans un objectif d'amélioration continue du secteur. Mais j'insistais aussi sur mon envie de comprendre ce qui pouvait se mettre en travers du chemin de l'aidant dans sa pratique d'aide. L'idée étant que comme

ces obstacles étaient une source de frustrations pour les aidants, ils auraient envie de les partager ou les dénoncer, contrairement aux bonnes pratiques.

Alors que je pensais facilement entrer en contact avec des associations à Madagascar étant donné leur nombre important et la primauté de leur lutte, j'ai été étonné de me rendre compte que c'était la partie la plus difficile de mon travail de recherche. J'ai ainsi dû faire face à de nombreuses difficultés telles que l'absence de réponse, l'absence d'intérêt, la peur du chercheur, l'âge du chercheur ou encore d'obtenir des rendez-vous sans que personne ne s'y présente.

Durant la recherche d'ONG pouvant nous recevoir pour une entrevue, différents obstacles nous ont barré la route. Premièrement la difficulté liée à internet et aux pannes de courant. Sous la contrainte du temps, sans internet et avec des pannes de courant quotidiennes de 6 à 12h, il a été particulièrement difficile de chercher des organisations autrement qu'en cherchant physiquement ou en demandant à mon cercle social. Une fois les associations trouvées, il fallait également réussir à les joindre, c'est-à-dire obtenir les modes de contacts de ces associations. Or ceux-ci sont souvent obsolètes, et lorsqu'ils ne le sont pas les pannes de courant, les batteries des téléphones à plat ou tout simplement la non-lecture des mails sur une base régulière freinaient notre prise de contact. Lorsque le contact était enfin établi, que ce soit par téléphone, mail ou en personne, la seconde difficulté était de générer un intérêt. Moi qui pensais que ces associations avaient tout intérêt à augmenter leur visibilité, à faire parler d'elles et de leurs méthodes d'aide je me suis trompé. J'ai ainsi souvent été face à des personnes réticentes à l'idée de me voir et de discuter de leurs pratiques avec moi. L'impression qu'elles dégageaient était qu'elles avaient peur d'être évaluées et d'être jugées, alors même que je mentionnais explicitement que ce n'était pas l'objectif du mémoire. Une autre raison pouvant expliquer ceci est la peur de la divulgation de leur avantage compétitif sur le marché de la récolte de dons. Ou encore comme plusieurs personnes me l'ont mentionné sur place, que c'était de fausses associations qui avaient donc tout intérêt à garder le flou sur leurs réelles pratiques. Finalement, mon manque de légitimité en tant que jeune étudiant chercheur m'a clairement handicapé, en effet il m'est arrivé plusieurs fois d'avoir un rendez-vous, de m'y rendre et de constater l'absence de la personne à interviewer. Il est même arrivé qu'une personne me fasse venir à deux rendez-vous sans s'y rendre et sans raison autre que d'avoir oublié. Cette même personne je ne l'ai d'ailleurs jamais rencontré. Il est important de réaliser qu'avant d'entrer en contact avec une association je faisais des recherches sur elle, lorsque c'était possible, afin de pouvoir

adapter mon entretien à leur activité. J'ai donc perdu beaucoup de temps à cause des personnes de contacts non sérieuses, des absences de réponses et du temps de réponse.

Finalement, afin de répondre à ces problématiques, comme mentionné précédemment j'ai décidé de faire appel à mon cercle social sur place afin d'être dirigé vers des associations pertinentes et désirant partager avec moi leur expérience de terrain. C'est ce que les théoriciens de l'Association of Social Anthropologists of the UK and the Commonwealth ont appelé des «gatekeepers», c'est-à-dire des personnes locales facilitant le lien entre le chercheur et son sujet de recherche. Une fois les recommandations de ces « gatekeepers » faites, je faisais des recherches sur internet, quand les conditions le permettaient, afin de vérifier la pertinence de celles-ci. Ensuite j'essayais de les joindre par téléphone, mail et généralement en me rendant sur place.

Cette méthode recourant à des contacts locaux afin d'atteindre les organisations est d'autant plus adaptée au contexte malgache dans lequel le recours aux intermédiaires est une quasi constante. Il faut comprendre que, si en Amérique du Nord l'appartenance à une institution universitaire et le recours à des documents du type de ceux du Comité d'Éthique en Recherche (CER) de HEC Montréal sont des éléments facilitants et permettant l'établissement d'une relation de confiance, à Madagascar ce n'est pas le cas. Les organisations ont donc effectivement rempli ces documents, mais sans en avoir quoi que ce soit à faire, sans en voir la moindre utilité. Au contraire, l'approche chercheur faisait plus peur qu'autre chose, et sortir le document du CER créait du stress plus qu'il n'en enlevait. C'est donc en me faisant présenter des personnes par les gatekeepers, et en établissant un contact direct avec elles, que j'ai pu établir une relation de confiance suffisante. La relation de confiance n'était donc pas établie grâce aux dits documents, mais plutôt par le recours à ces gatekeepers et le contact direct avec les personnes concernées. Mentionnons que plusieurs personnes ayant été interviewés ont explicitement mentionné que si je n'avais pas été présenté par quelqu'un qu'ils connaissaient, jamais ils n'auraient pris le temps de m'aider dans ma recherche. Si le recours aux gatekeepers a permis de trouver une dizaine d'associations à contacter, malheureusement il n'a pas permis d'obtenir autant d'entrevues.

#### *(A) Collecte de données*

La collecte de donnée s'est faite à l'aide d'entrevues semi-dirigées, mais également par la tenue d'un journal de bord. En effet, avant de réaliser une entrevue je demandais toujours

à faire une journée de visite de l'organisation. Ceci pour plusieurs raisons, premièrement pour démontrer l'intérêt et le respect qu'était porté au travail de la personne à interviewer. Deuxièmement afin de pouvoir apprendre à connaître la personne à interviewer avant l'entrevue et d'ainsi établir une relation de confiance avec elle en me rapprochant de sa réalité. Et troisièmement afin de pouvoir constater par moi-même l'action de l'association, d'ainsi discuter avec les différents membres de celle-ci et de pouvoir adapter s'il y avait lieu mon questionnaire d'entrevue. Afin de conserver les données observées, je prenais des notes sur le moment même. Une fois la journée terminée je retranscrivais celles-ci sur mon ordinateur sous la forme d'un journal de bord. L'objectif était de pouvoir conserver les impressions, raisonnements et questionnements que je me faisais à ce moment, pour pouvoir les réutiliser une fois la rédaction du mémoire amorcée.

Mais le journal de bord a également permis de conserver une trace des expériences quotidiennes de l'auteur, de son état de pensée ou encore des rencontres et discussions faisant avancer son raisonnement. Ces expériences ou réflexions étaient notées sur le moment même, pour ensuite être transcrites le soir sur ordinateur.

Généralement, les visites duraient entre 1 demi-journée et une journée entière, durant ces journées j'observais et je me renseignais sur l'association et ses pratiques de manière informelle et curieuse. De manière pratique on me présentait l'association, je discutais avec les différents acteurs de celle-ci, mais surtout je me rapprochais au plus près de la réalité des aidants. Parfois, je participais même aux activités de l'association, ce qui en plus d'être une expérience humaine me permettait de fortement me rapprocher de la personne à interviewer et de la réalité qu'est la sienne. Par exemple, j'ai pu voir des enfants qui semblaient heureux alors même que l'aide n'était pas parfaite au sens où on l'entend, ou encore voir des aidants être impliqués corps et âme dans leur projet jusqu'à en pleurer.

C'est durant ces journées de discussions visites que la relation de confiance s'établissait réellement étant donné que l'on apprenait à se connaître mutuellement. Selon moi c'est durant ces journées pré entrevues que les discussions les plus intéressantes ont eu lieu. En effet, l'absence de formalité, la liberté des sujets de discussion, l'intérêt réel que je montrais pour leur action d'aide et tout simplement ma présence physique sur leur lieu d'intervention leur permettaient de naturellement parler sans penser à la recherche universitaire en arrière. Comme mentionné précédemment l'approche chercheur impressionnait ou faisait peur, les personnes interrogées avaient donc tendance à se conformer au comportement qu'elles imaginaient devoir adopter dans une telle situation. De plus le fait d'enregistrer les entrevues participait à renforcer cette crainte. Un constat a pu être fait, c'est qu'en entrevue, leur

langage était plus sérieux, leurs opinions moins libres et leurs témoignages moins virulents. Je finirais ce point en ajoutant que cette manière de discuter librement, d'apprendre à se connaître avant de collaborer est typiquement la manière de faire à Madagascar.

Il est à noter qu'afin de limiter l'impression d'avoir affaire à un chercheur, les notes n'étaient pas prises sur un bloc-notes, mais sur mon téléphone portable. Ainsi les notes étaient prises une fois la conversation terminée, ou une fois que j'étais libre de consulter mon téléphone sans que cela ne paraisse impoli. L'idée étant simplement que l'on ne puisse pas différencier la prise de note, de la simple consultation du téléphone portable et d'ainsi éviter que celle-ci ne devienne une barrière à l'établissement d'une conversation informelle.

Une fois la visite de l'association faite, le rendez-vous pour l'entrevue établie, je retranscrivais mes notes dans mon journal de bord le soir même afin d'avoir un témoignage de l'état de mes pensées suite à ces visites. Ce témoignage devant par la suite servir à la rédaction de mon mémoire.

Je revenais ensuite un autre jour afin de faire passer l'entrevue. Ayant déjà amassé bon nombre d'informations durant les visites pré-entrevues, ces entrevues me permettaient de revenir sur ce qui avait été dit, de l'approfondir et de l'enregistrer. Étant donné que le contact avait déjà été établi, que l'on se connaissait cette entrevue se passait sans embûches.

Le choix d'une entrevue semi-directive a été fait pour plusieurs raisons. Tout d'abord, pour inciter la personne à parler librement comme lors des visites en recréant un climat de discussions. Ensuite, le semi-directif a été préféré au non-directif parce qu'il permet tout en maintenant un climat de discussion, d'orienter le répondant vers des sujets qui nous intéressent. Toute la difficulté de l'entrevue étant de poser des questions ouvertes, c'est-à-dire qui permettent aux répondants de répondre sans être dirigés vers un format de réponse pré-défini. De plus, cette manière de faire permettait de relever sur quels éléments le répondant portait plus d'importance tout en lui laissant le champ libre pour expliquer pourquoi.

Les entrevues se déroulaient dans les locaux des personnes interviewées. Avant de commencer il était de mise de demander si je pouvais effectivement enregistrer l'entrevue afin de faciliter la collecte de données. Toutes les entrevues ont donc été enregistrées, celles-ci duraient entre 45 minutes et 2 heures. L'enregistrement était ensuite transféré sur mon ordinateur et sur mon disque dur afin de garantir la conservation des données.

En ce qui a trait au guide d'entrevue, celui-ci commençait par demander de présenter l'association et son fonctionnement global pour ensuite aborder 7 thèmes principaux. Ces thèmes sont les suivants :

- Volonté de l'aidant : l'objectif était de comprendre les raisons motivant l'aidant à aider tout en cherchant à comprendre le parcours l'y ayant mené.
- Capacité à aider : l'objectif était d'identifier comment l'aidant se percevait par rapport à son action d'aide, c'est-à-dire quel problème il résolvait avec son aide et pourquoi il pensait que son intervention était nécessaire.
- La temporalité de l'aide : l'objectif était d'identifier si l'aide mise en place avait un début et une fin, c'est-à-dire si le projet d'aide tendait à rendre dépendant ou plutôt à rendre indépendant. Pour ce faire, on pouvait se renseigner sur le sort des bénéficiaires de l'aide suite à celle-ci ou encore sur les raisons justifiant la temporalité choisie.
- L'implication du bénéficiaire dans l'aide reçue : l'objectif était d'identifier si le bénéficiaire intervenait dans l'aide qu'il recevait et si c'était le cas de quelle manière.
- Résultats de l'aide : l'objectif était de comprendre ce que l'aidant identifiait comme des résultats de son aide, c'est-à-dire comment il allait expliquer ce qu'il avait produit grâce à son aide.
- Origine des bonnes pratiques : l'objectif était d'identifier comment l'aidant définissait les bonnes pratiques. Mais aussi de comprendre ce qui selon eux était le cœur de l'efficacité de leur association, ceci afin d'identifier si c'est une logique, une personne, une pratique ou autre.
- Obstacles et opportunités : l'objectif était de comprendre ce qui avait pu les empêcher de faire ce qu'ils voulaient à l'origine ou encore si des opportunités les ont fait dévier des pratiques d'origines.

Ces questions cherchaient donc à établir l'origine des pratiques de l'aidant, les éléments qui sont intervenus pour les modifier (positivement ou négativement) et si l'aide mise en place correspondait à ce qu'on avait établi comme définition de l'aide.

#### 4) Échantillon

Comme mentionné dans la partie 2.b de la méthodologie, le contexte dans lequel le chercheur est arrivé pour faire son terrain était particulièrement complexe. En effet ces conditions difficiles n'ont pas laissé une grande marge de manœuvre quant à la sélection des associations à entrevoir. Si durant la phase de recherche d'association une attention particulière avait été portée sur le fait de sélectionner des organisations ayant des profils différents, le manque de répondant des associations contactées a fait que celles qui ont été entrevues sont celles qui ont répondu positivement à notre requête. Ainsi nous avons eu accès à seulement 4 organisations différentes afin d'effectuer des entrevues : un orphelinat, une entreprise sociale, un projet de développement des capacités des bénéficiaires d'une grande organisation d'aide internationale et une association caritative de rugby. Chacune des associations présentant des caractéristiques propres : l'orphelinat est une association familiale, non malgache, de petite envergure qui ne fait pas de communication. L'entreprise sociale est malgache et génère elle-même les revenus lui permettant d'aider. Le projet de développement des capacités des bénéficiaires est issu d'un des organismes à l'origine de l'aide internationale des 50-60 dernières années. L'association de rugby ressemble à un club ayant un volet social, il est aussi connu comme le club de rugby des étrangers de la capitale et est actuellement en plein cœur d'une polémique.

Si l'organisation auprès de laquelle devait se réaliser l'observation participative du premier projet de mémoire n'a pas donné suite à nos requêtes, elle sera quand même abordée dans les résultats. En effet, les informations issues de la visite de l'association, ainsi que de la confrontation avec un bénévole de l'association, ont été conservées dans le journal de bord.

Finalement une fois de retour à Montréal, le choix a été fait de rencontrer un travailleur social local afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle toute aide implique les mêmes composantes et donc que l'aide n'a pas d'appartenance culturelle. Cette personne est dans le milieu du travail social depuis plus de 40 ans, il a de plus eu des expériences à l'étranger dans des pays dits pauvres tels que Haïti. Afin de constater si les enjeux étaient différents, il a été soumis aux mêmes conditions d'entrevues que les personnes ayant été interrogées à Madagascar.

## 5) Traitement des données

Une fois de retour à Montréal, le choix a été fait de résumer les propos des personnes interrogées par thèmes plutôt que de faire des verbatims. Cette décision a été prise pour deux raisons, premièrement il n'a pas paru utile de reporter mot à mot les propos recueillis, deuxièmement par souci de langage. En effet, certaines personnes ayant été entrevues avaient des difficultés à s'exprimer dans la langue française. Ainsi si ces personnes parvenaient toujours à exprimer leurs idées, cela pouvait prendre du temps et de nombreuses phrases, pas toujours claires, pour le faire. Le choix de résumer les entrevues par thème permettait donc de conserver le sens des propos tout en les présentant de manière claire et concise. Ces documents font entre 4 et 7 pages.

Cependant suite à l'écriture de la première ébauche de résultats, il a été constaté que cette manière de procéder avait le désavantage de diminuer l'authenticité et la substance de la recherche. Ainsi il a semblé important de présenter certains propos recueillis, de la manière dont ils ont été exprimés. C'est pourquoi la décision a été prise de procéder à une réécoute des enregistrements d'entrevues afin de sélectionner entre 5 et 10 extraits de verbatims pertinents et de les ajouter aux résultats.

### III) Auto critique méthodologique

Suite à mon expérience de recherche dans un pays en voie de développement dans le secteur de l'aide internationale voici ce que je referais différemment :

- Avoir un plan B. En effet, si on ne peut pas contrôler avec certitude l'accès à son terrain de mémoire, on peut faire en sorte d'avoir un plan B en cas de problème. Ainsi s'il fallait revenir en arrière, je ne me rendrai pas à Madagascar uniquement avec un projet de mémoire, mais plutôt avec plusieurs possibilités. L'idée ici est de pouvoir plus rapidement rebondir sur place en cas d'imprévu, comme cela a été mon cas. Typiquement il aurait été bénéfique d'avoir une liste de différentes associations pouvant être contactées pour faire son observation participative. En faisant ceci, les problèmes liés aux pannes de courant et d'internet auraient eu moins d'impact sur notre travail. Cette idée s'applique également à ce qui concerne le logement ou le transport.

- Écrire les résultats de la recherche avant d'écrire la revue de littérature. Ceci aurait permis d'éviter de faire de très nombreuses lectures et résumés de documents n'étant finalement pas exploités dans le présent mémoire.

- Choisir un pays plus stable. Le contexte malgache est particulièrement compliqué et difficile, pour une première recherche il aurait été préférable d'en choisir un plus stable. Ceci afin d'éviter tous les problèmes découlant de la corruption, de l'insécurité, du racisme, des pannes d'eaux, des pannes d'électricité ou encore des pannes d'internet. Il est important de mentionner que comme ces enjeux intervenaient dans la vie quotidienne du chercheur, ils en limitaient grandement la marge de manœuvre en plus d'avoir un impact direct sur sa vie de tous les jours. Le chercheur a par exemple été victime d'une attaque, de violences policières et de corruptions à plusieurs reprises, de vol ou encore simplement du climat difficile actuel. Il va sans dire que ce n'est pas un climat propice pour être efficace. L'erreur a été de croire que le pays n'avait pas changé, alors que la situation s'était très fortement empirée depuis 2012. Extraits du journal de bord du 16/01/2017 : « Ces notes ont été prise dans un contexte où je suis lassé que rien ne se passe comme ça devrait se passer, lasser de voir qu'à tous les niveaux cette ville est un foutoir sans nom. Tout y est anarchique, les voitures s'arrêtent au milieu de la route sans aucune gêne, les policiers arrêtent des voitures au milieu de la route sans aucune gêne créant des embouteillages constants, il est impossible de travailler à cause des coupures de courant incessantes durant jusqu'à plus de 12heures par jours. En parlant des embouteillages, ceux-ci sont juste devenus monstrueux, on peut rester bloqué plus de 2h pour faire un trajet qui prend normalement 10 min. Il est urgent que j'aie mon scooter ! Ah tiens, encore un exemple que rien ne se passe comme il a été convenu que ça se passe, ça fait depuis mercredi dernier (on est lundi) que je devrais avoir mon scooter qui a déjà été acheté et pour lequel j'ai déjà passé une journée à régler de la paperasse pour la vente. Mais non je ne l'ai pas, le vendeur me disant chaque jour qu'il aura la vignette demain. Ici les gens disent oui à tout, mais ne font rien, c'est à devenir fou. On ne peut pas compter sur ce qui est garanti dans notre manière de fonctionner occidentale. »

- Choisir entre difficulté et inconfort. Le chercheur a voulu sortir de sa zone de confort afin de faire de la recherche qualitative alors qu'il a un background scientifique et quantitatif. Mais il a également délibérément choisi un sujet en dehors de sa zone d'expertise et donc difficile. Si cela permet de se confronter à l'adversité et d'apprendre énormément, il aurait peut-être été plus sage de choisir soit un sujet difficile, soit de sortir de sa zone de confort,

mais peut-être pas les deux en même temps. Ceci en particulier dans le cadre de son premier travail de recherche avec un terrain de mémoire particulièrement complexe.

- Garder sa recherche pour soi. Comme mon projet était à l'origine auprès d'une association définie, j'avais ouvertement fait part à de nombreuses personnes de mon cercle social travaillant dans le milieu de l'aide de mon sujet de mémoire. Ces personnes contactées l'étaient pour deux raisons, pour me permettre d'accéder à ladite association, mais également afin de discuter du sujet avec eux. Si ces discussions ont permis de faire avancer ma réflexion, elles ont également grandement limité mon accès à des expériences de terrain une fois le projet de mémoire modifié. En effet, comme j'avais déjà parlé de mon sujet, de mes hypothèses et autres avec elles, ces personnes n'étaient pas considérées comme aptes à participer à la recherche à cause des biais importants qu'ils présentaient. Finalement, l'idée est qu'involontairement j'ai moi-même limité ma capacité à accéder à des terrains de recherche, en biaisant les potentielles personnes de mon entourage que j'aurais pu interviewer. Ceci parce que mon projet de recherche initial n'a pas eu lieu, et que j'ai dû orienter différemment mon mémoire.

## Partie 4 : Résultats

### I) Cas 1 : Un orphelinat de famille

C'est une association à but social qui existe depuis 2008 et qui s'adresse aux enfants vulnérables à l'aide de deux structures. La première consiste en un orphelinat accueillant maximum 24 enfants et la seconde est une école ouverte aux enfants des environs d'une capacité d'une centaine d'enfants. Pour ce faire, l'organisation est composée de 4 bénévoles et de 8 salariés. Les bénévoles sont constitués par le parrain, la marraine, le directeur et la directrice de l'association alors que les salariés sont constitués de 5 enseignants, une cuisinière, une lavandière et une femme de ménage.

Le parrain et la marraine ne sont pas les propriétaires de l'association, mais ils en remplissent le rôle. C'est-à-dire qu'ils cumulent les rôles de preneurs de décisions, recruteurs de donateurs, gestionnaires des finances et de gestionnaires de projets. En effet, ils sont les deux seuls membres du conseil d'administration et sont les points centraux de l'association quant à toutes les prises de décisions stratégiques. Ils occupent les postes les plus élevés dans la hiérarchie de l'association et en assurent la gestion dans son sens le plus large. Dans la vie de tous les jours, c'est un couple d'entrepreneurs franco-malgaches à la tête d'affaires florissantes en plus d'être parents de deux jeunes adultes.

En ce qui concerne le directeur et la directrice, ils sont responsables de la gestion quotidienne de l'orphelinat, de l'école et surtout des enfants. En contrepartie de leur travail bénévole, ce couple est logé et nourri par l'association tout au long de l'année.

Afin de réaliser la rédaction de ce cas, nous nous sommes tout d'abord rendus sur les lieux de l'association en compagnie de la marraine et d'un groupe d'Américains potentiellement intéressés à contribuer à l'association. Durant cette journée de visite, nous avons participé aux différentes activités proposées par l'association ce jour-là. Ceci nous a permis de créer un contact avec les différents protagonistes et d'ainsi pouvoir nous entretenir avec eux de manière informelle. Au final, nous avons discuté avec 10 à 20 personnes sur place, dont le directeur et la directrice, des membres du personnel, les Américains, les enfants et les personnes organisant les activités. En plus de cette visite, dont nous avons rendu compte dans notre journal de bord, nous avons fait passer une entrevue aux deux gestionnaires, ou parrains marraines de l'association. Finalement, nous avons pu revoir ce couple de gestionnaires lors d'un rendez-vous informel durant lequel ils nous ont, entre autres, fourni

les documents types qu'ils remettent à leurs donateurs. L'un des documents est un rapport d'activité, l'autre est le document de présentation officiel de l'association.

- Les objectifs de l'organisation

Dans les documents que remet l'organisation à ses donateurs, ou donateurs potentiels, les objectifs sont présentés de la manière suivante :

« Aider la population à répondre par elle-même à ses problèmes de sous-développement, de santé, de pauvreté, d'encadrement, de protection et d'éducation des enfants en situation difficile, enfants de la rue et des orphelins par : la protection, l'éducation et la scolarisation des enfants accueillis dans le centre, la promotion de l'éducation auprès des familles, la formation professionnelle des jeunes afin de faciliter leur recherche d'emploi, l'accès aux soins médicaux de base. »

Mais durant l'entrevue la première chose que mentionne la marraine c'est le fait que le cadre de vie de ces enfants était particulièrement inadéquat et qu'il était nécessaire de les en sortir pour les protéger.

« La majorité des enfants sont maltraités [...] souvent le père s'est remarié, la belle-mère ne les supporte pas donc ils se retrouvent presque esclaves de la belle-mère. D'autres, parce que le père est mort, d'autres parce qu'ils étaient prostitués, et puis voilà, je crois que c'était évident de les sortir de la » entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires.

C'est d'ailleurs pour protéger les enfants que ce couple de gestionnaires a commencé son investissement dans le secteur de l'aide. En effet, ceux-ci expliquent avoir toujours eu de la difficulté avec les conditions de vie de la population malgache et en particulier de celles des enfants. C'est pourquoi lorsqu'un de leur très bon ami leur a demandé de reprendre la gestion de l'association suite à son départ de Madagascar, ils ont accepté sans se poser de questions.

Il est intéressant de relever que ce couple se présentant comme des entrepreneurs aux emplois du temps chargés, et n'ayant aucune expertise dans le milieu de l'aide, considèrent leur implication comme le fruit du hasard. En effet, selon eux rien en dehors de leur volonté de protéger les enfants ne les prédisposait à le faire. Ce qu'ils nomment le hasard peut donc être compris comme la mise en contact avec une structure leur permettant d'aider.

Maintenant que nous avons abordé les objectifs des gestionnaires, et de l'association, portons notre attention sur la manière dont ils cherchent à les atteindre.

### *(A) Approche de l'aide utilisée pour atteindre les objectifs*

Leur aide suit une logique très simple, il est nécessaire de prioriser les problèmes à résoudre. D'abord, la première chose à faire c'est de pouvoir satisfaire les besoins de bases des enfants. C'est-à-dire qu'il faut qu'ils aient un toit sous lequel dormir, de quoi manger suffisamment et de quoi s'habiller. Ce n'est qu'une fois que ces problèmes sont résolus qu'il est possible de penser à développer le reste du projet.

Dans un deuxième temps le parrain ajoute que :

« Le but n'est pas simplement de les loger, de les habiller et de les nourrir, il faut également les éduquer, leur apprendre des choses [...] il y a une femme de ménage, mais ils font leur lit [...] il faut qu'ils participent, il faut qu'ils se rendent compte que tout ça demande aussi un investissement de chacun d'entre eux. » Entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos du gestionnaire.

Ainsi une fois les besoins de bases satisfaits, ils vont porter leur attention à l'éducation des enfants. Comme le montre la citation du gestionnaire, l'éducation n'est pas abordée comme se limitant à l'éducation scolaire, mais plutôt comme regroupant aussi l'apprentissage civique.

En ce qui concerne l'apprentissage scolaire, les enfants vont jusqu'à la classe de CM2 dans l'école de l'association, pour ensuite faire leur secondaire dans des établissements de la capitale. Une fois la classe de terminale achevée, les gestionnaires vont soit les placer dans des centres de formations professionnelles, soit leur permettre de poursuivre leur parcours académique à l'université, ou encore faire jouer leurs relations pour leur trouver un travail. Ce choix dépendant uniquement des capacités et de la volonté du bénéficiaire. Plusieurs remarques sont importantes quant à la manière d'aborder l'éducation académique dans cette organisation. Tout d'abord, mentionnons que les jeunes restent bénéficiaires de l'organisation tant qu'ils n'ont pas terminé leur secondaire, et ceci indépendamment de leur âge. Ensuite que les frais liés à leur éducation sont entièrement pris en charges par l'organisation. Et pour finir, que si les enfants de l'orphelinat sont entièrement pris en charge, les enfants des environs venant à l'école de l'organisation sont soumis à trois tarifs en fonction des revenus des parents.

Mais comme nous le disions précédemment, les gestionnaires ne limitent pas l'éducation à l'éducation académique. L'organisation va par ses pratiques chercher à enseigner le savoir-vivre et le vivre en société à ses bénéficiaires. Ainsi un ensemble de règles définissant les responsabilités des enfants les poussent à ranger, ne pas salir les locaux, être propre, s'investir dans le jardin, ne pas polluer ou autres. En agissant ainsi on comprend qu'ils cherchent à impliquer les enfants dans l'action d'aide dont ils bénéficient. C'est-à-dire de les responsabiliser quant à celle-ci, de leur faire comprendre que ce n'est pas simplement un cadeau dont ils bénéficient, mais bien une chance qu'ils peuvent saisir et entretenir. Mais si cette approche permet d'enseigner des choses aux enfants, ce n'est pas son unique but.

En effet, les gestionnaires expliquent que ces enfants ont souvent des troubles du comportement liés à leur vie antérieure. Il faut donc leur prodiguer un cadre de vie particulièrement sain pour qu'ils puissent s'en débarrasser. Pour ce faire ils vont pousser les enfants plus âgés à s'occuper des plus jeunes, ils vont mettre l'accent sur l'égalité en droits, et en devoirs des enfants, et ils vont s'investir émotionnellement auprès de ceux-ci. Pour illustrer ceci, les gestionnaires mentionnaient les cadeaux de Noël ou leur attitude vis-à-vis des dons de vêtements. À Noël les enfants recevaient des cadeaux communs grâce aux donations, mais cette situation entraînait souvent de la jalousie entre enfants. La décision a donc été prise de laisser chacun des enfants choisir deux cadeaux individuels en plus des cadeaux communs. Les gestionnaires prenant l'achat de ces cadeaux supplémentaires en charge.

La même attitude est adoptée concernant les donations de vêtements. Ainsi lorsqu'ils reçoivent des vêtements, ils vont compléter les dons en achetant ce qui manque pour que chaque enfant ait droit à la même chose. Ils ont entre autres mentionné l'exemple d'un don d'imperméables Petit Bateau déclassés à cause de petits défauts qu'ils ont reçu. Comme toutes les tailles n'étaient pas disponibles sous forme de dons, ils ont complété celles-ci en allant acheter les tailles manquantes. La logique en arrière étant que pour que les enfants se sentent appartenir à cette nouvelle famille, il faut leur donner un rôle qui leur permet de se sentir utiles et valorisés, mais aussi aimés.

Abordons maintenant l'investissement émotif des aidants. En effet, celui-ci était particulièrement visible lors de la visite de l'organisation. Comme lorsque la gestionnaire déjà très émotive suite à l'arrivée d'une nouvelle fratrie d'enfants, s'est mise à pleurer en abordant les difficultés qu'ils avaient à assurer le fonctionnement de cette organisation. Mais ces liens forts, cette affection parentale, se reflète aussi dans leur manière de jouer, de leur témoigner de l'affection et de la valeur. Comme m'expliquait le directeur lors de la visite :

« Ils essaient de construire une nouvelle famille pour ces enfants il faut donc qu'ils se sentent comme appartenant à cette famille, comme y ayant un rôle à jouer et y étant appréciés. » extrait du journal de bord du 28/01/2017

Dans un premier temps ils cherchent à sortir les enfants d'un milieu inadéquat à leur développement en leur offrant un milieu de vie plus sain. Et dans un second temps ils cherchent à permettre un développement personnel de l'enfant, c'est-à-dire qu'ils veulent leur fournir les outils nécessaires pour s'en sortir dans la vie. Pour le faire ils cherchent à recréer une famille normale pour ces enfants.

D'ailleurs, il ne fait aucun doute que règne dans cet orphelinat une très forte solidarité, ils s'occupent les uns des autres comme une vraie famille. Et j'ai moi-même pu constater lors de ma visite que c'était le cas. Ainsi alors qu'ils jouaient au soccer, les grands apprenaient aux plus petits à tirer plus fort, ou encore lorsqu'il y en avait un qui se faisait mal les autres s'arrêtaient pour le consoler. J'ai pu en voir naturellement se prendre dans les bras, ou s'occuper d'une enfant bénéficiaire handicapée.

Finalement, j'insisterai sur le fait que ce n'est pas l'âge qui marque la fin de l'aide, mais la réussite du secondaire. En effet suite à la visite de l'organisation j'ai pu constater qu'il y avait un jeune adulte qui était bénéficiaire du centre. J'ai donc demandé au directeur ce qu'il en était, étant donné qu'on m'avait présenté l'association comme venant en aide aux enfants jusqu'à l'âge adulte. Il m'a alors expliqué que :

« Les jeunes de l'organisation restent, si les conditions le permettent, jusqu'à l'obtention de leur baccalauréat, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'ils aient terminé leur secondaire. » extrait du journal de bord du 28/01/2017

Ce constat permet encore plus de renforcer l'idée selon laquelle leur action n'est pas terminée tant que l'éducation de l'enfant n'est pas achevée. Ce point est d'ailleurs encore appuyé par la manière qu'ils ont de juger de la réussite de leur aide. D'après eux un indicateur démontrant la réussite, au moins partielle, de leur projet c'est que les désirs des enfants évoluent. Ils passent de désirs primaires de subsistances, à des désirs de développement de soi. Mais aussi de jeux simples à des jeux plus intellectuels. Pour Noël, ils ont pu constater que certains enfants dépassaient maintenant ce besoin de quête alimentaire qui les animait au début. Au lieu de demander de la nourriture ou des vêtements, ils demandent des choses relativement intellectuelles comme des scrabbles ou des jeux d'échecs entre autres.

- Origine des idées et des bonnes pratiques de l'organisation

« Je te dirais presque au feeling. Non encore une fois par apport à ces 3 besoins primaires et c'est ça que malheureusement ici les gens ne savent pas prioriser" extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos du gestionnaire.

Leurs bonnes pratiques trouveraient leurs origines dans le « feeling » des gestionnaires, ce qu'ils décrivent par la suite comme une suite logique d'idée, ou du bon sens. Ils présentent leurs idées, et pratiques, comme allant de soi au vu du contexte dans lequel ils sont.

Finalement, il apparait qu'ils se basent principalement sur la réalité de l'orphelinat pour prendre des décisions. C'est-à-dire qu'ils fonctionnent de manière très entrepreneuriale, en résolvant les problèmes du quotidien auxquels ils sont confrontés les uns après les autres selon leurs degrés d'urgence.

Ainsi ils vont d'abord veiller à satisfaire les besoins de base des enfants et une fois que ceci est fait, ils vont développer d'autres projets en fonction de leur réalisme, de leur nécessité dans le contexte local, de leur cout et de leur pertinence. La pertinence dépendant de l'amélioration des conditions de vie des enfants et du développement de leur autonomie.

Ils nous ont raconté un exemple lié au directeur du centre afin d'illustrer le manque de réalisme et de pertinence dont ils parlent. Celui-ci s'était vu offrir, par une autre association, une formation en France sur le thème de l'aide. Il est revenu avec le projet de créer un centre de formation professionnelle afin de permettre aux enfants de tendre à un meilleur avenir grâce à l'apprentissage d'un métier. Si l'idée est bonne, elle n'était pas réalisable étant donné le manque cruel d'argent de l'association et elle n'était pas pertinente étant donné l'existence de centres de ce type dans la capitale.

Les pratiques de l'organisation sont donc les solutions les plus réalistes, ou simples, aux problèmes du quotidien que rencontre l'organisation en aidant. Ceci sous la contrainte du développement de l'autonomie et de l'amélioration des conditions de vies des enfants.

Ainsi à titre d'exemple de futurs projets, ils mentionnent qu'ils veulent mettre en place des panneaux solaires pour électrifier l'organisation, qu'ils veulent installer l'eau courante et un frigo pour pouvoir conserver les produits frais.

« Ce ne sont jamais des choses extrêmement complexes, ou tordues, c'est des trucs qui sont pour nous l'évidence de notre vie, mais qui font toute la différence dans le quotidien

de ces enfants » extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos de la gestionnaire.

- La clé de la réussite de l'organisation

Selon les gestionnaires, les clés de la réussite sont de l'investissement personnel, beaucoup de temps et beaucoup d'énergie. Il est important de mentionner qu'ils ont particulièrement souligné l'importance de l'investissement de soi.

« Ce n'est pas l'affaire de s'acheter une conscience, c'est l'affaire de prendre conscience que si tu t'engages tu t'engages, que tu partes en vacances, que tu sois là, pas là, que tu aies de la thune ou pas, les enfants sont là et comptent que sur vous, il faut donc se bouger pour y arriver » extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires.

Propos du gestionnaire.

Et dans un second temps, lorsqu'on leur demande s'il y a d'autres éléments essentiels, ils mentionnent les petites mains sur place, c'est-à-dire le personnel.

« Il y a le couple que tu as vu la dernière fois, ils valent ce qu'ils valent, ils nous énervent beaucoup parfois, mais enfin ce n'est pas les pires qu'on ait pu trouver. Et je pense qu'ils s'occupent bien des enfants et c'est l'essentiel [...] après sans les petites mains sur place tu ne fais rien » extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos

du gestionnaire.

Pour finir, ils mentionnent l'importance d'être sur le terrain pour comprendre les enjeux auxquels il faut faire face, pouvoir s'adapter à ceux-ci et ainsi aider. Ils expliquent que d'après eux ce n'est pas possible d'aider comme le font les grands organismes parce qu'ils sont beaucoup trop éloignés du terrain que pour en comprendre les vrais enjeux.

« Il faut voir sur place, il faut toujours une réponse appropriée, rien qu'à Madagascar on ne peut pas aider de la même manière à la côte, que sur les hauts plateaux. Il faut s'adapter d'une mentalité à l'autre, d'une religion à l'autre » extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos de la gestionnaire.

D'ailleurs ils finissent notre entrevue en critiquant la manière dont les grands organismes d'aides agissent. Selon eux la distance qu'ils ont vis-à-vis de leurs lieux d'intervention et leur recours à des théories ou des approches non flexibles les rendent inefficaces.

« Quand tu prends une organisation comme les Nations Unies dont le siège est à New York et qui décide de comment il faut aider à Madagascar, tu comprends que ça ne peut pas marcher. Et de toute façon ces mecs-là sont très cyniques, parce qu'ils n'ont strictement pas intérêt à ce que leur aide aboutisse, parce que s'ils résolvent les problèmes qu'ils adressent, ils n'ont plus de raison d'être et ne toucheront plus leurs 20 000 dollars par mois » extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires.

Propos du gestionnaire.

Remarque : Je ne suis pas sûr qu'ils combattent la maltraitance avec leur action d'aide, je pense qu'ils luttent contre les conséquences du problème de la maltraitance et non contre ses causes. Cependant il ne fait pas de doute qu'ils viennent en aide aux enfants ayant subi de la maltraitance et qu'ils les soutiennent durant toute la période de développement personnel qu'est l'atteinte de l'âge adulte. Le problème qu'ils cherchent à combattre est donc plutôt d'éviter que les enfants victimes de maltraitements n'aient pas de perspective d'avenir.

- Les obstacles identifiés

*(A) Obstacle de la dépendance financière*

Ce cas nous a permis de constater plusieurs problèmes découlant de la dépendance financière des organisations d'aide envers leurs donateurs. Premièrement comme ils sont une petite structure avec un petit budget, ils préfèrent investir celui-ci dans l'action d'aide plutôt que dans de la communication. Ceci ayant comme conséquences que contrairement à de plus grands organismes, ils n'ont que peu de donateurs, et donc peu de budget. Deuxièmement, le gestionnaire nous expliquait que :

« Ce qui est paradoxal c'est que les donateurs donnent très difficilement pour nourrir les enfants, pour financer l'aide quotidienne que nous leur prodiguons. C'est un gros problème parce que pour eux ce n'est pas intrinsèque. Eux ils préfèrent donner pour des projets comme un projet d'électrification, un projet d'adduction d'eau ou une rénovation des clôtures » extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos du gestionnaire.

On comprend donc que lorsqu'ils arrivent à avoir des donateurs ceux-ci ne veulent pas financer l'aide à proprement parler, c'est-à-dire l'action quotidienne. Ceci pour deux raisons, tout d'abord parce que financer des projets laisse une trace plus visible que de financer le

fonctionnement quotidien. Cette trace visible permettant d'une part de plus aisément faire de la communication concernant cette donation et d'autre part de mieux contrôler les résultats de sa donation. Ensuite :

« Parce qu'ils (les donateurs) ne mesurent pas l'ampleur de la catastrophe, ils ne mesurent pas que ce type d'associations n'a strictement aucune source de revenue. Ils ne mesurent pas que la priorité dans la vie c'est de se loger, de se nourrir et de se vêtir. Malheureusement les Européens, ou les autres gens qui ont de l'argent, ont complètement dépassé ces trois nécessités de l'être humain et imaginent qu'ils peuvent apporter un peu plus de bien-être à ce qu'ils (les bénéficiaires) ont déjà. Mais le problème, c'est que dans un pays comme Madagascar ils n'ont rien. » Extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos du gestionnaire.

Troisièmement la dépendance à un gros donateur peut s'avérer dangereuse dans le cas où celui-ci n'a pas les mêmes objectifs que l'association comme l'exemple de la mésaventure que l'organisation a eu avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

« Oui on a dû adapter nos plans à la réalité, comme lorsque le PAM a suspendu son aide à tous les orphelinats des hauts plateaux de Madagascar pour la consacrer exclusivement à lutter contre la famine qui a lieu dans le sud de Madagascar. [...] on s'est retrouvé, tout d'un coup, à devoir prendre en charge tous les frais alimentaires des enfants qui étaient auparavant pris en charge par le PAM » extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos de la gestionnaire.

Du jour au lendemain ces associations se sont retrouvées avec des frais non négligeables à prendre en charge afin de pouvoir continuer à nourrir les enfants qui leur ont été confiés. Cette situation a entraîné de nombreuses conséquences dans leur organisation telles que l'annulation des projets en cours (électrification, arrivée d'eau) et un investissement important des gestionnaires. Comme le budget de l'association ne permet pas de prendre ces frais en charge, ce sont les gestionnaires qui l'ont fait. Retenons que cette situation a créé un stress important au sein de l'association, ainsi que des modifications importantes des projets d'aide, et que sans le moyen financier considérable des gestionnaires, l'organisation aurait dû fermer. Dans le cas du PAM sa mission étant de lutter contre la faim dans le monde et celle-ci étant soumise aux principes d'impartialité de Plattner (1996) présenté dans la revue de littérature. Celle-ci a donc pour objectif de lutter contre la faim, là où la situation est la plus urgente. Le problème étant que lorsque les associations bénéficiaires ne sont plus considérées comme les plus urgentes, elles sont abandonnées, elles et toutes les personnes auxquelles elles venaient en aide. Mais si en théorie l'urgence

justifie ce changement, sur le terrain l'urgence paraît toute relative étant donné qu'elle concerne dans les deux cas des êtres humains en état d'urgence.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- Les raisons justifiant une donation ne sont pas toujours axiologiques, ou cognitives, mais peuvent être instrumentales égoïstes. C'est-à-dire que la raison qui justifie la donation est qu'elle sert les intérêts du donateur. Or dans ce cas, leurs actions n'ont pas pour raison d'être d'aider, mais ont pour raisons d'être de satisfaire leurs intérêts. Ainsi aider n'est plus un but en soi, mais un moyen d'arriver à un but qu'est la satisfaction de ses propres intérêts. Le problème c'est que lorsque ceux-ci adoptent des comportements répondant aux postulats 4-5-6 de la TCR<sup>2</sup>, ils vont chercher à maximiser le moyen utilisé pour atteindre leur but. C'est-à-dire qu'ils vont adopter un comportement leur permettant d'obtenir le plus de résultats personnels possible pour le moins d'investissement. Aider en ayant une approche instrumentale répondant aux postulats 4 à 6 de la TCR peut donc devenir un obstacle à l'aide comme nous le montre ce cas.
- Les organisations partenaires ne poursuivent pas toujours les mêmes objectifs ce qui peut nuire à leur action d'aide. On rejoint le même raisonnement que le précédent. Dans ce cas-ci l'objectif de la PAM n'est pas d'aider les enfants bénéficiaires de l'organisation, mais d'aider selon les principes de Plattner (1996). Du point de vue de la PAM les bénéficiaires de l'organisation ne sont que des bénéficiaires parmi tant d'autres, ils sont remplaçables.
- Le donateur n'a pas conscience de la réalité du terrain et n'est donc pas apte à décider des projets pour lesquels ses donations seraient le plus utiles. Ils deviennent donc des obstacles lorsqu'ils ont une influence sur les pratiques d'aide des aidants. En particulier en venant influencer sur la co-construction de l'aide.
- Les petites structures se retrouvent devant un choix à faire entre investir dans la communication pour obtenir plus de donations et investir dans l'action quotidienne pour aider. Cet investissement pouvant être humain, comme monétaire.

---

<sup>2</sup> Instrumentalisme, Egoïsme, Maximisation

- Le manque de confiance des donateurs dans les organisations d'aide à Madagascar.

*(B) Obstacle de la nécessité de vouloir être aidé pour pouvoir être aidé*

Le constat qui ressort de l'analyse de ce cas est que le bénéficiaire en lui-même, ainsi que les personnes qui en sont légalement responsables dans le cas de bénéficiaires mineurs, doivent vouloir être aidé pour pouvoir être aidé. Dans le cas de cette organisation le directeur nous expliquait que :

« Les enfants sont confiés à l'organisation, mais légalement ils ne peuvent pas et ne veulent pas refuser que la famille de l'enfant garde contact avec lui. Le problème c'est qu'il leur est ensuite impossible d'empêcher la famille de reprendre l'enfant si celle-ci le désire. Le couple de directeurs a mentionné l'histoire de deux jeunes filles étant retournées en vacances chez leur famille qui sont tombées enceintes et ne sont jamais revenues. [...] d'après la gestionnaire il arrive souvent que les enfants soient placés la de manière temporaire, le temps que la famille arrive à se sortir du pétrin et considère à nouveau être aptes s'occuper d'eux. » extrait du journal de bord du 28/01/2017

Il apparaît donc que les familles des bénéficiaires ne poursuivent pas toujours les mêmes objectifs vis-à-vis des enfants que l'association qui leur vient en aide. Celles-ci chercheraient donc parfois à ce que l'association prenne en charge leurs enfants plutôt que de réellement l'aider. N'oublions pas que c'est d'ailleurs généralement la famille qui est à l'origine des problèmes qui justifient le placement de ces enfants dans cet orphelinat, ceux-ci étant pour la plupart victimes de maltraitance. Ces familles n'ont donc probablement même pas conscience que ce qu'ils infligent à leurs enfants est mauvais pour eux, ou n'y portent pas d'intérêt. Dans les deux cas, leur volonté n'est pas d'aider l'enfant, celui-ci ne peut donc pas l'être.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- L'absence de volonté d'être aidé des bénéficiaires, ou des personnes responsables de ceux-ci. Il ressort que l'absence de volonté d'être aidé des bénéficiaires influe sur la capacité à impliquer ceux-ci dans l'action dont ils profitent, ce qui en fait un obstacle à l'aide. Dans ce cas-ci la non-implication de la famille des bénéficiaires dans l'aide dont ils profitent est un obstacle. Ce cas nous permet donc de réaliser

que l'implication des bénéficiaires dans l'action d'aide ne se limite pas aux bénéficiaires directs.

- Les raisons justifiant le recours à l'aide ne sont pas toujours les mêmes entre le bénéficiaire et l'aidant. Le premier pouvant être tenté de se faire prendre en charge plutôt que de se faire aider et vice versa. Ceci peut être un double obstacle à l'aide. D'une part, en empêchant l'implication des bénéficiaires de l'aide dans l'action dont ils bénéficient. D'autre part en opposant des raisons instrumentales à des raisons axiologiques. En effet, lorsque les aidants sont motivés par des raisons axiologiques comme dans ce cas, ils ont énormément de mal à comprendre que d'autres puissent entraver leur action pour des raisons instrumentales. Or comme mentionné dans le cadre conceptuel, face à des comportements irrationnels l'on a tendance à avoir recours à des forces pour donner du sens à la situation. Ces forces étant en dehors du contrôle des aidants, ceux-ci peuvent alors avoir l'impression de ne pas pouvoir changer la situation, ce qui peut devenir un frein à leur volonté d'aider.

### *(C) Obstacles contextuels ou du quotidien*

Ce constat est assez similaire au précédent, mais appliqué à une échelle nationale. C'est-à-dire que les Malgaches doivent vouloir être aidés pour pouvoir l'être. Or d'après les gestionnaires, les organisations d'aide, ainsi que les donations leur étant destinées sont toutes les deux le fait des étrangers, ceci :

« Parce qu'aujourd'hui les Malgaches s'en foutent littéralement de ce qui se passe autour d'eux et le mal-être de leurs congénères ce n'est pas leur problème. Leur problème c'est leur confort personnel c'est tout. » Extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos du gestionnaire.

Mais ce manque de solidarité n'est pas uniquement dénoncé quant à l'inaction des Malgaches vis-à-vis des problèmes rencontrés par leurs congénères. Au contraire, la recherche constante et généralisée de l'intérêt personnel ferait du peuple malgache lui-même un des obstacles à la mise en place d'action d'aide pouvant lui bénéficier. Cet égoïsme entrainerait des conséquences :

« Comme les sports nationaux que sont le vol et l'arnaque, que ce soit le fait de l'État ou que ce soit le fait de personnes lambda. » Extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos du gestionnaire.

Ainsi d'après notre journal de bord :

« Suite à des discussions avec des membres du personnel et les directeurs, on apprend que le voisinage vole des biens à l'organisation alors même que leurs enfants profitent de l'école de celle-ci. Le statut d'association ou d'organisation sociale n'est donc pas une garantie de quiétude à Madagascar, au contraire celles-ci sont considérées comme équivalentes à des business. C'est-à-dire comme pouvant être volées, étant donné que les étrangers ont trop d'argent. » Extrait du journal de bord du 28/01/2017.

Précisons que le personnel et les directeurs n'ont pas dit que les parents des enfants allant à l'école volaient l'organisation, mais qu'il arrive que des membres du voisinage volent l'organisation alors que ce même voisinage, cette même communauté profite des bienfaits de celle-ci.

Afin d'illustrer le point précédent, les gestionnaires sont revenus sur la manière dont leur organisation a vu le jour. À l'origine ce projet a été imaginé, construit et financé par les membres d'une association française de la Réunion voulant venir en aide aux enfants malgaches. Étant donné que la loi malgache interdit à un étranger d'acquérir des droits de propriété en son nom, ils se sont associés à un Malgache pour pouvoir développer le projet et garantir sa pérennité. Le terrain a donc été acheté au nom de leur associé malgache. Une fois toutes les infrastructures construites et l'organisation mise sur pied, les membres de l'association réunionnaise sont retournés à la Réunion, laissant la gestion du projet à leur associé local. Sauf qu'une fois parti, leur associé a décidé de fermer l'organisation, a revendu les droits de propriété à des particuliers et s'en est allé avec l'argent. Depuis lors, cette association réunionnaise a abandonné tout espoir quant au projet et elle ne veut plus entendre parler de Madagascar. Durant la visite nous avons nous-mêmes pu constater que les particuliers ayant racheté le terrain ont muré 80% de celui-ci afin d'empêcher l'organisation d'y avoir accès. Les 20% restant à l'organisation étant en plein cœur d'un conflit juridique entre les gestionnaires actuels et les particuliers ayant acheté le terrain. Il est à noter que toutes les installations sanitaires (eau, électricité, douches, toilettes...) ont été saisies par les particuliers, ce qui explique leur absence dans la structure actuelle.

Mais les gestionnaires expliquent :

« Ce qui prend le plus de temps et d'énergie c'est les problèmes du quotidien, que ce soit dans le business ou dans l'associatif. Il faut constamment passer derrière les employés pour éviter les vols, mais aussi pour vérifier qu'ils font bien leur travail » extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos du gestionnaire.

Par exemple suite à l'arrêt des donations du PAM, ils ont financé un poulailler pour diminuer les charges alimentaires. Sauf que les poulets sont morts parce que les employés n'ont pas pensé à appeler le vétérinaire, ou à prévenir les gestionnaires que les poulets étaient malades. Par la suite il a été très difficile pour les gestionnaires de leur faire comprendre qu'ils n'auraient plus de poulets. En effet, ceux-ci s'attendaient tout naturellement à ce que les propriétaires achètent d'autres poulets.

Attardons-nous sur un autre exemple permettant d'illustrer ce point tout en permettant la transition avec le suivant. Ainsi durant ma journée de visite la gestionnaire m'expliquait que :

« Le directeur et la directrice ont comme instruction de refuser les enfants supplémentaires, l'orphelinat étant déjà à l'extrême limite de sa capacité. Pourtant 3 jours avant que je vienne faire la visite ils avaient accepté 4 frères et sœurs supplémentaires qui leur avaient été envoyés par la mairie, allant à l'encontre des consignes des gestionnaires. Ainsi le problème c'est que faire bien, attire plus de potentiels bénéficiaires ce qui sature le service donné et donc réduit la qualité de celui-ci. » extrait du journal de bord du  
28/01/2017

Le couple de directeurs justifiait la situation en expliquant ne pas avoir eu le choix d'accepter les enfants. Alors que le couple de gestionnaires était très énervé sur les directeurs parce qu'ils les mettaient encore une fois devant le fait accompli et qu'ils n'avaient encore une fois pas pris leur responsabilité en respectant les règles de l'organisation. Mais les gestionnaires se demandent également si le couple de directeurs ne toucherait pas des pots-de-vin. Ou encore, si comme le couple de directeurs n'a aucune responsabilité financière envers l'association, ils ne se contenteraient pas de mettre les gestionnaires devant le fait accompli en se disant que de toute manière ils donneront ce qu'il faut.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- L'égoïsme de la population locale peut devenir un obstacle à l'aide. Celle-ci en ayant recours à des raisonnements basés sur les postulats 4 à 6 du TCR<sup>3</sup> va privilégier son propre intérêt à celui des bénéficiaires des organisations d'aide. Ce comportement peut avoir deux conséquences, d'une part elle diminue la capacité effective des aidants à aider en posant des actions allant à leur encontre comme le vol. D'autre part comme on l'a vu précédemment opposer des raisons instrumentales

---

<sup>3</sup> Instrumentalisme, Égoïsme, Maximisation

à des raisons axiologiques peut devenir un obstacle à l'aide en ayant une influence négative sur la volonté d'aider de l'aidant.

- L'irresponsabilité, ou le manque d'implication, des employés. Ceux-ci remettraient toute la responsabilité sur les épaules des gérants et se déresponsabiliseraient vis-à-vis des résultats de leur propre action. Si l'origine de ce manque d'implication et de cette irresponsabilité n'est pas clairement définie, il est identifié par les aidants comme découlant du recours à une perspective instrumentale égoïste. Or comme on l'a vu précédemment opposer des raisons instrumentales à des raisons axiologiques peut devenir un obstacle à l'aide en influençant la volonté d'aider de l'aidant.
- Le fait que la population locale voit les étrangers comme étant une source de financement sans fin. Ce point fait appel aux mêmes explications que précédemment.
- Aider efficacement attire plus de potentiels bénéficiaires, la tentation est alors grande de vouloir aider plus de monde quitte à le faire moins bien. Cet obstacle vient influencer la capacité effective de l'aidant à aider, c'est-à-dire qu'il diminue sa capacité à aider en saturant ses actions d'aide et donc en diminuant sa capacité à produire un changement positif pour ses bénéficiaires.

#### *(D) Obstacles institutionnels : l'État et les autres associations*

Ce point découle du précédent, mais appliqué aux institutions publiques. C'est-à-dire que l'État n'aide en rien les organisations sociales, au contraire il va essayer d'en profiter au maximum. Si comme on vient de le voir ceci peut s'exprimer par une tendance naturelle des services publics à recourir aux organisations sociales, quitte à aller à l'encontre de leur capacité à aider, ce n'est pas la seule manière dont les institutions publiques peuvent devenir un obstacle à l'offre d'aide.

« J'ai de nombreux amis qui voudraient nous envoyer des dons depuis la France, j'ai des amis transporteurs qui veulent bien les transporter gratuitement, mais je ne peux pas. Tu arrives à la douane et ils ne veulent rien savoir, tu es obligé de payer les frais de dédouanement. Alors que de l'autre côté tu as la moitié des businessmen ici qui trichent et ne payent rien parce qu'ils corrompent les douaniers » extrait de l'entrevue du 09/02/2017 avec les deux gestionnaires. Propos du gestionnaire.

Il existe bien un moyen légal pour ne pas se faire taxer sur l'importation de bien à vocation humanitaire, mais il serait impossible d'y arriver à cause des douaniers corrompus. Ces douaniers n'en ont rien à faire de l'aide, pour eux ce qui importe c'est de pouvoir retirer un gain personnel. Ce comportement serait le même dans toutes les sphères du gouvernement, les membres de celui-ci n'ayant qu'un objectif, celui de s'enrichir tant qu'ils sont à leur poste.

Mais la directrice a également mentionné leur préoccupation du moment qu'est la nouvelle loi voulant que les filles et les garçons dorment dans des pièces séparées. En cas de non-respect l'orphelinat serait fermé. Cette loi est présentée par les gestionnaires comme adaptée au contexte occidental, mais comme totalement inadaptée au contexte malgache. En effet, celle-ci ferait plus de mal que de bien en forçant les organisations d'aide à réallouer leur budget afin de répondre à des problématiques qu'elles ne rencontrent pas toujours. Dans le cas de l'orphelinat, ils sont incapables de construire un nouveau bâtiment pour les séparer, ils vont donc devoir sacrifier les bureaux du directeur et de la directrice, ainsi qu'une salle servant à stocker du matériel. Dans le cas de Madagascar où la pauvreté et la misère des enfants sont aussi importantes, est-ce qu'une loi limitant la facilité à aider n'est pas problématique ?

Finalement suite à l'entrevue avec les gestionnaires la compétition entre organisations d'aide pour obtenir des donations ressort également comme étant un obstacle. D'ailleurs durant la journée de visite :

« Un groupe de jeunes adultes, étudiant à l'université de la capitale, était sur place à notre arrivée. Ceux-ci ont demandé à la gestionnaire si elle serait intéressée à ce qu'ils développent un projet de pisciculture pour l'association. Elle leur a dit que oui, suite à quoi ils ont demandé s'ils pouvaient demander aux Américains présents de financer le projet (la gestionnaire se doute que le directeur les a avertis de la venue de potentiels donateurs américains). La gestionnaire leur a tout de suite dit non en expliquant qu'elle avait déjà suffisamment de difficulté à obtenir une vraie contribution de leur part. » extrait du journal de bord du 28/01/2017.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- L'égoïsme des membres du gouvernement local. Les membres de celui-ci ne chercheraient qu'à satisfaire leurs propres besoins à travers la corruption. Comme mentionné précédemment ceci a un impact négatif sur la volonté d'aider des aidants

en opposant des raisons axiologiques à des raisons instrumentales égoïstes. Mais également sur leur capacité effective d'aider, c'est-à-dire sur les changements positifs qu'ils peuvent permettre dans la vie des bénéficiaires.

- Le gouvernement en tant que tel fait promulguer des lois déconnectées du terrain, qui deviennent des obstacles à l'amélioration de l'aide. Ceci est un obstacle aux changements positifs que peuvent apporter les aidants en ajoutant des contraintes à leurs actions d'aide qui ne correspondent pas à la réalité des bénéficiaires de l'aide.
- Compétition entre organisations d'aide pour l'obtention des donations. Les aidants ne s'entraident pas pour préserver leurs propres donations. Ceci devient un obstacle lorsque parce qu'il peut pousser les aidants à se focaliser sur l'obtention des donations permettant d'aider plutôt que sur l'action d'aide effective.

#### *(E) Obstacle du tourisme humanitaire*

Le jour de la visite de l'association, la gestionnaire m'a averti qu'un groupe d'Américains travaillant pour l'ambassade américaine allaient venir visiter l'association avec moi. En les attendant dans la voiture, elle m'explique que :

« Les Américains avaient à l'origine contacté l'organisation dans le but de financer l'adduction d'eau de celle-ci. La gestionnaire m'a expliqué que pendant plus de 2 semaines elle avait été en contact quasi quotidien avec eux afin de répondre à leurs questions, dont certaines étaient apparemment déplacées. Ceci parce qu'ils avaient peur de se faire voler par l'association et parce qu'ils avaient besoin de justifier leurs dépenses. Mais que finalement ils lui ont dit il y a 2 jours qu'ils n'avaient plus l'intention de financer l'adduction d'eau, mais qu'ils voulaient bien venir le samedi pour passer l'après-midi avec les enfants et leur offrir des pizzas. » extrait du journal de bord du 28/01/2017

La gestionnaire me faisait part de son désarroi quant au temps et à l'énergie qu'elle avait perdu à s'occuper d'eux, pensant qu'ils allaient financer l'adduction d'eau de son organisation. Elle espérait qu'en les confrontant à la réalité de l'association ils allaient revenir sur leur décision.

Les Américains sont donc arrivés avec 4 quatre-quatre, accompagnés de leurs familles respectives pour donner des pizzas à manger aux enfants. Ils étaient également accompagnés par 4 membres d'une association qui organisent des activités

d'apprentissages ludiques pour les enfants tout en servant de traducteurs malgaches anglais.

« La scène était maladroite, et m'a mis mal à l'aise, non pire, elle m'a choqué. En effet, ceux-ci sont arrivés bardés d'appareils photo et de caméras pour donner à manger aux enfants. Ils prenaient des photos d'eux-mêmes donnant à manger aux enfants, de leurs enfants donnant à manger à des enfants pauvres, et n'ont pas hésité à prendre des photos (avec flash) pendant la prière. Comme il n'y avait pas assez de pizza pour que chaque enfant en ait une, ils distribuaient chaque part de pizza à la fois. » extrait du journal de bord du 28/01/2017

J'insiste sur cette scène parce qu'une fois qu'ils avaient fini de donner à manger aux enfants, et de prendre des photos de leur bonne action, c'est l'association avec laquelle ils sont venus qui a pris le relais. Les membres de l'association ont organisé des activités durant toute l'après-midi alors que les Américains discutaient entre eux tout en regardant à distance. L'impression que dégagait cette scène était qu'une fois que les Américains avaient fait leur bonne action de nourrir les enfants, et qu'ils s'étaient pris en photo en train de le faire, ils laissaient les autres s'occuper de tout. Leur travail avait été fait. Pour l'anecdote :

« Pire, hier ils (les Américains) ont demandé à la gestionnaire s'il y avait une piscine pour que leurs enfants puissent nager, alors même qu'à l'origine ils prétendaient vouloir financer l'arrivée d'eau dans l'association. » Extrait du journal de bord du 28/01/2017.

Ceci dénotant encore une fois la distance qui sépare la réalité de ces personnes, de la réalité des personnes qu'elles prétendent aider. D'ailleurs si le fait qu'ils se soient pris en photo, et en vidéo, ne suffisait pas à le démontrer, suite à mes conversations avec eux, il est ressorti qu'ils étaient fiers et convaincus d'avoir fait quelque chose de bien.

Par contre suite à cette journée, les aidants n'avaient pas la même réaction :

« Le directeur a par exemple été choqué du manque de considération des Américains durant la prière (ils prenaient des photos, vidéos...), mais n'a pas commenté le reste. » Extrait du journal de bord du 28/01/2017.

Alors que pour le couple de gestionnaires :

« Une grosse perte de temps est liée aux gens qui annoncent d'abord vouloir aider l'association, mais qui se désistent sans prévenir, ou qui finalement ne sont là que pour faire tourisme humanitaire. » extrait du journal de bord du 28/01/2017

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- Les donateurs n'ont pas pour objectifs d'aider les bénéficiaires, mais plutôt de se satisfaire eux-mêmes. Comme mentionné précédemment le recours à des raisons instrumentales égoïstes est bien souvent un obstacle à l'aide.
- La conception de l'aide est mauvaise chez les donateurs. Ceux-ci peuvent donc penser avoir fait quelque chose de bien, alors même qu'ils font beaucoup de mal. L'obstacle peut être la non-connaissance de ce qu'est aider, ou l'incapacité de le faire. Il y a une absence de réflexion concernant les bonnes pratiques à avoir, ainsi qu'une trop grande distance avec les bénéficiaires.
- La suspicion des potentiels donateurs quant aux organismes d'aide à Madagascar.
- Le tourisme humanitaire, c'est-à-dire le fait pour des personnes riches de prétendre vouloir venir en aide aux pauvres, alors que l'objectif est de se mettre en scène et d'en garder des souvenirs. Comme mentionné précédemment le recours à des raisons instrumentales égoïstes est bien souvent un obstacle à l'aide.

## II) Cas 2 : Une association aidant par le sport

Cette organisation, qui existe depuis 2008, est un club de rugby tout en étant une association à but social. En ce qui concerne le club celui-ci est ouvert à tout le monde, mais il est à noter que ce club est connu comme étant le seul club de rugby où les étrangers vont jouer. En ce qui concerne leur intervention sociale, celle-ci s'exprime par l'intermédiaire de leur école de rugby. Elle s'adresse donc aux enfants et aux adolescents pauvres des environs du club. Dans la pratique, pour aider en plus d'offrir des cours de rugby, l'association offre des repas, des vêtements et prend en charge une partie des soins de santé de ses bénéficiaires. L'organisation essaye également de faire du suivi scolaire et de fournir une bibliothèque aux enfants.

Le club fonctionne grâce à des donations. Celles-ci sont principalement issues des grosses entreprises locales. Par ailleurs, il est à noter qu'à ma connaissance la majorité, si pas toutes, les entreprises contributrices ont un membre important de leur personnel, ou ont leur propriétaire qui joue dans le club de rugby. C'est donc principalement un groupe d'amis qui finance l'association. Les donations en provenance de France sont principalement des donations de biens comme des vêtements ou du matériel de sport par exemple. Celui-ci est également le fait d'amis. Finalement, les prises en charge sanitaire que propose l'association sont elles aussi le fait de membres du club.

La personne ayant été interrogée est un homme d'affaires français vivant à Madagascar depuis plus de 20 ans. Au sein de l'association, il remplit le rôle de Manager général ce qui le place tout en haut de la hiérarchie de l'organisation. Il est entre autres responsable de la création de l'association, de la recherche de fonds et des décisions stratégiques de celle-ci.

Afin de réaliser la rédaction de ce cas, nous nous sommes tout d'abord rendus sur les lieux de l'association durant une journée afin de la visiter avec le Manager général. Cependant celui-ci ne s'étant pas présenté au rendez-vous, nous avons passé la matinée avec un groupe d'une vingtaine d'enfants bénéficiaires de l'association sur les lieux de l'organisation. Il est à noter que si des notes ont été prises suite aux observations que nous avons pu faire, aucune question relative au mémoire n'a été posée aux enfants. Ceci pour des raisons éthiques, mais également pratiques, comme le fait qu'ils parlaient principalement malgache et moi principalement français. Suite à ce premier rendez-vous raté, nous en avons établi un deuxième la semaine suivante. Durant cette journée de visite, nous avons participé aux différentes activités proposées par l'association ce jour-là. Ceci nous a permis de créer un contact avec les différents protagonistes et d'ainsi pouvoir nous entretenir avec eux de

manière informelle. Au final, nous avons discuté avec 5-10 personnes sur place, dont des entraîneurs et des Occidentaux membres du club. En plus de cette visite, dont nous avons rendu compte dans notre journal de bord, nous avons fait passer une entrevue au Manager général de l'association dans les locaux de son entreprise.

Notons qu'une fois de retour à Montréal nous avons continué de suivre les problèmes touchant l'association et l'empêchant de pratiquer son aide.

### 1) Les objectifs de l'organisation

Il faut savoir qu'à l'origine, l'objectif n'était pas social. En effet, le club a tout d'abord été créé pour rassembler les amoureux du ballon ovale de la capitale malgache afin de leur permettre de pratiquer leur sport. Mais comme le terrain vague sur lequel ils jouaient était en bordure de la ville dans un quartier pauvre, à chaque entraînement de très nombreux enfants venaient y assister. Convaincus que la pratique, et les valeurs, de ce sport pouvaient contribuer à aider les jeunes du quartier, ils ont décidé de créer l'association. La volonté d'aider est donc venue de la réalité, de la confrontation à une misère à laquelle les protagonistes de l'association pensaient pouvoir faire quelque chose.

Ainsi le manager explique-t-il que :

« On ne peut pas fermer les yeux sur tout ce qui se passe, ce n'est pas possible. Donc on est tous obligé, chacun à son niveau, chacun selon ses moyens, d'apporter sa part. Comme on dit, les petits ruisseaux font les grandes rivières. » extrait de l'entrevue du  
14/02/2017

Les objectifs de l'association tels que présentés dans les documents officiels sont :

*« - Contribuer à l'insertion sociale et à l'éducation des jeunes malgaches en développant des actions pédagogiques mettant en jeu les valeurs communes au sport et à l'école, en particulier : se respecter, être solidaires et s'entraider, accepter les règles ainsi que prendre confiance en soi, s'épanouir, persévérer, être courageux, loyal, rigoureux et appliqué.*

*- Former et professionnaliser des éducateurs malgaches capables d'enseigner le rugby, mais aussi d'éduquer les jeunes à une vie civique et responsable.*

- *Redonner de l'espoir et l'envie de réussir à tous les enfants en situation de grande précarité, grâce à la réalisation d'objectifs sportifs collectifs basés sur l'esprit d'équipe.*
- *Assurer, par la pratique du rugby, un suivi et un accompagnement individuel sanitaire et social : hygiène de vie, suivi médical, santé.*
- *Favoriser, grâce à la pratique du sport, facteur de lien social, le développement d'une véritable mixité sociale et sexuelle. »*

Mais le Manager général explique lui que :

« L'idée c'est de faire un centre sportif et éducatif avec tous les moyens possibles » extrait de l'entrevue du 14/02/2017

#### *(A) Approche de l'aide utilisée pour atteindre les objectifs*

Suite à l'entrevue durant laquelle le Manager General nous a fait part de ses pensées, il est apparu comme difficile de comprendre ce contre quoi leur aide permettait réellement de lutter. En effet, leurs actions d'aide ne semblent pas avoir beaucoup été réfléchies, ou tout du moins pas pour réellement résoudre les problèmes qui sont à son origine. Au contraire, elles donnent l'impression de s'en aller un peu dans tous les sens, sans réellement avoir d'objectifs globaux autres que de soulager les bénéficiaires du poids de leurs vies difficiles.

Ainsi le Manager général nous explique que :

« Notre priorité c'est déjà de fournir un déjeuner complet le samedi et un goûter le mercredi. Ça, c'était la priorité, ce qui fait déjà un budget assez conséquent étant donné que l'on nourrit 250 jeunes » extrait de l'entrevue du 14/02/2017.

Mais si donner à manger aux bénéficiaires permet de lutter contre la malnutrition, le fait de ne le faire que pour 1 repas, et un goûter, par semaines ne semble pas faire de sens. La contrainte budgétaire est présentée comme une limite dans ce cas-ci, mais durant le reste de l'entrevue cette même contrainte budgétaire semble bel et bien absente. Dans les faits ils ne cherchent pas à aider leurs bénéficiaires à lutter contre la faim, mais prennent les besoins alimentaires de leurs bénéficiaires en charge une fois et demie par semaine.

Il ajoute ensuite que :

« On fait une collecte de vêtements pendant l'année qu'on distribue au début de chaque hiver [...] Après il y a un volet santé que nous mettons en place depuis 1 an et demi, surtout pour les filles parce que nous nous sommes rendu compte que nos filles grandissaient [...] Donc on a un bus médicalisé qui vient 1 fois par an [...] de temps en temps on a un dentiste et un opticien qui viennent [...] Mais notre futur projet est de construire un dispensaire en bordure du terrain » extrait de l'entrevue du 14/02/2017.

Finalement l'impression que dégagent les activités d'aide de l'organisation est qu'elles prennent les bénéficiaires partiellement en charge afin de les soulager en partie de leur malheur. Leur aide n'a donc pas vocation à permettre aux bénéficiaires de celles-ci d'apprendre à se passer de celle-ci.

Les membres du personnel aidants nous ont expliqué qu'une fois que les jeunes sont trop âgés pour l'école de rugby :

« Les jeunes peuvent continuer en équipe adulte, cependant à cause des conditions de vie locale de nombreux jeunes adultes n'ont pas l'occasion de continuer la pratique de ce sport. Ceux-ci n'ont plus de temps à consacrer au rugby étant donné qu'il consacre celui-ci à survivre. Sinon ils intègrent les équipes adultes et continuent de bénéficier des avantages du club. Pour les adultes qui continuent dans le club, ils essayent de leur trouver un job parce qu'ici, on ne vit pas du rugby. » extrait journal de bord du 11/02/2017

La fin de l'aide n'est donc pas marquée par un accomplissement ou l'atteinte d'un objectif, mais par l'atteinte d'un âge. D'ailleurs, le Manager général a justifié son intervention non pas par son efficacité, ou ses résultats, mais de la manière suivante :

« On n'est pas des professionnels de l'intervention sociale, mais on fait du mieux qu'on peut à notre niveau » extrait de l'entrevue du 14/02/2017.

Ainsi l'intervention est-elle légitimée de par la volonté de bien faire, et de faire le bien.

Cependant si ces prises en charge que le manager présente comme de l'aide ne permettent pas de réellement aider comme nous l'avons défini dans notre cadre conceptuel, il est intéressant de savoir ce qu'en pensent les membres de l'association qui sont sur place. Voici un extrait de mon journal de bord, celui-ci abordant les propos tenus par les entraîneurs que j'ai rencontrés :

« Ils veulent permettre aux bénéficiaires d'accéder à un épanouissement personnel dont leur contexte leur bloque l'accès. En offrant un cadre avec des règles à suivre, des valeurs

fortes, une possibilité de se mettre en valeur grâce à la pratique d'un sport, un cadre pour s'amuser, du soutien et de l'attention d'adultes, ou encore en leur apprenant simplement à vivre ensemble, l'association contribue à remplacer les parents dans certaines parties de l'éducation de leurs enfants. » extrait journal de bord du 11/02/2017

Les éducateurs sont d'ailleurs fiers de participer à un projet comme celui-ci, ils apprécient pouvoir faire passer de bons moments aux enfants tout en leur inculquant les valeurs du rugby, ainsi que certaines connaissances qu'ils n'auraient pas eues autrement (hygiène, santé...). Ces éducateurs sont tous malgaches et viennent tous du même milieu social que les enfants qu'ils aident. Ceux-ci cherchent donc à leur inculquer ce qui leur a permis à eux de s'en sortir dans la vie malgré ce contexte difficile. Le problème que les éducateurs adressent est donc l'inadaptation des enfants à la vie d'adulte dans le contexte malgache. Ou l'inadaptation de l'éducation que reçoivent ces enfants pour les préparer à la vie d'adulte. Il est intéressant de noter que les repas, la bibliothèque, les soins de santé n'ont que très brièvement été abordés par ceux-ci lorsque je demandais ce que l'organisation apportait aux enfants.

## 2) Origine des idées et des bonnes pratiques de l'organisation

C'est le terrain d'intervention et le bon sens qui sont à l'origine des bonnes pratiques de l'organisation. Toutes leurs actions découlent directement des constats qu'ils font pendant leur pratique d'aide. Dans la pratique, lorsqu'un membre de l'association constate un nouveau problème durant son action d'aide, il va en faire part aux autres afin d'en discuter. Une fois que c'est fait, les décisions quant à la manière de réagir sont prises avec l'ensemble des membres de l'exécutif, ainsi qu'avec les associations partenaires en fonction de leur bon sens. Un exemple illustrant cette approche est la manière dont ils en sont arrivés à l'idée de la nécessité du bus médicalisé. En effet, c'est parce qu'ils ont été confrontés à des joueuses du club qui sont tombées enceintes qu'ils se sont dit que ce serait une bonne chose de faire intervenir un bus médicalisé qui pourrait principalement s'occuper des femmes et de leurs problèmes.

### 3) La clé de la réussite de l'organisation

« C'est du temps, beaucoup de temps et bien sûr qu'il faut des moyens financiers. Le père Pedro n'aurait pas développé tout ce qu'il a développé s'il n'avait pas les moyens financiers pour le faire. Il a la foi, le temps, mais aussi beaucoup de moyens financiers »  
extrait de l'entrevue du 14/02/2017

La troisième raison justifiant leur efficacité c'est que c'est une association quasiment exclusivement malgache.

« C'est un Club de rugby malgache, géré par des Malgaches, dirigé par des Malgaches. [...] Parce que je ne pense pas qu'on puisse faire quoi que ce soit ici s'il n'y a pas de Malgaches partis prenants. Alors bien sûr que j'ai un œil sur les finances, je suis manager. Mais les décisions sont prises collégialement, il n'y a aucune décision que je prends seul. »  
» Extrait de l'entrevue du 14/02/2017.

Avoir des Malgaches en charge du projet leur permet d'être plus impliqués, de davantage se l'approprier et donc de s'investir plus fort. C'est donc les Malgaches qui sont mis de l'avant quant à l'intervention sur le terrain et c'est le manager qui fait le travail en arrière comme les levés de fonds. L'éducateur principal est un malgache qui s'est fait offrir une formation en France, par l'association, qui lui permet d'entraîner officiellement des clubs de rugby professionnels. Il brigait également le poste de Président de la Fédération malgache de rugby.

Notons également la manière dont le Manager général présente la raison de leur aisance financière :

« Trouver des fonds n'est pas compliqué, il faut juste que le projet soit sérieux. Nous nos donateurs ils nous connaissent, ils savent ce qu'on fait et ils savent qu'on le fait bien »  
extrait de l'entrevue du 14/02/2017.

Cependant il est important de nuancer ceci. En effet si le Manager General insiste sur le fait que c'est un club malgache pour les Malgaches, il est nécessaire d'insister sur le fait que c'est également le seul club où des étrangers jouent au rugby à Antananarivo. Les donations en termes de structures (terrain, cantine, vestiaires...), les donations financières et les interventions médicales sont toutes issues des joueurs aisés de ce club ou de leur entourage. De plus la majorité des donations permettent d'améliorer la structure de l'association, qui si elles profitent aux bénéficiaires de l'association, profitent également aux donateurs joueurs. Finalement lors de la visite de l'organisation j'ai pu discuter avec

différents joueurs donateurs et avec le manager. À la question de savoir pourquoi ceux-ci avaient choisi de faire un club de rugby avec un volet social plutôt que simplement un club de rugby, ils m'avaient répondu :

« Aider leur apporte beaucoup personnellement. Ils expliquent que s'ils ont mis ce projet en place c'est parce qu'ils y retrouvent aussi quelque chose, une forme de satisfaction personnelle. Et que de voir les sourires des enfants et les résultats positifs des différentes équipes du club dans les compétitions locales était pour eux la plus belle des récompenses pour leur investissement » extrait journal de bord du 11/02/2017

On peut donc légitimement se demander si l'aisance financière ne serait pas plutôt le résultat des relations d'amitié et des intérêts personnels des donateurs.

#### 4) Les obstacles identifiés

##### *(A) Obstacle de la dépendance financière*

Dans cette organisation il n'a pas été fait mention de problèmes liés à la dépendance financière. Il est donc intéressant de comprendre pourquoi.

Si le Manager explique cela par l'efficacité de l'organisation, il est important de mentionner que la majorité des donateurs profitent eux-mêmes des résultats de leurs donations, ou des donations des entreprises dans lesquelles ils occupent des postes de direction. Ceci de deux manières différentes :

- En étant eux-mêmes joueurs dans le club de rugby. Ceci concerne toutes les donations afférentes aux développements des structures rugbyistiques telles que le terrain aux normes internationales, les gradins, les vestiaires, la salle commune, la cuisine, les bureaux...
- En voyant le bien qu'ils font. En effet, chaque samedi les joueurs donateurs sont sur les lieux de l'organisation entourés des bénéficiaires de leur générosité. Tout comme le disait le Manager général « Le sourire des enfants est notre récompense » extrait de l'entrevue du 14/02/2017.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

On pourrait donc se demander si l'absence du problème de la dépendance financière ne proviendrait pas du fait que les donateurs ont des raisons à la fois instrumentales égoïstes et axiologiques de donner.

Mais on pourrait également se demander si les actions d'aide qu'ils mettent en places ne sont pas davantage motivées par leurs raisons instrumentales égoïstes, que par leur envie d'aider. C'est-à-dire si l'objectif poursuivi est réellement d'aider les bénéficiaires ou s'il est de permettre aux donateurs, et aux aidants, de jouer au rugby dans les meilleures conditions.

### *(B) Obstacles contextuels ou du quotidien*

Tout comme dans le cas précédent, les vols de la population locale à l'encontre des organisations étrangères, qu'elles soient à but lucratif ou non, sont identifiés par le Manager général comme un obstacle. Cependant, il affirme que :

« Avoir des Malgaches en charge de l'organisation permet de simplifier la situation. Moi je leur dis toujours que c'est à eux, que c'est eux qui décident. [...] Quand il y a un vol, ils doivent se débrouiller entre eux pour trouver une solution en sachant qu'ils devront rendre des comptes ensuite. » extrait de l'entrevue du 14/02/2017

C'est-à-dire qu'en rendant des Malgaches responsables de l'organisation et de son fonctionnement, ils affirment que les vols à l'encontre de l'organisation diminuent.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- L'égoïsme de la population locale peut devenir un obstacle à l'aide. Celle-ci en ayant recours à des raisonnements basés sur les postulats 4 à 6 du TCR<sup>4</sup> va privilégier son propre intérêt à celui des bénéficiaires des organisations d'aide. Ce comportement peut avoir deux conséquences, d'une part elle diminue la capacité effective des aidants à aider en posant des actions allant à leur encontre comme le vol. D'autre part comme on l'a vu précédemment opposer des raisons instrumentales à des raisons axiologiques peut devenir un obstacle à l'aide en ayant une influence

---

<sup>4</sup> Instrumentalisme, Égoïsme, Maximisation

négative sur la volonté d'aider de l'aidant. Cependant ce cas nous permet de constater qu'impliquer des aidants qui ont la même culture et un profil socio-économique proche de celui de la population locale réduit le recours à des logiques instrumentales égoïstes vis-à-vis de ces organisations.

### *(C) Obstacles institutionnels : l'État et les autres associations*

Mais dans cette organisation c'est surtout l'obstacle institutionnel qui est flagrant. Ainsi le manager commence avec :

« La lourdeur administrative. C'est-à-dire que les pauvres malgaches ont hérité d'une lourdeur administrative française qui rend tout compliquer. Si on n'avait pas cette lourdeur administrative, on irait encore plus vite, les permis de construire, l'obtention de la propriété du terrain » extrait de l'entrevue du 14/02/2017

Il faisait notamment référence au fait que l'organisation attendait depuis des années les titres de propriété qui lui ont toujours été promis par l'État. D'ailleurs, le responsable de l'école de rugby m'avait expliqué :

« Que le terrain que l'association possède depuis plus de 10 ans, et sur lequel toutes les structures de l'association sont actuellement, va peut-être se faire confisquer par l'État. Il m'explique que depuis la construction d'une nouvelle route reliant l'aéroport au quartier où se situe le terrain, celui-ci a pris énormément de valeur marchande et qu'il suscite donc beaucoup de convoitises. Entre autres il mentionne que des investisseurs seraient venus faire du repérage comme si le terrain était déjà à eux. » extrait journal de bord du 11/02/2017

Le manager explique la même chose, en ajoutant que :

« À chaque fois qu'on s'est rendu au service des domaines pour obtenir les titres ils nous répondaient que le terrain appartenait à l'État et qu'il était réservé pour soi-disant accueillir des sinistrés en cas d'urgence, tout en faisant des sous-entendus pour obtenir un pourboire bien évidemment. Mais la dernière fois le directeur des domaines nous avait enfin donné une garantie verbale que le dossier aboutirait » extrait de l'entrevue du 14/02/2017.

Quand je lui demande comment il pense que l'histoire va se terminer, il me répond :

« Il y a bien quelqu'un qui sera sensible à notre projet et qui ouvrira les yeux... L'espoir fait vivre » extrait de l'entrevue du 14/02/2017.

Une fois de retour à Montréal j'ai suivi la situation de l'association par l'intermédiaire du gatekeeper m'ayant mis en contact avec l'association et par l'intermédiaire du site internet de l'organisation. Finalement le mercredi 14 juin 2017, 20 policiers se sont rendus sur le terrain avec un huissier et un avis d'expulsion à exécuter sur-le-champ. Ils étaient également accompagnés de 70 ouvriers qui ont clôturé de tôles le terrain dans la journée. Et le 15 juin 2017, ils ont commencé la clôture en dure. Le chantier est gardé 24h/24h et 7 jours/7 par plusieurs policiers.

Le terrain est maintenant la propriété officielle d'une entreprise privée, celle-ci a obtenu les titres et l'expulsion des occupants en un temps record. Alors que l'organisation essayait de le faire depuis plus de 10 ans, sans que le dossier n'avance. Finalement l'organisation n'existe plus et rien n'a été fait par l'État, ou l'investisseur privé, pour venir en aide à ces 250-300 anciens bénéficiaires de l'organisation.

Mentionnons que l'huissier ayant œuvré était ouvertement en conflit avec le responsable de l'école de rugby. En effet ceux-ci ont fait campagne l'un contre l'autre pour devenir président de la fédération nationale de rugby à Madagascar.

Notons également que le Manager General confirme les pratiques douanières évoquées dans le 1er cas. Il est possible de faire dédouaner gratuitement en cas de dons humanitaires, mais cela prend beaucoup de temps, c'est très compliqué et c'est quasiment toujours refusé par l'État. Cependant dans cette organisation ils ont fait le choix de payer les douaniers pour ne pas perdre de temps.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- L'égoïsme des membres du gouvernement local. Les membres de celui-ci ne chercheraient qu'à satisfaire leur propre besoin à travers la corruption. Comme mentionné précédemment ceci a un impact négatif sur la volonté d'aider des aidants en opposant des raisons axiologiques à des raisons instrumentales égoïstes. Mais également sur leur capacité effective d'aider, c'est-à-dire sur les changements positifs qu'ils peuvent permettre dans la vie des bénéficiaires.
- Les abus de pouvoir des membres de l'État. Ceux-ci utilisent leur pouvoir à des fins personnelles, et comme dans ce cas-ci à titre de vengeance. Similaire au précédent.

- Les intérêts économiques priment sur les intérêts humains pour les acteurs économiques. C'est-à-dire que faire du mal est justifié si cela génère de l'argent. Similaire aux politiciens, mais appliqué aux acteurs économiques.
- La lourdeur administrative. L'État malgache est inefficace et lent, sauf en cas de corruption. La lourdeur administrative est un obstacle à l'aide en réduisant la capacité des aidants d'effectivement agir pour aider, tout en réduisant les possibilités d'impliquer les services publics dans les actions d'aide. De plus cela vient influencer négativement la volonté des aidants.

#### *(D) Obstacles de la non-expertise de l'aidant*

Enfin, un dernier obstacle pouvant être identifié dans cette organisation est l'absence d'expertise des aidants dans le domaine de l'aide. Ce manque d'expertise dans le domaine peut parfois s'illustrer comme à travers l'exemple de la bibliothèque. Celle-ci contient 800kg de livres, mais ils sont tous en français. Or d'après la demi-journée que j'ai passé avec une vingtaine d'enfants il ne fait aucun doute qu'il ne parle pas du tout français, et donc qu'ils sont encore moins susceptibles de pouvoir le lire. D'ailleurs, même les éducateurs ne parlent pas tous, et pas bien, français. Alors si le Manager se justifie en expliquant que c'est important pour ces enfants d'apprendre le français comme pour un Occidental d'apprendre l'anglais, d'après ma conversation avec le responsable de l'école de rugby ils n'y auraient tout simplement pas pensé et la bibliothèque ne servirait pas.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- L'absence d'expertise des aidants dans le domaine de l'aide peut être un obstacle à la capacité d'aider. Cet obstacle se traduit dans ce cas-ci par un ensemble d'actions d'aide non coordonnées, ainsi que par des actions inutiles. Notons que l'exemple de la bibliothèque pourrait également s'expliquer par la trop grande distance entre les donateurs, ou le Manager Général, et les bénéficiaires de l'aide. Dans ce cas l'obstacle serait la non-implication des bénéficiaires de l'aide dans la conception de celle-ci.

### III) Cas 3 : Un programme renforçant la capacité des aidés

Cette organisation propose un programme de micro financement pour le développement durable. Son objectif est de responsabiliser les communautés locales quant à la gestion durable de leurs ressources naturelles tout en améliorant leurs conditions de vie. Pour ce faire, la stratégie employée est de soutenir ces communautés dans la valorisation durable de leurs ressources naturelles en renforçant leur capacité de gouvernance et de gestion. Dans la pratique, ils financent des projets à hauteur de maximum 50 000\$, tout en accompagnant les bénéficiaires dans la réalisation de ceux-ci. Ces projets durent normalement 2 ans, mais peuvent se prolonger sur une durée de 3 à 4 ans, selon le contexte. De 2007 à aujourd'hui, c'est un total de 5 millions de dollars US qui ont été octroyés sous la forme de subventions. Leur budget pour la période 2016-2018 est de 1,6 million de dollars US.

Deux personnes sont responsables de cette organisation à Madagascar, une « National Coordinator » et une « Program Assistant ». Celles-ci sont toutes deux d'origine malgache et leur travail les amène régulièrement à se rendre sur le terrain à travers tout le pays. Il est ressorti de l'entrevue qu'elles recouraient également souvent à des stagiaires afin de les aider.

Afin de réaliser ce cas, nous avons tout d'abord eu une discussion informelle avec une personne ayant contribué à la réalisation de différents projets avec l'organisation en tant que reporter, vidéaste et photographe. Ensuite une rencontre informelle a été réalisée avec la « Program Assistant », dont nous avons rendu compte dans notre journal de bord, ainsi qu'une entrevue formelle que nous avons enregistrée. Deux remarques quant à la réalisation de ce cas, premièrement nous n'avons pas pu rencontrer la « National Coordinator » parce que celle-ci n'était pas disponible. Deuxièmement la personne interviewée voulait vraiment nous montrer ses lieux d'interventions afin que l'on puisse nous-mêmes constater le résultat de leur travail. Malheureusement, les terrains d'interventions de l'association sont particulièrement éloignés et la contrainte temporelle nous a empêché de nous y rendre, malgré le vif intérêt de l'auteur. Suite à l'entrevue nous avons encore eu plusieurs conversations avec le reporter au sujet de l'aide et des sujets ressortis de l'entrevue.

## 1) Les objectifs de l'organisation

Selon les documents officiels de l'organisation, l'objectif principal est de protéger l'environnement. Chacun de leurs projets doit donc répondre aux thématiques du FEM (Fond pour l'Environnement Mondial) comme la biodiversité, la dégradation des terres, la préservation de la faune et de la flore...

Mais pour y parvenir ils déclinent cet objectif en plusieurs sous-objectifs :

« Objectif environnemental : ressources naturelles gérées équitablement et durablement par les communautés locales.

Objectif social et économique : les communautés jouissent d'une autonomie alimentaire, financière, en termes de moyen et en matière de prise de décision et bénéficient des avantages relatifs à l'exploitation durable des ressources de leur terroir, avec l'appui des techniciens.

Objectif juridique : les communautés sont respectées dans l'application de leurs droits et responsabilités en matière de gouvernance et gestion durables des ressources naturelles de leurs terroirs.

Objectif de gouvernance et de gestion : les communautés ont la capacité et participent à toutes les décisions relatives à leurs droits et responsabilités concernant les ressources naturelles de leur terroir et leur bien-être

Objectif culturel : les dynamiques au sein du réseau des communautés responsables dans la gestion et la gouvernance des ressources naturelles mène à la fierté et à des actions concrètes de la part des membres concernant les ressources de leurs terroirs. »

### *(A) L'approche de l'aide utilisée pour atteindre les objectifs*

Comme nous venons de le voir, le problème principal qu'ils cherchent à combattre est l'exploitation non durable des espaces protégés. Pour ce faire, ils ont identifié deux menaces dont découlent leurs deux approches de l'aide : une première centrée sur le fait d'éviter que les populations locales n'exploitent leurs ressources naturelles protégées et une seconde centrée sur le fait d'éviter que des personnes extérieures à cette communauté ne puissent venir exploiter ces ressources naturelles protégées.

En ce qui concerne la première approche, le cœur du problème est donc que les populations locales ne savent pas satisfaire leurs besoins autrement qu'en recourant à l'exploitation des ressources naturelles environnantes. Ou que les méthodes alternatives qu'ils ont actuellement pour les satisfaire ne sont pas préférées à l'exploitation de l'environnement.

La logique de l'organisation est donc d'utiliser une approche paysagère afin d'identifier les communautés à aider. Cette approche consiste à :

« Renforcer les communautés en bordure des aires protégées afin de développer des projets qui permettent de satisfaire les besoins de ces populations autrement qu'en exploitant, de manière non durable, leur environnement » extrait de l'entrevue du 30/01/2017

Mais si une solution alternative est développée pour satisfaire leurs besoins, encore faut-il que les populations locales la préfèrent à leur manière de faire habituelle.

Ce problème est éliminé par l'approche de l'aide qu'utilise l'organisation. En effet :

« Il est important d'insister sur le fait que ce n'est pas nous qui choisissons les projets à réaliser, mais que ce sont les communautés bénéficiaires elles-mêmes. C'est aux communautés locales de soumettre leur projet, c'est donc à elles de choisir l'action qu'elles préfèrent. » Extrait de l'entrevue du 30/01/2017

Ceci implique que la communauté doit dans un premier temps identifier les besoins de ses membres, et la manière dont ils voudraient y répondre. L'idée est de les laisser décider de ce qu'ils veulent, pour faire en sorte que la solution soit utilisée et préférée à d'autres moyens. Ce point est essentiel parce qu'il permet de développer des solutions durables, qui une fois mises en place ne dépendent plus de l'organisme d'aide, mais de l'utilité qu'en retirent les habitants.

Mais cette approche permet également de répondre à la seconde menace que sont les acteurs externes à la communauté. En effet, en obligeant les communautés à elles même identifier leurs besoins et la manière idéale dont elles veulent les satisfaire, ils obligent celles-ci à s'organiser face au monde moderne, à se penser et à se projeter. L'idée est d'aider ces communautés à faire face non pas uniquement à leur environnement et contexte local, mais de leur permettre de défendre leurs intérêts face au monde extérieur.

Pour ce faire, l'organisation accompagne les bénéficiaires tout au long du développement de leur projet afin de les rendre autonomes. Dans la pratique l'accompagnement peut servir à la rédaction des rapports, à permettre l'apprentissage du système bancaire, ou encore

vérifier que tous les membres de la communauté sont bien impliqués dans le projet. Les formations elles, vont plutôt toucher des sujets afférents aux expertises techniques que nécessite le projet, ou encore liés à la gestion administrative et juridique de celui-ci. L'objectif étant toujours de transmettre aux communautés les connaissances nécessaires pour que celles-ci puissent améliorer leurs conditions de vie par elles-mêmes, tout en protégeant l'environnement local.

Mais si l'organisation aide les bénéficiaires en leur transmettant les connaissances nécessaires pour faire face aux enjeux du monde moderne, il est important que l'on comprenne que :

« Ces populations sont loin d'être inéduquées, elles ont énormément de connaissances qui si elles sont différentes des connaissances académiques, ou occidentales, n'en sont pas moins bonnes. Sur le terrain ils ont déjà souvent des bonnes pratiques. Il faut juste les faire ressortir et les mettre en avant. Il faut valoriser leur savoir culturel, ancestral, qu'on peut ensuite améliorer grâce à certaines expertises ou autres s'il le faut. » extrait de  
l'entrevue du 30/01/2017

On comprend donc que les bénéficiaires de l'aide, comme les aidants, ont des connaissances propres leur permettant de vivre dans leur contexte. Chacun étant adaptés à son environnement. Chacun apporte donc sa part au projet : les communautés en utilisant leurs connaissances locales pour développer des solutions locales et l'organisation en apportant un soutien logistique, technique et financier.

Ce volet culturel est particulièrement important pour la personne que nous avons entrevue, en effet voici comment elle nous décrit l'origine de sa volonté d'aider :

« Premièrement, c'est pour pouvoir contribuer à améliorer la situation de Madagascar, la terre de mes ancêtres. Ensuite, dans un deuxième temps c'est pour pouvoir améliorer les conditions de vie des communautés de base tout en pouvant échanger des connaissances avec elles. Ce que je veux dire par là c'est que je veux contribuer à la reconnaissance des connaissances et des savoirs de la culture malgache. Ensuite, j'aime mon travail parce qu'il est lié à la préservation de l'environnement et que l'environnement est commun à tous les êtres humains. En aidant à sa préservation, j'aide tout le monde. » extrait de  
l'entrevue du 30/01/2017

Elle insiste donc sur le fait que ses projets permettent de mettre en avant la culture malgache en valorisant le savoir et les connaissances qu'ont les populations aidées.

« Des problèmes malgaches, auxquels on apporte des solutions pensées par des Malgaches et réalisées par des Malgaches » extraits de l'entrevue du 30/01/2017

## 2) Les clés de la réussite de l'organisation

Pour le reporter ainsi que la personne interviewée, les clés de la réussite sont de travailler avec les communautés, de se rendre sur le terrain et de vouloir rendre les bénéficiaires autonomes.

Il faut prendre le temps d'écouter et de comprendre les bénéficiaires. Il faut se confronter à leur réalité pour pouvoir la comprendre. Pour ce faire il faut aborder les bénéficiaires comme des égaux et non pas comme des personnes inéduquées, parce qu'elles ne le sont pas. Les comportements paternalistes sont donc à bannir, car ils ne permettent pas aux bénéficiaires de s'approprier les solutions qui ont été apportées à leurs problèmes. Ainsi il faut au maximum les rendre responsables vis-à-vis des projets d'aide dont ils bénéficient.

Finalement, elle dit que :

« On a déjà travaillé avec des ONG auparavant, ONG qui sont généralement composées d'universitaires, ou d'intellectuels, sauf que dans ce genre d'organisations 80% du budget sert pour les frais de fonctionnement et seulement 20% arrivent vraiment sur le terrain. Il y a donc bien moins de résultats et d'impacts, même si les rapports qu'ils remettent sont impeccables. Nous au contraire on travaille en direct avec ces communautés et on fait en sorte qu'au moins 80% du budget arrive sur place en plus de pouvoir leur fournir un vrai accompagnement. On fait en sorte de responsabiliser au maximum les bénéficiaires en les rendant responsables de l'élaboration, de la réalisation et de la gestion de leur projet. L'objectif est de les rendre autonomes, mais aussi que l'aide perdure dans le temps et que les gens en soient conscients. » extrait de l'entrevue du 30/01/2017

Le reporter lui, expliquait :

« Il avait pu constater les résultats de l'organisation en voyant l'évolution au sein des communautés. Il était très enthousiaste quant à cette organisation et son approche. D'une visite à l'autre, il pouvait voir des communautés se construire, s'organiser et devenir réellement autonome. Ces gens reprennent la main sur leur destin, reprennent des initiatives et arrivent à devenir eux-mêmes investisseurs dans leur communauté. Ils vont même parfois plus loin encore que ce que l'organisation avait prévu à l'origine en

développant de nouveaux projets par eux-mêmes et sans sources de financement externes. » Extrait journal de bord du 15/01/2017.

### 3) Les obstacles identifiés

#### *(A) Obstacles contextuels et institutionnels*

Ce cas nous a permis de faire ressortir deux principaux problèmes liés au contexte, le premier étant les détournements des fonds par des membres de la communauté de bénéficiaire. Le second étant que pour le gouvernement les intérêts économiques priment sur les intérêts des communautés.

Ainsi selon la Program Assistant :

« Suite à la crise politique de 2009 et aux nombreux vols dont nous avons été victime, on a dû développer des mesures de contrôle pour éviter que certains membres de la communauté, ou la communauté elle-même ne cherchent à détourner l'argent des projets a d'autres fins que celle initialement prévue » extrait de l'entrevue du 30/01/2017

Si elle condamne les détournements à des fins personnelles, elle explique qu'elle comprend que certaines communautés aient détourné l'argent pour subvenir à leurs besoins durant la crise. En réaction à ces problèmes, ils ont par exemple décidé de diviser la subvention en 3 versements (50%, 30%, 20%). Pour obtenir le versement suivant, les bénéficiaires doivent remettre un compte rendu de l'évolution du projet, et de son impact, signé par l'ensemble de la communauté. Et l'organisation doit se rendre sur place afin de constater cette évolution, tout en conseillant les bénéficiaires. D'autres mesures de sécurité ont été développées telles que l'obligation d'avoir 3 signatures pour accéder aux fonds, dont une d'un membre de l'organisation. Mentionnons également que pour tout achat réalisé avec les fonds octroyés, la communauté doit soumettre au préalable un minimum de 3 pros format à l'organisation. Celle-ci vérifie ensuite si le rapport qualité-prix est bon, s'il n'y a pas de conflits d'intérêts, et surtout si l'achat n'est pas un détournement déguisé. Si ces mesures de sécurité réduisent l'autonomie effective des bénéficiaires quant à la réalisation du projet, elles sont nécessaires pour faire face à la réalité du terrain.

Le second obstacle contextuel correspond à la même chose que ce que nous avons abordé dans les deux premiers cas, c'est-à-dire l'égoïsme des membres du gouvernement et des acteurs économiques vis-à-vis des populations locales.

« Une fois nous avons une communauté très efficace dont le projet a atteint la finale du concours mondial de l'organisation. Cette communauté était en charge, et vivait, sur un domaine de 40 hectares de ressources lacustres. Mais un beau jour le maire qui était en place a décidé de vendre l'entièreté du domaine à une société indienne. Donc toute la communauté était menacée et le projet que nous avons financé également. Surtout que la société indienne avait déjà corrompu toutes les personnes haut placées pour obtenir le droit de le faire » extrait de l'entrevue du 30/01/2017.

L'entreprise avait accepté de laisser les membres de la communauté vivre sur place à condition qu'ils paient un loyer mensuel à l'entreprise et qu'ils s'installent là où elle le décide. Face à cette situation, la communauté était tout simplement impuissante étant donné que les décisions sont prises à la capitale par des politiciens corrompus. L'organisation a donc organisé un grand rassemblement médiatique dans les locaux des Nations Unies afin de donner l'occasion aux membres de la communauté de donner de la voie et de se défendre. Suite à quoi ils ont introduit un projet de loi pour protéger les communautés des décisions prises par les politiciens corrompus de la capitale malgache. Cependant comme la Program Assistant le dit :

« Je ne sais pas si ce projet de loi va être soutenu parce que le problème c'est qu'elle ne favorise pas les intérêts des politiciens. Mais on ne va pas baisser les bras et on continue. » extrait de l'entrevue du 30/01/2017

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- L'égoïsme des membres du gouvernement local. Les membres de celui-ci ne chercheraient qu'à satisfaire leur propre besoin à travers la corruption. Comme mentionné précédemment ceci a un impact négatif sur la volonté d'aider des aidants en opposant des raisons axiologiques à des raisons instrumentales égoïstes. Mais également sur leur capacité effective d'aider, c'est-à-dire sur les changements positifs qu'ils peuvent permettre dans la vie des bénéficiaires.
- Les intérêts économiques qui priment sur les intérêts humains pour les acteurs économiques. C'est-à-dire que faire du mal est justifié si cela génère de l'argent. Dans ce cas-ci c'est un obstacle aux changements positifs permis par l'aide. En effet, les acteurs économiques sont prêts à mettre à néant les projets d'aide réalisés à des fins pécuniaires.

- Les bénéficiaires de l'aide sont trop faibles pour se faire entendre et donc pour se défendre. Dans ce cas-ci c'est un obstacle à la temporalité de l'aide. Les bénéficiaires ne pouvant se défendre seuls face à des entités telles que le gouvernement, ou les acteurs économiques, les aidants ne peuvent pas mettre un terme définitif à leur aide.
- Les institutions sont corrompues, les changer est donc quasi impossible. Dans ce cas-ci on constate que c'est un obstacle à la capacité d'aider de l'organisation, tout en ayant une influence négative sur la volonté d'aider des aidants.

### *(B) Obstacles culturels*

La personne interviewée insiste sur les obstacles liés à la culture. Selon elle de nombreuses organisations d'aide ne prennent pas le temps de comprendre et d'écouter les populations qu'elles veulent aider. Elles vont directement agir en fonction de ce qu'elles croient être juste, et elles vont avoir tendance à imposer leur manière de faire en la considérant comme meilleure. Ce qui est problématique en agissant ainsi c'est qu'ils peuvent avoir des comportements perçus comme dévalorisants à l'encontre des locaux.

Après en avoir parlé avec le reporter, celui-ci explique que :

« Il faut se rendre sur le terrain pour écouter les communautés locales pour éviter les comportements paternalistes qui n'aident pas, au contraire, qui vont créer un clivage entre la personne qui aide et celle qui bénéficie de l'aide » extrait journal de bord du 01/02/2017.

L'idée étant qu'en ne prenant pas le temps de bien comprendre les populations que l'on aide, on risque alors de faire d'avantages d'amalgames et donc d'une part de se tromper et d'autre part de froisser la personne que l'on veut aider. Ce qui paraît tout au long de l'entrevue, et en partie dans les discussions informelles avec le reporter, mais qui n'a pas été exprimé comme tel, est le gros obstacle qu'est la prétendue supériorité que de nombreux aidants étrangers ont tendance à afficher dans leur action d'aide.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- La tendance de l'aidant à croire qu'il n'a pas besoin de comprendre le bénéficiaire de l'aide pour l'aider. Ceci étant encore plus important lorsque l'on aide des

personnes appartenant à des cultures différentes. Cette tendance est un obstacle à l'aide parce qu'elle réduit l'implication du bénéficiaire dans l'aide dont il profite.

- Le racisme ou les comportements paternalistes voulant que l'aidant soit en position de force vis-à-vis de l'aidé et donc que c'est à lui de décider comment faire et quoi faire. Cette approche nuit à la relation entre l'aidant et l'aidé, et devient donc un obstacle à la co-construction de l'action d'aide. De plus les préjugés pouvant accompagner ce genre de comportements peuvent grandement réduire la capacité à aider de l'aidant.

### *(C) Obstacle de la dépendance financière*

Lors de l'entrevue que nous avons menée avec la Program Assistant il n'est pas ressorti que la dépendance financière pouvait être un obstacle à l'aide. Ainsi le budget important mis à la disposition de l'organisation par les Nations Unies semblait immuniser celle-ci vis-à-vis de cet obstacle. Cependant, il est ressorti de la dernière conversation avec le reporter que ce n'est peut-être pas réellement le cas.

« Il avait pu constater les limites de l'organisation lors d'un projet à Tuléar dans le sud de Madagascar. Une communauté, de bénéficiaires de l'organisation, s'était fait attaquer par un groupe de Dahalo<sup>5</sup>. Ceux-ci avaient fait de nombreux dégâts qu'ils soient matériels ou humains. Le premier problème a été de se rendre sur place, en effet cela a pris plusieurs jours pour que les membres de l'organisation ne puissent se rendre auprès de cette communauté. Il m'explique que c'était difficile à vivre comme situation parce que ces gens venaient de traverser une épreuve très dure, mais qu'ils (les membres de l'organisation) ne pouvaient que leur apporter un soutien matériel partiel. C'était en dehors de la mission de l'organisation, ils ne pouvaient pas débloquer des fonds supplémentaires pour répondre à cette situation. » Extrait journal de bord du 01/02/2017.

Ce témoignage permet de faire ressortir deux obstacles. Premièrement, comme l'organisation d'aide reçoit elle-même ses fonds de donateurs, elle est soumise aux missions pour lesquelles ceux-ci donnent. Or devoir se conformer à l'ordre de mission des donateurs peut entraver l'efficacité avec laquelle ils peuvent aider, en entravant leur capacité à adapter leur action d'aide au contexte.

---

<sup>5</sup> Traditionnellement ce sont des voleurs de zébus du sud de Madagascar, mais depuis quelques années ce vol occasionnel a pris de l'ampleur et s'est progressivement transformé en vol organisé et grand banditisme.

Deuxièmement, si les mesures de sécurité de l'organisation quant à la gestion des fonds octroyés permettent d'éviter les vols, elles sont également un frein à l'autonomie des bénéficiaires de l'aide. Dans ce cas-ci, les bénéficiaires ont dû attendre plusieurs jours pour pouvoir débloquer les fonds dont ils disposaient pour pouvoir réagir à l'incident dont ils étaient victimes.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- La dépendance aux donations qui entraîne une obligation de rester dans le cadre des missions définies par les donateurs. Ceci pouvant entraver l'adaptation de l'aidant au contexte de sa pratique d'aide. On comprend que l'obligation de respecter un ordre de mission peut réduire la capacité de l'aidant à effectivement agir pour le bien des bénéficiaires. Cette obligation peut également être un obstacle à la co-construction de l'aide.
- La mesure de contrôle contre les détournements de fonds entraîne une diminution de l'autonomie qui peut être contreproductive. Or cette diminution de l'autonomie des bénéficiaires peut devenir un obstacle aux changements positifs permis par l'aide, tout en réduisant le rôle du bénéficiaire dans l'aide dont il bénéficie.

#### IV) Cas 4 : Une entreprise sociale

Cette organisation a la particularité d'être à la fois une entreprise classique, dans ce cas-ci une ferronnerie d'art, ainsi qu'une organisation sociale puisqu'elle vient en aide aux personnes considérées comme faibles dans la société malgache (les mères célibataires, les mendiants, les handicapés, les parias, les trieurs de déchets, etc.). Ainsi cette entreprise sociale aide au quotidien par l'intermédiaire de plusieurs structures telles qu'une école, un collège, des logements sociaux, un potager biologique, la ferronnerie ou une cantine.

Cette organisation a été créée il y a plus de 20ans par un couple d'anciens sportifs de haut niveau malgaches. Actuellement, l'organisation est gérée par ce couple, ainsi que leurs enfants. Cependant si celle-ci est présentée comme une organisation familiale, dans les faits c'est surtout le couple qui s'en occupe. Ainsi, le mari est en charge du volet artistique et social, alors que sa femme se concentre sur le volet business de l'organisation. Les enfants sont eux chacun responsables d'un atelier spécifique de l'entreprise. Il est à noter que les fondateurs, leurs enfants et leurs familles vivent très simplement dans des maisons traditionnelles sur les lieux de l'organisation. D'ailleurs, il est impossible de différencier les bénéficiaires de l'organisation du fondateur de celle-ci en se basant sur leurs apparences. En effet, le fondateur est habillé très simplement, il marche pieds nus et ne dégage aucun signe extérieur de richesse.

Afin de réaliser la rédaction de ce cas, nous nous sommes d'abord rendus sur les lieux de l'association afin de visiter les lieux en compagnie du fondateur de celle-ci. Durant cette journée nous avons eu l'occasion de visiter l'ensemble des structures de l'association tout en discutant de manière informelle avec les fondateurs et les personnes que nous rencontrons. Au final, nous avons discuté avec 5 à 10 personnes sur place, dont le fondateur et sa femme, deux de leurs enfants, et des employés de l'organisation tels qu'une enseignante de l'école ou les vendeurs de la boutique. En plus de cette visite, dont nous avons rendu compte dans notre journal de bord, nous avons fait passer une entrevue au fondateur de l'organisation. Finalement, nous avons visionné un DVD documentaire qui nous a été recommandé par le fondateur afin d'en apprendre encore davantage sur l'association.

## 1) Les objectifs de l'organisation

« L'objectif depuis le début c'est d'être en partage avec ces gens qui n'ont pas de chance, c'est donc tout d'abord lié à une volonté d'équité » extrait de l'entrevue du 06/02/2017

À l'origine, leur objectif était simplement de contribuer à améliorer les conditions de vie de leur environnement local, en particulier celles des laissés pour compte. Pour ce faire le gestionnaire s'est tout d'abord investi dans la vie publique locale en se lançant dans une carrière politique en tant que conseiller communal. Mais il explique que :

« On était deux conseillers communaux, et l'autre parti a vaincu. [...] je me sentais toujours écarté comme s'il y avait une sorte d'exclusion parce que j'avais envie d'apporter quelque chose pour la communauté » extrait de l'entrevue du 06/02/2017

Ce qui lui fait dire que son village serait en suspension, c'est-à-dire qu'il serait laissé de côté par les services publics. Finalement, sa femme et lui en sont venus à la conclusion qu'ils devaient agir eux-mêmes s'ils voulaient voir du changement dans leur village. Pour expliquer pourquoi il continue à traiter le moins possible avec les services publics, il explique que :

« C'est vraiment trop difficile de travailler avec les institutions, tout ce qui est simple devient compliqué et plus rien n'avance. Et puis c'est compliqué administrativement de faire des contrats avec les malentendants qui vont partir, puis revenir. Donc j'en suis venu à la conclusion qu'il n'y avait pas d'institution compatible avec notre activité, qu'on allait donc la faire de manière totalement indépendante » extrait de l'entrevue du 06/02/2017

Notons donc que la légalité de ses contrats de travail ou, voir même des activités de l'organisation sont peu clairs.

En ce qui concerne les objectifs qu'ils se sont fixés quant à leur aide, il les présente de manière très désordonnée. Il a donc été nécessaire de rassembler ses propos pour pouvoir présenter ses objectifs de manière structurée, claire et concise. Ceci nous ramène à des notes ayant été prises suite à la visite de l'organisation et à une remarque de la fondatrice :

« Elle nous a fait remarquer que les chemins permettant de se balader sur le terrain de l'organisation n'étaient jamais droits et directs, mais qu'ils étaient indirects et courbés. Selon elle c'est une métaphore représentant la culture malgache. En effet, d'après elle lorsqu'ils parlent, les Malgaches ne vont jamais directement aller droit au but, mais vont

plutôt passer par des chemins indirects pour s'exprimer. Ce qu'elle oppose à la manière de faire des étrangers qui eux vont droit au but. » extrait journal de bord du 02/02/2017

Le premier objectif est d'aider en tant qu'être humain. Ainsi, suite aux différentes discussions que nous avons pu avoir il apparait qu'ils veulent permettre aux laissés pour compte de la société de vivre comme des humains normaux. C'est-à-dire de leur permettre de vivre dignement et non pas comme une classe d'êtres humains vus comme inférieurs.

Pour ce faire ils se sont fixés plusieurs objectifs en commençant par transmettre la valeur du travail comme moyen pour s'en sortir dans la vie. C'est-à-dire de faire réaliser aux bénéficiaires qu'ils sont encore utiles et peuvent encore contribuer à leur propre bien-être, tout comme à celui de leur communauté. L'objectif est que les bénéficiaires soient au maximum redevable envers eux-mêmes de l'amélioration de leur condition de vie.

De ce premier objectif va découler toute une panoplie d'autres sous objectifs tels que de permettre aux bénéficiaires d'avoir un travail. Ou de leur permettre d'avoir un logement et d'en devenir propriétaires. Ou de permettre aux bénéficiaires de vivre sainement, ou tout du moins de manger sainement. Ou encore de permettre au bénéficiaire de se projeter dans l'avenir et de s'en protéger.

Finalement on comprend que leur objectif est de « permettre », c'est-à-dire de faciliter l'atteinte d'un résultat tout en maintenant la responsabilité du résultat entre les mains du bénéficiaire. Ou encore :

« D'être ce petit coup de pouce dans la vie des bénéficiaires » Extrait de l'entrevue du  
06/02/2017

#### *(A) L'approche de l'aide utilisée pour atteindre les objectifs*

L'association lutte donc contre un ensemble de problèmes auxquels font face les populations vulnérables en commençant par le fait qu'elles sont considérées comme des personnes inaptes à apporter leur contribution à la société.

Pour ce faire ils utilisent tout d'abord leur ferronnerie d'art pour lutter contre la mendicité et le chômage en offrant des emplois qu'aux personnes vulnérables. Ainsi, leurs 200 employés actuels sont à 60% des mères célibataires et les 40% restant sont des handicapés. Ceux-ci pouvant être aveugles, sourds, muets, amputés, malformés ou encore des personnes trop âgées pour pouvoir trouver un travail ailleurs. Ils sont donc répartis dans des ateliers en

fonction de leur handicap ; chaque atelier ayant développé sa propre manière de faire travailler ses bénéficiaires dans la ferronnerie. Le gestionnaire insiste sur ce fait :

« Ils ont tous un plan de carrière. Ils commencent par avoir le statut d'apprentis et apprennent comment travailler avec leur handicap dans nos ateliers. Pendant qu'ils sont apprentis, ils sont déjà payés. Ensuite, ils deviennent des travailleurs à part entière et s'ils le veulent ils peuvent devenir des formateurs pour pouvoir former les nouveaux arrivants »

extrait de l'entrevue du 06/02/2017

Si cela peut paraître anodin dans un contexte occidental, il est à mentionner qu'à Madagascar les populations pauvres n'ont généralement pas l'occasion d'évoluer au sein d'une entreprise.

Il est ensuite nécessaire de fournir des logements aux bénéficiaires qui vivaient dans la rue ou dans des conditions insalubres. Pour ce faire ils ont construit, et continuent de construire, des logements sociaux, dont les bénéficiaires peuvent profiter et devenir propriétaires. Leur permettre de posséder est important parce que cela responsabilise les bénéficiaires quant à l'entretien de leur logement.

Afin de permettre à leurs bénéficiaires de se projeter dans l'avenir et de s'en protéger, il n'est pas suffisant d'offrir un plan de carrière. C'est pourquoi ils voulaient que leurs employés puissent avoir une sécurité sociale. Cependant :

« Il n'existe pas de système de sécurité sociale à proprement parler à Madagascar, ici ce sont les enfants qui vont prendre soin des parents une fois ceux-ci trop vieux pour le faire eux même » extrait de l'entrevue du 06/02/2017

C'est pourquoi ils ont décidé d'investir dans l'éducation des enfants de leurs employés. En les éduquant gratuitement ils espèrent offrir l'équivalent local de la sécurité sociale à leurs employés. Pour ce faire ils ont construit une école et un collège, tout en finançant leur fonctionnement quotidien. Ils ont choisi de s'arrêter à la classe de 3e afin que les enfants des bénéficiaires poursuivent leur scolarité dans des établissements publics et soient ainsi confrontés à une autre réalité que celle de l'association. Notons également que les établissements scolaires sont à la disposition des enfants des environs moyennant une contribution annuelle qui permet de couvrir les frais des enfants dont les parents ne sont pas bénéficiaires de l'association.

L'organisation possède également un volet alimentaire luttant contre deux problèmes distincts. Le premier étant la lutte contre la sous-alimentation et les carences en nutriments

découlant du manque de variété alimentaire. Le deuxième étant la lutte contre la consommation de produits non naturels contenant de fortes concentrations en produits chimiques tels que les pesticides. Ainsi l'ensemble de la propriété est recouverte d'un potager inspiré de technique de permaculture. Celui-ci permet de produire une grande variété de plantes riches en nutriments, cultivées en harmonie avec l'environnement. Son jardin et l'expertise dont le gestionnaire a fait preuve lors de notre visite de l'association ont fait forte impression sur l'auteur de ce mémoire.

« C'est avec enthousiasme qu'il m'explique qu'ils recyclent tout, qu'ils sont autonomes en engrais, pesticides naturels et eau. Ce qu'ils ne savent recycler ils le gardent dans de grands sacs en attendant de trouver quoi en faire (il y en a très peu). Je suis impressionné par la variété de plantes ainsi que par ses connaissances sur le sujet. Il sait à quoi elles servent, ce qu'elles contiennent, comment les faire pousser ou comment les utiliser au maximum (bananier de 100kg=100kg de composte par exemple). Ils ont également des bassins pour faire de la pisciculture de tilapias leur servant ensuite pour les rizières. »

extrait journal de bord du 02/02/2017

Ils ont de plus, construit une cantine qui fournit 3 repas par jours aux bénéficiaires à très bas prix. Ils ont choisi de rendre ces repas payants pour que les bénéficiaires restent dans une logique de redevance quant à la satisfaction de leurs besoins. C'est donc un geste symbolique et non économique. Mentionnons qu'actuellement 30% des produits proviennent de leur propre production.

Le gestionnaire et sa femme ont aussi insisté sur l'empreinte de la culture malgache sur leur projet ainsi que l'ancrage de celui-ci dans le contexte local. En ce qui concerne l'ancrage culturel, celui-ci s'exprime tout d'abord esthétiquement. Outre l'aménagement des jardins qui comme nous l'avons vu représente la culture malgache, tout le site est aménagé selon le style et les méthodes locales. Cette appartenance culturelle se reflète aussi à travers la manière dont les bénéficiaires vivent et travaillent, par exemple le fait que les femmes puissent travailler dans les ateliers avec leurs enfants en bas âges.

En ce qui concerne l'ancrage dans le contexte local, celui-ci s'exprime en particulier à travers l'éducation qu'ils prodiguent. Ainsi l'enseignante avec laquelle nous avons eu l'occasion de nous entretenir, ainsi que le fondateur nous expliquait que :

« Ils trouvent que l'éducation nationale malgache est trop théorique et qu'elle manque de pratiques. Ils ont entre autres mentionné l'absence de laboratoires et de travaux pratiques pour permettre d'appliquer la théorie. C'est pourquoi ils ont décidé d'apporter davantage

de cohérence entre les connaissances théoriques apprises aux enfants et les connaissances pratiques dont ils auront besoin dans leur vie quotidienne d'adulte. Pour ce faire ils proposent aux enfants de s'inscrire à des cours d'agriculture biologiques, des cours d'art et des cours de sport. En ce qui concerne le cours sur l'agriculture biologique, ils mettent à la disposition des jeunes de vraies parcelles afin de réaliser leurs expériences. » Extrait journal de bord du 02/02/2017

Enfin, on peut mentionner que l'organisation lutte contre la pollution de l'environnement. Pour ce faire tout ce qu'ils produisent provient de ferraille destinée à la décharge. Le gestionnaire nous a fait remarquer la beauté du site de son organisation. En effet, ce n'est pas parce que c'est une association qu'elle ne doit pas faire attention à son esthétique et à son impact sur l'environnement. Ainsi tout y est recyclé et ce qui ne l'est pas est stocké. De nombreuses œuvres d'art jonchent le site et le jardin est parfaitement entretenu.

## 2) Origine des idées et des bonnes pratiques de l'organisation

Revenons un instant sur les origines de la volonté d'aider du gestionnaire. D'une part, celle-ci lui viendrait de son grand-père qui était un homme bon. D'autre part, sa famille serait maudite parce qu'elle avait vendu des esclaves à l'époque coloniale. Et qu'il pensait donc depuis toujours devoir faire le bien pour compenser cette malédiction des anciens et d'ainsi éviter d'être hanté par les esprits des anciens. Notons que les morts et leurs esprits sont particulièrement sacrés à Madagascar et qu'un vrai culte leur est dévoué.

Lorsqu'il a repris la ferronnerie familiale, il a décidé de lui faire prendre une tournure artistique. Or en produisant des objets d'art plutôt que la ferronnerie habituelle, sa femme a très fortement augmenté ses profits en vendant aux étrangers. Suite à cette augmentation des profits, ils ont revu le salaire des ouvriers à la hausse tout en aménageant le site de la ferronnerie.

Comme le fondateur était membre d'une association d'intégration sociale de malentendants, il a essayé de les faire travailler chez lui. En une semaine, les deux malentendants qu'il avait engagés étaient opérationnels. Puis petit à petit ils ont pris des infirmes, des aveugles et tous les autres profils qu'ils aident actuellement. Finalement ces personnes vulnérables démontraient une écoute et une volonté supérieure aux travailleurs normaux, tout en étant capables de faire les mêmes choses.

D'après le fondateur les personnes vulnérables à Madagascar :

« Eux il n'y a personnes ne s'occupent d'eux, vraiment à Madagascar ils sont abandonnés à leur sors et c'est ce qui fait aussi mal ! » extrait de l'entrevue du 06/02/2017

L'intérêt du fondateur pour ces populations est issu de son incapacité à accepter que des personnes soient ainsi abandonnées à leur sort alors qu'elles sont encore aptes de contribuer à la société.

En ce qui concerne les bonnes pratiques, elles leur viennent de leur propre expérience de vie. Eux-mêmes viennent de familles plutôt modestes, voire pauvres, et ils expliquent qu'ils s'en sont sorti grâce au travail. Ils ont dû travailler très dur pour réussir et se sont inspirés de leur propre réussite pour faire leur projet.

« Ma femme et moi sommes d'anciens sportifs de haut niveau [...] c'est du sport que nous vient cette culture du travail et de la performance que l'on essaye de transmettre » extrait de l'entrevue du 06/02/2017

Mais le gestionnaire ajoute qu'il travaille beaucoup en collaboration avec d'autres personnes, que ce soit des universitaires, des entrepreneurs ou des touristes. Chacun apportant ses connaissances, ses réflexions, ses critiques et donc permettant une amélioration continue du projet. Notons qu'il considère même que les appréciations négatives sont bonnes à prendre parce qu'elles permettent de relever les points sur lesquels il faut s'améliorer, il considère qu'il faut toujours évoluer dans la vie.

Finalement, c'est en essayant, en observant et en améliorant qu'il a établi ses bonnes pratiques. Il s'est donc instruit sur internet, dans des livres, ou avec l'aide de certains visiteurs de sa ferronnerie sociale puis a essayé d'appliquer ses idées.

« Dans ce village, je remplis à la fois le rôle de parent, de maire et de chef d'entreprise selon les situations » extrait de l'entrevue du 06/02/2017

On pourrait donc ajouter qu'il faut aussi être multidisciplinaire.

### 3) La clé de la réussite de l'organisation

Le fondateur n'a pas pu nous donner une réponse claire, mais ce qu'il met en avant durant l'ensemble de l'entrevue c'est son approche et son origine malgache.

Son approche consiste à responsabiliser le bénéficiaire quant à l'aide qu'il reçoit afin de construire sa confiance en lui. De plus, lorsqu'il se lance dans un projet il se renseigne énormément sur celui-ci. L'exemple de la permaculture est flagrant, l'idée lui ayant été présentée par un visiteur de l'association. Il a écouté l'idée, l'a trouvée intéressante, a lu des livres et fait des recherches pour s'approprier le sujet et au final il a juste essayé. D'ailleurs comme il le dit, il n'a pas peur de l'échec, au contraire il a conscience de son imperfectibilité et explique que c'est par les erreurs qu'il apprend à s'améliorer. Il mentionne également son ouverture d'esprit à toutes les personnes venant le voir, il aime partager et apprendre. Finalement comme il a longtemps été professeur, il dit avoir des capacités pédagogiques qui lui permettent de plus aisément apprendre des choses à ses bénéficiaires.

Selon l'auteur du présent mémoire, l'indépendance à toute donation, ainsi que son indépendance des institutions publiques sont également des éléments importants pour expliquer son efficacité. En effet dans cette organisation ils ne rendent des comptes qu'envers eux-mêmes.

« On était aussi comme eux (bénéficiaires) avant. Mais on s'est battu, on a travaillé dur et les petits coups de pouce de la vie nous ont aidés à nous en sortir. » Extrait de l'entrevue  
du 06/02/2017

Ensuite, comme le fondateur provient lui-même du même milieu social que ses bénéficiaires, il est familier de leur réalité ce qui lui permet de mieux les comprendre. Mais également de s'inspirer de sa propre expérience, et réussite, pour les aider. Son aide est donc très concrète et répond à des besoins qu'il connaît. On pourrait aussi se demander si cette simplicité dont il fait preuve dans sa manière de vivre et d'être ne lui permettrait pas de plus facilement établir des relations avec les bénéficiaires et donc au final de pouvoir les aider ?

Finalement le fait que ce n'est pas lui qui va chercher ses bénéficiaires, mais que ce soit ses bénéficiaires qui viennent lui demander son aide a son importance. En effet ceux-ci ont donc réellement envie de participer à l'action d'aide, ils veulent être aidés et sont donc particulièrement motivés dans la participation à ce projet.

#### 4) Les obstacles identifiés

##### *(A) Obstacles institutionnels*

L'obstacle institutionnel prend plusieurs formes dans ce 4e cas. Ainsi tout comme pour le deuxième cas la lourdeur et la lenteur administrative malgache sont dénoncées. Cela prendrait trop de temps et demanderait trop d'efforts de collaborer ou de faire recours aux structures publiques.

Ensuite comme pour le 1er cas, ils dénoncent la déconnexion des lois malgaches vis-à-vis de la réalité malgache.

« Le problème des lois malgaches c'est qu'elles ne sont pas compatibles avec les conditions de vie de la majorité du peuple malgache. [...] Il n'y a pas de lois, ou peut-être qu'il y en a, mais que j'ignore, qui sont compatibles avec notre activité. Donc nous on a choisi plutôt que d'essayer de nous conformer à ces lois, de nous adapter à la situation locale. » Extrait de l'entrevue du 06/02/2017

Sa femme avait par exemple expliqué que les travailleurs malgaches avaient besoin de flexibilité, c'est-à-dire qu'il arrive souvent qu'ils viennent travailler un jour, mais pas le lendemain. C'est quelque chose qu'elle explique de par leurs conditions de vie difficiles, ceux-ci devant souvent faire bien plus que simplement gagner de l'argent pour vivre. Or typiquement les lois locales ne sont pas adaptées à ce genre de situation. Au contraire elles sont adaptées aux grandes entreprises et aux personnes ayant déjà un certain niveau de vie. Elles sont adaptées à un fonctionnement à l'Occidental.

Finalement comme pour tous les cas précédents le désintérêt des politiciens pour la vie de leur électorat ainsi que la corruption de l'appareil d'État sont dénoncés. Ainsi même si le fondateur a commencé par la politique, et a donc vu le fonctionnement du gouvernement de l'intérieur, il en arrive aux mêmes conclusions. Il faut jouer le rôle de l'État parce que celui-ci ne le fait pas et qu'il est trop difficile, voire pas possible, d'essayer de rentrer dans le système pour le changer.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- L'égoïsme des membres du gouvernement local. Les membres de celui-ci ne chercheraient qu'à satisfaire leurs propres besoins à travers la corruption. Comme mentionné précédemment ceci a un impact négatif sur leur capacité effective à aider,

c'est-à-dire sur les changements positifs qu'ils peuvent permettre dans la vie des bénéficiaires.

- Le gouvernement en tant que tel fait promulguer des lois déconnectées du terrain, qui deviennent des obstacles à l'amélioration de l'aide. Ceci est un obstacle aux changements positifs que peuvent apporter les aidants en ajoutant des contraintes à leurs actions d'aide qui ne correspondent pas à la réalité des bénéficiaires de l'aide.

### *(B) Obstacles économiques*

L'obstacle économique n'a pas été mentionné comme un obstacle par les aidants, mais il est ressorti de ce qu'ils ont dit. Ainsi la fondatrice expliquait que :

« Ils ont déjà eu un effectif de plus de 400 ouvriers, mais à cause du contexte sociopolitique ils ont dû diminuer l'effectif qui s'est maintenant stabilisé autour de 200 »  
extrait journal de bord du 02/02/2017

Ainsi contrairement à une organisation d'aide dépendante financièrement de ses donateurs, une entreprise sociale est dépendante du contexte socio-économique. Ainsi sa capacité à effectivement aider va dépendre de sa capacité à générer des profits, et donc de tous les éléments influençant la rentabilité d'une entreprise. Les avantages vont être une plus grande indépendance et liberté d'agir, mais les désavantages vont être les mêmes que ceux d'une entreprise vis-à-vis de ses employés.

Un second obstacle qu'a mentionné la fondatrice est celui de la difficulté de vendre ses produits en Europe. Elle expliquait qu'il est très difficile pour des personnes comme elle d'obtenir des visas pour la France, en particulier au début. En effet, la peur de l'immigration illégale est un frein au développement d'entreprise locale voulant exporter en France. Tout le problème dans leur cas étant que la quasi-totalité de leur production se vend auprès de la population étrangère et non de la population locale. Ainsi pour se développer, et donc aider davantage, il faut exporter en Europe. Mais exporter en Europe est difficile à cause des problèmes liés à l'obtention de visa.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- La fluctuation des profits des entreprises. C'est-à-dire que la capacité à aider, ou le nombre de bénéficiaires que l'on peut aider dépend des profits que l'entreprise génère. Ces profits pouvant fluctuer en fonction du contexte sociopolitique.
- L'exportation est difficile pour des questions légales. C'est-à-dire que dans le cas d'une entreprise sociale produisant des produits à destination de l'Europe, l'obtention de visa devient un obstacle à la capacité d'aider. Ceci devient un obstacle aux changements positifs que peuvent opérer les aidants.
- L'opposition entre raisons axiologiques et raisons instrumentales égoïstes. Comme les profits sont à la fois investis dans l'action d'aide et dans la vie des aidants, il y a un conflit d'intérêts entre vouloir améliorer ses propres conditions de vie grâce aux bénéfices et vouloir améliorer les conditions de vie des bénéficiaires. Si jusqu'à maintenant cela ne donne pas l'impression d'être un obstacle, cette tension peut en devenir un. En effet, si actuellement l'entreprise aide c'est uniquement parce que les fondateurs ont des raisons axiologiques fortes de le faire, rien ne nous dit que leurs enfants auront les mêmes.

## V) Cas 5 : Un travailleur social québécois ayant plus de 40 ans d'expérience

Ce travailleur social a plus de 40 ans d'expérience dans le milieu de l'aide québécois, mais est également intervenu à l'étranger dans des pays tel que Haïti. C'est à l'adolescence qu'il a commencé à s'impliquer dans le secteur de l'aide en participant en tant qu'animateur bénévole à des camps de vacances pour enfants défavorisés. En tant que jeune adulte son objectif était d'abord de devenir professeur, mais sa forte implication dans les mouvements militants de l'époque en a décidé autrement en le dirigeant vers le travail social. Il insiste d'ailleurs sur les origines militantes de l'action sociale de l'époque. D'une part, il remettait en cause le système contemporain et ses dérives, et d'autre part il venait en aide aux victimes de ce système, c'est-à-dire les laissés pour compte.

Durant sa vie, il a principalement travaillé dans l'aide aux itinérants et a partagé avec nous son expérience dans le secteur durant une entrevue de 2h. Les thèmes ayant été abordés sont les mêmes que ceux ayant été abordés durant les entrevues à Madagascar. Cette entrevue nous permettait de vérifier l'hypothèse selon laquelle l'approche de l'aide dans un contexte local fait intervenir les mêmes enjeux qu'à l'étranger.

Son témoignage nous a, entre autres, permis d'éclairer les conséquences de la professionnalisation de l'aide sur la pratique de l'aidant, les contraintes qu'entraînent la dépendance au don ainsi que l'importance de connaître la personne que l'on aide pour effectivement l'aider. Finalement, son témoignage permet de confirmer l'importance de l'approche de l'aide que nous avons établie à la suite de la revue de littérature abordant les critiques de l'aide internationale.

Notons que suite à notre prise de contact lui signifiant notre intérêt pour son expérience dans le travail social, il a mentionné avoir énormément réfléchi à sa pratique. Les réponses qu'il nous donne sont celles qui ressortent de cette réflexion.

### 1) Les objectifs de son action d'aide

Tout d'abord, il revient sur les origines de sa volonté d'aider :

« J'ai toujours un peu de misère à répondre pourquoi. Pourquoi je suis là ? Eh bien parce que ça m'arrange. [...] C'est parce que ça me rend malade de voir qu'il y a autant de

pauvres et de laissés pour compte qui n'arrivent pas ou qui ont de la difficulté à s'aider »  
extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Comme nous venons de le voir il a commencé dans le secteur comme militant en dénonçant les dysfonctionnements de la société. Mais comme dénoncer ne permet pas de faire changer les choses, il a décidé d'agir lui-même. Son objectif était de lutter contre ce qui lui paraissait injuste dans la société moderne.

En ce qui concerne les objectifs de son action d'aide auprès des itinérants il explique y avoir beaucoup réfléchi avant notre rencontre :

« Alors oui aider, mais aider vers quoi ? Pour moi aider c'est de soutenir le plus que je peux [...] j'essayais d'inculquer à mes intervenants qu'il fallait aider les gens à avoir un peu plus de pouvoir sur leur vie, que ce soit moins désordonné dans leur tête et puis aussi dans leurs émotions » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Finalement, on comprend que son objectif est de permettre aux bénéficiaires de comprendre comment faire face aux aléas de la vie dans le système actuel. Pour ce faire il y a plusieurs sous objectifs tels que faire en sorte que le bénéficiaire ne soit plus en situation de crise (comportements autodestructeurs, danger de mort...). Transmettre des connaissances permettant aux bénéficiaires de mieux vivre. Et finalement :

« Lui permettre d'être plus autonome, de savoir davantage se débrouiller, de lui faire reprendre confiance en lui, dans les individus, dans les services publics et dans la société » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Notons que tout au long de l'entrevue il est souvent revenu sur des sujets tels que la société, ses injustices ou encore la malhonnêteté du système actuel. Ceci nous fait nous demander s'il n'agirait pas, comme à l'origine, par militantisme ? Est-ce que l'objectif de son implication dans l'aide ne serait pas simplement de dénoncer la société ? C'est-à-dire qu'en consacrant sa vie à aider, il se prouve au quotidien que la société qu'il conspu depuis toujours est bien aussi mauvaise qu'il le pense. Qu'en agissant ainsi il fait ressortir les défauts de cette société qu'il n'accepte pas, tout en prenant le rôle de correcteur de ces défauts.

## 2) Problèmes qu'ils cherchent à combattre

Pour atteindre ces objectifs, il faut lutter contre la dynamique d'errance, c'est-à-dire lutter contre la spirale négative dans laquelle se retrouvent les itinérants. Le principal problème

des itinérants c'est qu'ils ne sont plus en position de s'en sortir seuls contrairement à ce que la société attend d'eux. Ils ont trop de soucis immédiats pour pouvoir penser à planifier comment s'en sortir. De plus ils ne connaissent pas et ne comprennent pas le système dans lequel ils vivent, ils ne savent donc pas comment faire pour s'en sortir ce qui les place souvent en situation de fuite. C'est-à-dire qu'ils consomment souvent des stupéfiants ou de l'alcool ce qui leur fait oublier de manger, mais les rend incapables d'avancer.

Pour les aider, il faut donc d'abord établir une relation avec le bénéficiaire :

« Ça prend du temps de faire des choses avec les citoyens, ça prend du temps de parler de ressources communautaires, de mettre en lien, mais aussi de se faire connaître et accepter par les gens qu'on aide » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Selon lui ces personnes sont souvent très seules et ont besoin d'être entendues, écoutées et de se sentir exister. Les situations difficiles que vivent ces personnes dans la rue peuvent les rendre très méfiantes vis-à-vis des autres êtres humains. Il faut donc se mettre sur un pied d'égalité avec les gens qu'on désire aider, par exemple en les laissant choisir s'ils acceptent ou non d'entrer dans la relation d'aide. Il va chercher à établir le dialogue, à leur donner la parole tout en leur témoignant de l'estime. Il insiste sur le fait qu'il va essayer de comprendre la personne qu'il aide, comprendre si oui ou non elle veut se faire aider et pourquoi. Ainsi en fonction des situations il va proposer une aide différente de celle initialement prévue, quitte à sortir du cadre de sa mission. Par exemple :

« Elle peut dire je me sens mal dans ton approche d'aide, mais si tu me donnes un bout de pain par contre ça me plairait. Alors ce sera le bout de pain et pas la relation d'aide [...] J'aime ça savoir ce que les gens ils aiment et n'aiment pas » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Il ajoute que les personnes qu'il est amené à aider sont souvent des personnes très désorganisées, qui ne s'identifient pas dans notre système et n'arrivent pas à l'utiliser. C'est-à-dire que ce sont des personnes qui ne savent pas, dans leur contexte, comment satisfaire leurs besoins. Elles ne savent pas où chercher de l'aide ni comment le faire. Lui va en fonction de ses connaissances et de son expérience, soit les aider à faire des démarches pour se réinsérer, soit les rediriger vers des organisations adéquates en fonction des problèmes qu'ils ont (logement, nourriture, psychologique...).

Pour ce qui détermine la fin de l'aide, celle-ci dépend de la mission pour laquelle les aidants sont engagés. Cette mission est elle-même déterminée en fonction de ce que les donateurs veulent, ou ce pour quoi ils ont donné leur argent. Selon sa propre expérience, il y a

généralement deux équipes : l'aide ponctuelle et l'accompagnement. La première équipe fait de la prévention, elle repère des gens qui pourraient avoir besoin d'un soutien ponctuel sans établir de relation d'aide. Alors que dans la deuxième équipe l'accompagnement se fait aussi longtemps que le programme existe :

« En fait l'équipe de travail changeait plus vite que les gens qu'on pouvait sortir de la rue ou aider à avoir des services pour aller mieux » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Mais selon lui il est vraiment important de suivre les bénéficiaires sur une longue durée, même si au fur et à mesure l'aide devient moins intense parce qu'ils ne sont plus en situation de crise. Il insiste sur le temps qu'il faut pour pouvoir rebâtir la confiance en soi et l'estime de soi des bénéficiaires. Ainsi, selon son expérience cela prend 3 à 5 ans de suivis pour réellement permettre à quelqu'un de sortir de la rue. Et dans le cas contraire, les bénéficiaires finissent généralement par revenir dans la rue avec comme conséquence une diminution de la confiance qu'ils avaient dans les structures d'aides et en les gens y travaillant.

### 3) Origine des idées et des bonnes pratiques de l'organisation

Il a été inspiré par des personnes incroyables qu'il a eu la chance de rencontrer au cours de ses différentes activités sociales. Il a donc été inspiré par les approches et les manières de faire des gens autour de lui.

« Des gens qui y croient depuis longtemps, qui sont engagés depuis longtemps, qui ne comptent pas leurs heures de travaux ou qui donnent quoi, c'est des individus qui sont rassembleurs et qui m'inspirent » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

### 4) La clé de la réussite de l'aide

« Le contact direct, l'avis de la personne que l'on aide et le temps » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Il est à noter que sa réponse a été très naturelle et rapide.

Premièrement, le contact direct : parce que pour pouvoir aider il faut qu'il y ait une relation avec le bénéficiaire, il faut que celui-ci accepte d'être aidé par l'aidant et qu'il ait envie de

s'en sortir. Ce contact direct permet de donner l'envie de s'en sortir au bénéficiaire en lui témoignant de l'intérêt.

Deuxièmement, l'avis de la personne : parce que c'est de la personne qu'on veut aider que l'on retire le plus d'informations pour le faire, c'est elle qui décide ce dont elle a besoin, comment elle veut répondre à ces besoins...

« Ce que j'ai toujours aimé dans mes emplois c'est de pouvoir accorder le temps nécessaire » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Troisièmement, le temps : parce qu'il est nécessaire pour permettre de transmettre des connaissances, mais également parce qu'il est nécessaire pour socialiser avec le bénéficiaire.

« Sociabiliser ne veut pas dire aller jouer aux cartes, jouer aux quilles ou faire une soirée festive, mais plutôt d'être à l'écoute, d'apprendre à connaître et de discuter » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Finalement il ressort que sa capacité à bien aider lui vient aussi de son insubordination, ou plutôt de son refus de ne pas pouvoir adapter son action d'aide à la situation particulière de la personne qu'il aide. Quitte à se faire réprimander, il faut pouvoir sortir du cadre de sa mission et en faire plus :

« Le travail d'aide c'est général, c'est global, il faut pouvoir se donner la marge de manœuvre pour pouvoir en faire un peu plus. » Extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Notons qu'on pourrait se demander si son militantisme ne lui permettrait pas d'avoir des bonnes pratiques en plaçant ses valeurs au-dessus de toutes autres considérations ?

## 5) Les obstacles identifiés

### *(A) Obstacle de la dépendance financière*

La dépendance financière est ici dénoncée comme dans le 3e cas, c'est-à-dire comme obligeant les aidants à se conformer aux ordres de mission des donateurs. Et donc, dans certains cas, à les rendre moins aptes à s'adapter aux contextes dans lesquels ils interviennent.

« Lorsqu'on est engagé, c'est l'ordre de mission qui va déterminer la manière dont on va aider, et donc si l'aide est ponctuelle ou non. Et cet ordre de mission va dépendre de ce que les donateurs veulent que l'on fasse. » Extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Ceci entraîne une organisation du secteur de l'aide par créneaux c'est-à-dire que chaque organisme d'aide a sa propre spécificité. Cependant cela a deux conséquences négatives sur la pratique de l'aide. Tout d'abord que l'aidant ne puisse plus aider comme il l'entend, et donc en fonction de la réalité du terrain. Puis que les bénéficiaires de l'aide s'y perdent :

« C'est leur compliquer la vie de devoir les confronter à autant d'associations différentes, ayant des missions différentes, des manières de faire et des exigences différentes. »

Extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Ainsi on comprend que cette manière de décomposer l'approche de l'aide en autant d'organismes d'aide, ou de travailleurs sociaux, qu'il n'y a de problèmes à résoudre chez les bénéficiaires rend l'action d'aider très difficile. D'ailleurs selon lui cette approche, qu'il présente comme étant celle des grands organismes d'aide qu'il appelle aussi « les organismes à numéros » :

« Ce n'est pas du tissu social, ce n'est pas de l'entraide, c'est du don de services et après c'est fini » extrait de l'entrevue du 14/04/2017

Mais il dénonce également la tension qui existe entre les intervenants sociaux diplômés et ceux qui ne le sont pas, mais sont expérimentés. Ces jeunes diplômés veulent souvent changer les manières de faire des organisations pour répondre à des questions de rentabilité et de résultats. C'est-à-dire qu'ils veulent toucher le plus de bénéficiaires possibles en le moins de temps possible. Pour ce faire, les aidants de terrain se font enlever des pans entiers de leurs responsabilités et de leurs libertés d'agir, ce qui devient un obstacle à la capacité d'aider.

Finalement c'est la pression que fait peser les évaluations constantes, auxquelles sont soumises les aidants, qui est dénoncée. D'une part, ces évaluations constantes découragent de nombreux aidants et d'autre part elles les poussent à conformer leurs pratiques à la recherche de rentabilité. On comprend donc que le secteur de l'aide a de plus en plus tendance à vouloir paraître efficace, plutôt que de vouloir l'être réellement. L'objectif étant de rentabiliser au maximum les donations quant au nombre de bénéficiaires touchés plutôt qu'à la qualité avec laquelle ils sont aidés.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- La dépendance aux donations entraîne une obligation de rester dans le cadre des missions définies par les donateurs. Ceci pouvant entraver l'adaptation de l'aidant au contexte de sa pratique d'aide. C'est donc un obstacle à la capacité d'aider et à la co-construction de l'aide.
- Le secteur de l'aide cherche à rentabiliser les donations en termes de nombre de personnes touchées, plutôt qu'en termes de qualité de l'intervention d'aide. Ceci est un obstacle aux changements positifs permis par l'aide, mais également à la volonté de l'aidant.
- Les donateurs n'ont pas pour objectifs d'aider les bénéficiaires, mais plutôt de servir leurs propres intérêts. Comme nous l'avons expliqué précédemment, les raisons justifiant une donation ne sont pas toujours axiologiques, ou cognitives, mais peuvent être instrumentales égoïstes. C'est-à-dire que la raison qui justifie la donation est qu'elle sert les intérêts du donateur. Or dans ce cas, leurs actions n'ont pas pour raison d'être d'aider, mais ont pour raisons d'être de satisfaire leurs intérêts. Ainsi aider n'est plus un but en soi, mais un moyen d'arriver à un but qu'est la satisfaction de ses propres intérêts. Le problème c'est que lorsque ceux-ci adoptent des comportements répondant aux postulats 4-5-6 de la TCR<sup>6</sup>, ils vont chercher à maximiser le moyen utilisé pour atteindre leur but. C'est-à-dire qu'ils vont adopter un comportement leur permettant d'obtenir le plus de résultats personnels possible pour le moins d'investissement.
- Théorie et pratique de l'aide sont opposées. Ceci parce que la théorie aborde un bénéficiaire de l'aide comme appartenant aux groupes des bénéficiaires, alors que la pratique aborde un bénéficiaire comme étant une personne avec son individualité propre. La théorie peut donc être un obstacle si elle entrave l'importance du bénéficiaire dans l'aide dont il profite.

### *(B) Obstacle de la nécessité de vouloir être aidé pour pouvoir être aidé*

Comme nous l'avons vu, ses pratiques d'aide sont principalement accés autour de la connaissance et de la compréhension des bénéficiaires de son aide. Ceci parce qu'il est primordial pour pouvoir aider que l'aidant veuille se faire aider. Ainsi lorsque le bénéficiaire

---

<sup>6</sup> Instrumentalisme, Egoïsme, Maximisation

refuse l'aide de l'aidant, celui-ci ne peut qu'essayer de comprendre pourquoi afin de pouvoir comprendre comment il pourrait quand même venir en aide à la personne en question. Mais il ne peut en aucun cas aider un bénéficiaire qui ne le veut pas.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- L'absence de volonté d'être aidé des bénéficiaires, ou des personnes responsables de ceux-ci. Ceci est un obstacle à l'établissement d'une relation d'aide et donc à la co-construction de l'aide.

## VI) Cas 6 : Retour sur l'expérience du chercheur

Tout d'abord, il est important de rapidement me présenter afin de pouvoir contextualiser les réflexions et problématiques qui m'animent. Je suis né en Europe mais j'ai grandi à Madagascar jusqu'à mes 18ans. Je suis la 3eme génération d'expatriés Africains de ma famille. Je suis donc depuis toujours au contact des organisations d'aide, qu'elles soient internationales ou locales. De nombreuses personnes de mon cercle social travaillaient, ou travaillent toujours, pour des organisations d'aide. Ma mère par exemple était fortement impliquée dans l'aide parce qu'elle dirigeait un projet de recherche et de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles impliquant plus de 10 000 bénéficiaires prostituées. C'est donc parce que je connaissais particulièrement bien Madagascar et le contexte de l'aide dans le pays que j'ai choisi de m'y rendre dans le cadre de mon mémoire.

Dans ce 6e cas, j'insisterai sur mes réflexions personnelles suite aux expériences que j'ai vécues à Antananarivo dans le cadre de ma recherche. Tout d'abord j'aborderai la difficulté que j'ai rencontrée pour avoir accès à des organisations d'aide, ainsi que les raisons de ces difficultés. Ensuite j'aborderai un problème qui me semble central à Madagascar : celui de la tension qui existe entre les Malgaches et les étrangers. Pour finir, je partagerai mes réflexions concernant la tendance qu'ont les aidants à vouloir prendre en charge plutôt que de réellement aider.

### 1) Les fausses organisations d'aide

Suite à mes tentatives d'obtenir des entrevues dans des organisations d'aide à Madagascar j'ai pu faire le constat que de nombreuses organisations sont réticentes à l'idée de rencontrer un chercheur. Cette situation était particulièrement surprenante à mes yeux pour deux raisons. D'abord parce qu'à l'époque durant laquelle je vivais à Madagascar je n'avais jamais été sujet à de telles réactions. Au contraire les organisations d'aide étaient ouvertes et cherchaient à m'impliquer moi, ou mon cercle social, dans leurs actions. Ensuite, parce que certaines organisations ont refusé de me voir alors même qu'elles m'avaient été recommandées par des « gatekeepers » qui les savaient ouvertes aux visites. De plus, les refus lorsqu'ils m'étaient justifiés mentionnaient régulièrement de fausses raisons. J'ai ainsi plusieurs fois trouvé des solutions aux raisons invoquées pour me refuser, mais cela n'a jamais payé. Finalement j'ai pu faire le constat que lorsque je contactais des organisations

sans mentionner ma recherche celles-ci se montraient ouvertes. Mais que dès lors que je mentionnais ma recherche, même sans entrevue, ces organisations changeaient d'attitude. Ces éléments me font dire que de nombreuses organisations d'aide sont réticentes à l'idée de rencontrer un chercheur s'intéressant à leurs pratiques d'aide.

Afin d'expliquer cette réticence, j'ai eu plusieurs discussions sur le sujet avec des « gatekeepers » et avec les aidants que j'ai rencontrés. Ce qui est ressorti c'est que celle-ci peut trouver son origine dans la peur d'avoir de mauvaises pratiques d'aide, dans le fait qu'ils n'aident pas, mais prétendent le faire pour des raisons instrumentales égoïstes, ou encore dans la peur que les bonnes pratiques soient décryptées et copiées.

Un exemple en particulier permet d'illustrer cette idée. Après avoir réalisé mon terrain de mémoire à Antananarivo, j'ai passé deux semaines chez mon père dans le nord de Madagascar<sup>7</sup>. J'en ai donc profité pour chercher d'autres organisations à contacter afin de compléter mon terrain de recherche. Finalement j'ai trouvé une organisation vendant des voyages humanitaires à Madagascar à de jeunes Américains. Celle-ci propose plusieurs types de séjours<sup>8</sup> allant de une semaine à plusieurs mois à des tarifs équivalents, voire supérieurs, à ceux d'un hôtel de luxe sur place. Le principe est de choisir un thème pour son séjour. Ceux-ci allant de la protection de l'environnement, à l'enseignement dans des écoles malgaches. Les qualifications requises sont inexistantes, pour participer il suffit de payer. J'ai donc décidé de contacter l'organisation. Comme aucun contact local était disponible sur leur site, j'ai écrit un mail à l'organisation basée à Londres afin d'obtenir ces informations. Ceux-ci m'ont demandé dans quel cadre je désirais ces informations. J'ai expliqué que je faisais un travail de recherche sur l'aide et la manière dont celle-ci était prodiguée sur le terrain. Ils m'ont répondu qu'ils ne pouvaient pas me donner de contact sur place, mais qu'eux<sup>9</sup> pouvaient répondre à toutes mes questions. Après plusieurs échanges de mail dans lesquels j'expliquais que ma recherche consistait à recueillir les expériences de terrain, ils ont rejeté ma demande pour raison de confidentialité. J'ai alors envoyé un dernier mail expliquant les clauses de confidentialité de mon mémoire, dont la non-utilisation de nom. Ce à quoi ils m'ont répondu ne pas pouvoir donner ce genre d'information<sup>10</sup> à des tiers, tout en me recommandant de m'intéresser à d'autres associations localement.

---

<sup>7</sup> Cette région, qui se présente sous la forme d'un archipel, est considérée comme la plus touristique du pays et une des moins pauvres.

<sup>8</sup> Sur leur grille tarifaire, il y a 27 types de séjours différents à Madagascar.

<sup>9</sup> Le bureau de Londres

<sup>10</sup> Le contact d'une personne travaillant pour eux localement.

Heureusement, j'ai eu la chance de trouver des jeunes Américains voyageant avec l'organisation. J'ai donc été à leur rencontre afin d'en apprendre plus sans mentionner mon rôle de chercheur. J'ai ainsi pu discuter à plusieurs reprises avec 6 jeunes Américains. Parmi les 6 aucun d'entre eux n'avait une expertise dans le domaine dans lequel il aidait ou avait déjà participé à ce genre d'action d'aide. Certains d'entre eux donnaient des cours dans des établissements scolaires locaux sans aucune expérience dans l'enseignement, ni même de diplôme universitaire. Finalement il est ressorti de nos discussions que si certains s'en tenaient à des raisons axiologiques pour justifier leur envie d'aider, l'un d'entre eux a expliqué qu'il le faisait surtout pour faciliter son acceptation à l'université. Ceux qui justifiaient leurs actions par des raisons axiologiques me donnaient davantage l'impression de vouloir montrer qu'ils aidaient plutôt que de le faire. Ils n'avaient ainsi que très peu réfléchi leurs actions d'aide et avaient beaucoup de mal à expliquer les changements positifs qu'ils permettaient, ou en quoi ils avaient la capacité d'aider leurs bénéficiaires. Au contraire leurs discours donnaient davantage l'impression que c'était eux qui vivaient une expérience positive et que c'était eux qui apprenaient quotidiennement et non leurs bénéficiaires. Finalement mon avis a rejoint celui de mes contacts locaux qui considéraient cette organisation comme une agence de voyages plutôt que comme une organisation humanitaire.

La réticence des membres salariés de l'organisation est donc compréhensible. Ceux-ci utilisent l'envie d'aider de jeunes Américains comme ressources pour une entreprise. Or comme les aidants des cas précédents nous l'avaient expliqué, il y a dans le contexte malgache de nombreuses organisations prétendant aider alors qu'ils cherchent en réalité à gagner de l'argent. Ce genre d'organisation est un obstacle très important à l'aide parce qu'elles décrédibilisent le milieu de l'aide. C'est typiquement parce que ce genre d'organisation existe que les donateurs n'ont pas confiance dans les organisations d'aide à Madagascar. Et donc que certaines organisations telles que celles que nous avons abordées dans le cas 1 ont énormément de mal à récolter des dons. Mais cela a aussi un impact sur les jeunes qui pensent avoir aidé, alors qu'ils n'ont concrètement rien fait. Une des filles qui donnaient un cours m'expliquait par exemple que ses cours consistaient à raconter des histoires sur sa vie aux États-Unis aux enfants bénéficiaires, ou encore à jouer avec eux.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- Encore une fois l'obstacle ici est l'utilisation de la perspective instrumentale égoïste par des aidants. Les actions de ceux-ci sont alors motivées par la satisfaction de leur intérêt personnel et non par le fait d'être réellement utile à leur bénéficiaire.
- La non-connaissance de ce qu'est l'aide, ou de ce qui aide, par les aidants. Ceci peut également être lié à la distance entre les paradigmes des aidants et des bénéficiaires.

## 2) La tension entre Malgache et étrangers

Le premier constat que j'ai pu faire à Madagascar c'est qu'il existe une tension entre les locaux et les étrangers. Cette tension nuit à l'aide parce qu'elle est un obstacle à l'établissement d'une relation d'aide. Cette tension découle des différences entre les bénéficiaires locaux et les aidants étrangers. Elle a une composante économique, une composante éducationnelle et une composante culturelle.

La composante économique consiste en la différence incroyable de richesse entre les étrangers et les locaux. Les étrangers, et une minorité de locaux aisés ont un niveau de vie très élevé alors que la majorité de la population locale vit en dessous du seuil de pauvreté. Cette différence de richesse est visible au quotidien à Madagascar, les uns vivants dans d'immenses maisons avec personnel et voiture 4\*4, alors que les autres vivent dans des conditions de pauvreté extrême. Il y a donc deux mondes à Antananarivo, celui des riches et celui des pauvres. Toutes les infrastructures y sont divisées en deux, il y a les infrastructures pour les personnes aisées, en majorité d'apparence occidentale, et celles pour les locaux. Or cette dualité a un impact sur la vie quotidienne :

*« Cette tension se reflète par différents comportements, ainsi pour nombres de locaux les étrangers sont avant tout une source d'argent et de frustration. Ils les considèrent souvent comme des exploitants, des néo-colons qui exploitent un pays sur lequel ils n'ont aucun droit et qui vivent comme des rois aux dépens des Malgaches. On entendra généralement lors d'un conflit entre un malgache et un étranger le malgache dire qu'ici on est chez lui, que c'est son pays et donc que c'est lui qui décide. Et au contraire les étrangers ont, eux, un sentiment de supériorité. Ils ont une autorité quasi absolue uniquement parce qu'ils sont étrangers. Ils se croient plus intelligents, plus développés, plus capables que les locaux. De plus ils sont généralement intouchables étant donné qu'ils sont capables de tout acheter, même la justice. »* extrait du journal de bord du 13/01/2017

On comprend donc que cette opulence décomplexée, et ethniquement marquée crée une distance entre les étrangers et les locaux. Les uns se sentant tout puissants, les autres se sentant injustement exploités. Si ces tensions se manifestent dans la vie de tous les jours, elles sont également présentes dans la relation d'aide. Ces différences économiques, les amalgames qu'elles créent et les frustrations qui les accompagnent, peuvent nuire à la relation personnelle nécessaire à l'aide. De plus, comme nous l'avons vu dans les cas précédents, les différences de statut socio-économique peuvent nuire à la capacité de l'aidant à aider en ce qu'elle l'éloigne de la réalité de ses bénéficiaires.

La composante éducationnelle consiste en la différence d'éducation entre les étrangers et les locaux. Elle est intimement liée à la domination économique des uns sur les autres, ainsi qu'à la domination culturelle. En effet, l'éducation, et les connaissances, qui sont valorisées sont celles des personnes riches, c'est-à-dire celles des étrangers. Un exemple simple permettant de mettre ceci en lumière c'est que les enfants des membres du gouvernement, ou des personnalités locales aisées, vont généralement dans les écoles françaises ou à l'école américaine. Ceci a de nombreux impacts sur la vie de tous les jours et sur les relations entre étrangers et locaux. J'en ai moi-même subi les conséquences lors de ma recherche comme en témoigne cet extrait :

*« Le décalage éducatif est beaucoup trop important, tellement important que la majorité des étrangers parlent aux Malgaches comme à des enfants (je parle ici de la population moyenne et non pas des Malgaches riches ayant été éduqué à l'étranger). Et je reconnais que la tentation est grande tant ils donnent régulièrement l'impression de ne pas comprendre ce dont on parle. Ou encore de ne pas réfléchir à ce qu'ils font, voire d'être totalement irrationnel par moment. »* extrait du journal de bord du 13/01/2017

On comprend donc que dans les faits cette différence éducationnelle s'accompagne souvent de jugements de valeur. Or ces jugements de valeur nuisent à l'établissement d'une relation interpersonnelle et donc d'une relation d'aide. De plus comme mentionné dans l'extrait du journal de bord, ces jugements de valeur s'accompagnent également d'une tendance de celui qui se croit éduqué à dominer l'autre. Ceci pourrait contribuer à expliquer les comportements paternalistes qui ont été mentionnés par les aidants que nous avons rencontrés.

La composante culturelle consiste dans les différences culturelles qui existent entre les étrangers et les locaux. Voici un extrait de mon journal de bord abordant ce sujet :

*« Ce que je me disais ce matin dans le taxi c'est que malgré moi je suis porteur de ma culture et que même si j'en suis conscient je ne peux pas m'en débarrasser. Je ne peux pas m'en débarrasser, et malgré moi, je l'impose par moment aux locaux pour qu'ils fassent selon mes principes que je juge être les bons. Je n'imagine donc même pas à quel point les étrangers n'ayant pas conscience de ce phénomène, c'est-à-dire la majorité des étrangers, portent leurs cultures comme étant la seule acceptable et considèrent ce qui s'en éloigne comme de la stupidité, de l'incompétence, ou tout simplement pour de l'infériorité raciale. C'est ce qui selon moi explique ces comportements normalisés où l'on voit les étrangers adopter des comportements paternalistes, vouloir prendre en charge au lieu de permettre le développement des locaux, ou se comporter comme des êtres supérieurs venant éduquer la population locale. Mais le comportement inverse existe aussi, les locaux ont le réflexe de toujours vouloir que l'on fasse pour eux, qu'on leur donne, ils en viennent même à penser qu'on leur doit de l'aide. Tout comme ils pensent déjà qu'il est tout à fait normal que les étrangers leur donnent gratuitement. Partout et à tout moment, on se fait demander des choses, ainsi il y a les prix locaux et les prix étrangers, même les policiers n'arrêtent que les étrangers et laissent les locaux faire 1000 fois pires que les étrangers, ceci uniquement parce que c'est normal que l'étranger donne, c'est normal que l'étranger aide, c'est normal que l'étranger doive tout faire, tout respecter alors qu'eux-mêmes se déresponsabilisent de tout. »* extrait du journal de bord du

13/01/2017

Finalement on comprend que les différences éducatives, économiques et culturelles entre les étrangers et les locaux peuvent avoir un impact négatif sur l'établissement de relation interpersonnelle. En particulier parce que ces différences s'accompagnent souvent de jugements de valeur. Les aidants étant pour la majorité d'entre eux des étrangers, ils sont sujets aux mêmes problématiques.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- La différence entre le bénéficiaire et l'aidant. Au plus le bénéficiaire et l'aidant sont différents, au plus il est difficile pour l'aidant de comprendre le bénéficiaire et les enjeux auxquels il est confronté. Cette différence peut être liée à la culture, au milieu social, ETC. La différence est à la fois un obstacle à l'établissement d'une relation d'aide et à la capacité d'aider de l'aidant.
- Les jugements de valeur liés à la différence. Ceux-ci sont un obstacle à l'établissement d'une relation d'aide, ainsi qu'à la capacité d'aider de l'aidant.

### 3) Prendre en charge plutôt qu'aider

*« Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson. » Confucius*

Cette citation célèbre du philosophe chinois démontre que déjà à l'époque<sup>11</sup>, l'enjeu entre prendre en charge et aider existait. Or comme j'ai pu le constater à Madagascar, il y a encore énormément d'aidants qui au lieu d'aider préfèrent prendre en charge. J'ai donc essayé de comprendre pourquoi.

Les raisons que j'ai identifiées sont : la difficulté relative de l'aide vis-à-vis de la prise en charge, l'urgence des besoins des bénéficiaires, le fait que prendre en charge apporte plus à l'aidant que d'aider et finalement la difficulté de différencier ce qui aide ou non une fois sur place.

L'urgence des besoins des bénéficiaires peut justifier le recours à la prise en charge plutôt qu'à l'aide. En effet, comme nous l'avons mentionné dans la revue de littérature, il faut pour pouvoir aider un bénéficiaire que celui-ci soit apte à l'être, c'est-à-dire qu'il ne soit pas en situation de crise. Pour reprendre l'exemple de Confucius, pour apprendre à pêcher il faut que la personne à qui l'on veut l'apprendre ne meure pas de faim avant. Cependant l'urgence des besoins ne doit pas faire perdre de vue l'objectif qui est d'aider et donc de permettre aux bénéficiaires de répondre à ses besoins lui-même.

---

<sup>11</sup> 6e et 5e siècle av. J.-C..

Voici un extrait de mon journal de bord abordant la difficulté d'aider :

*« Je me rends compte d'après mon expérience actuelle que c'est vraiment beaucoup plus compliqué de réellement aider comme je l'ai décrit dans ma revue de littérature et dans mon cadre d'analyse. Beaucoup plus compliqué parce que ça demande beaucoup plus de volonté, beaucoup plus de patience et de travail. Mais également parce qu'il faut trouver des bénéficiaires voulant faire quelque chose et non pas des bénéficiaires attendant qu'on le fasse pour eux. »* extrait du journal de bord du 13/01/2017

Pour prendre en charge, il suffit de résoudre le problème à la place du bénéficiaire alors que pour aider il faut lui apprendre, ou lui permettre de le faire. On pourrait faire l'analogie avec un examen. Pour un professeur faire l'examen est facile, mais il est bien plus difficile pour lui d'apprendre à ses élèves à le réussir.

La difficulté relative de l'aide par rapport à la prise en charge contribue donc à expliquer que les aidants préfèrent l'un à l'autre. En particulier s'ils n'ont pas conscience de la différence entre les deux ou qu'ils aident en suivant une perspective instrumentale répondant aux postulats 4 à 6 de la TCR<sup>12</sup>.

Lorsqu'on prend en charge, la récompense est plus importante et régulière :

*« À force de voir toutes ces organisations d'aide une idée me vient à l'esprit, est-ce que quand on donne de l'aide ce n'est pas plus agréable de se sentir essentiel et donc de prendre en charge plutôt que de réellement aider ? Ce que je veux dire par là c'est que la majorité des aidants ne s'attaquent qu'aux conséquences des problèmes sans jamais chercher à atteindre les causes, ils donnent, ils offrent, ils payent l'éducation, les soins de santé, la nutrition... Mais on voit rarement des aidants qui cherchent à permettre aux personnes aidées de le faire elles-mêmes. De ce que j'ai pu constater, quand on prend en charge il est clair qu'on est beaucoup plus important pour le bénéficiaire parce qu'on est nécessaire aux gens qu'on pense aider, le retour pour la personne qui aide est donc bien plus agréable, il se sent essentiel. »* extrait du journal de bord du 18/01/2017

On pourrait donc se demander si cette manière de faire ne serait pas préférée par de nombreux aidants parce qu'elle leur permet d'avoir un rôle plus important dans le changement positif opéré auprès du bénéficiaire. Mais aussi parce qu'en prenant en charge

---

<sup>12</sup> Instrumentalisme, Égoïsme, Maximisation

les besoins de ses bénéficiaires, en particulier lorsqu'il s'agit de besoins quotidiens, les aidants peuvent davantage profiter de la gratitude des bénéficiaires.

Le dernier élément ayant été identifié c'est la difficulté une fois rendu sur le terrain de différencier ce qui aide les bénéficiaires et ce qui ne les aide pas. En effet, ces actions théoriquement inefficaces pour aider, voir même ayant des effets négatifs à long terme sur les bénéficiaires, donnent l'impression d'être bénéfiques aux bénéficiaires une fois sur le terrain. On peut prendre l'exemple des Américains venu faire du tourisme humanitaire dans le cas 1. Si leur action d'aide consistant à venir avec des pizzas pour les enfants n'aide théoriquement pas ceux-ci, sur place cette action donnait effectivement l'impression de plaire et de faire du bien aux enfants.

Les obstacles identifiés et leurs liens avec le cadre conceptuel :

- Il est plus simple de prendre en charge que d'aider. Ceci est un obstacle à la co construction de l'aide, ainsi qu'à la temporalité.
- Le rôle de l'aidant est plus important et gratifiant lorsqu'il prend en charge. Ceci est un obstacle à la volonté de l'aidant, celui-ci peut être tenté de se satisfaire lui plutôt que le bénéficiaire. Mais c'est aussi un obstacle à la temporalité de l'aide.
- Les aidants ne sachant pas ce qu'est l'aide peuvent penser aider alors qu'ils n'aident pas. C'est-à-dire que sans une expertise sur les enjeux liés à l'aide, il est très difficile de savoir que les actions que l'on pose pour aider, n'aide pas. Or comme nous l'avons constaté, de nombreux aidants n'ont aucune expertise sur le domaine de l'aide autre que leur propre expérience et la confrontation au terrain. Ceci est un obstacle à l'ensemble des concepts de l'aide.

## Synthèse des obstacles rencontrés par les aidants qui rendent la pratique de l'aide difficile à Madagascar

### Les institutions publiques

Si les obstacles qui ont été identifiés par les différents aidants rencontrés à Madagascar présentent des divergences, ils présentent également un point commun qu'est l'État malgache. Celui-ci est dénoncé comme étant un obstacle pour plusieurs raisons :

- Le désintérêt des hommes d'État, ou des fonctionnaires, Malgaches pour les conditions de vie du peuple malgache. Ceux-ci ne chercheraient pas à améliorer les conditions de vie du peuple parce qu'ils n'ont pas de raisons (instrumentales, axiologiques ou cognitives) suffisamment fortes pour le faire. Ceci s'illustre dans les 4 premiers cas, mais en particulier à travers le cas 4 et l'implication du fondateur en politique. Ses collègues préférant ne rien faire plutôt que de travailler pour venir en aide à leur communauté.
- L'égoïsme des hommes d'État, ou des fonctionnaires, malgaches. Les actions de ceux-ci sont motivées par des raisons instrumentales, ils ne chercheraient que la satisfaction de leur intérêt personnel. Ceci s'illustre dans les 4 premiers cas, mais en particulier à travers le cas 2 et l'exemple concernant l'obtention des titres de propriété du terrain de l'organisation. En corrompant les membres du gouvernement, ce qui était impossible devient possible.
- L'inadaptation des lois malgaches à la réalité malgache. Le système légal ne correspond, ou ne s'applique pas, à la réalité vécue par le peuple malgache et par les associations. Ceci s'illustre dans les 4 premiers cas, mais en particulier à travers le cas 1 et les exemples du dédouanement ou de la séparation garçon/fille.
- La difficulté, voire l'impossibilité de changer les institutions corrompues. Les lois étant promulguées par le gouvernement, le désintérêt et l'égoïsme des membres du gouvernement pour le peuple malgache rendent tout changement difficile. Ceci s'illustre dans les cas 3 et 4.

On comprend donc que les organisations à but social ne sont pas privilégiées par rapport aux organisations à but lucratif à Madagascar dans leur rapport aux institutions publiques. Les membres du gouvernement, et les fonctionnaires, profitant de leur position de force pour maximiser leur intérêt personnel au détriment de celui des bénéficiaires de ces organisations. Or ce genre de raisonnement reflète une tendance à utiliser une perspective instrumentale plutôt qu'axiologique ou cognitive. De plus, leurs actions démontrent une tendance forte à privilégier des raisons instrumentales qui les concernent eux

personnellement, et qui leur permettent de maximiser leur propre situation. Finalement on pourrait se demander si l'obstacle institutionnel n'est pas simplement la conséquence de l'utilisation des postulats du TCR<sup>13</sup> par les membres de ces institutions ? Ce qui voudrait dire que le réel obstacle est que les fonctionnaires corrompus ne soient pas inquiétés dans leurs intérêts personnels suite à une prise de position égoïste, allant à l'encontre des organismes d'aide et de leurs bénéficiaires. C'est-à-dire qu'ils ne soient pas responsabilisés quant aux conséquences néfastes qu'ont leurs actes sur les bénéficiaires des organisations d'aide.

Ceci nous amène à un second obstacle ayant été dénoncé par les aidants, le fait que la population, voir que les bénéficiaires de l'aide eux-mêmes puissent adopter des comportements nuisibles aux organisations d'aide. Ainsi la population peut devenir un obstacle à cause de :

- L'égoïsme dont peut faire preuve la population locale. Les actions des membres de celle-ci sont motivées par des raisons instrumentales. Ils ne chercheraient que la satisfaction de leur intérêt personnel quitte à s'en prendre à des organisations aidant des personnes de leur propre communauté. Ceci s'illustre dans les 3 premiers cas à travers les vols qu'ils ont subis.

Tout comme dans le cas des fonctionnaires et des politiciens, l'égoïsme de la population locale peut devenir un obstacle à l'aide. La population en ayant recours à des raisonnements basés sur les postulats du TCR<sup>14</sup> va privilégier son propre intérêt à ceux des bénéficiaires des organisations d'aide. On pourrait donc se demander si le vrai problème ne serait pas, comme pour les fonctionnaires, que la population utilise une perspective instrumentale égoïste lorsqu'elle est face à une organisation sociale ? La question à se poser est alors de savoir pourquoi ils le font ?

Pour répondre à cette question, deux choses sont importantes, tout d'abord d'avoir conscience de l'extrême pauvreté de la population malgache. Cette extrême pauvreté réduisant de nombreux Malgaches à devoir lutter au quotidien pour leur survie. On comprend que, dans un pays où la question prédominante d'une majorité de la population est de savoir comment elle va pouvoir nourrir sa famille, il est difficile de demander à la

---

<sup>13</sup> Théorie du choix rationnel vue dans le cadre conceptuel. Les postulats dont on parle sont en particulier les 4-5-6, c'est-à-dire l'instrumentalisme, l'égoïsme et la maximisation.

<sup>14</sup> Théorie du choix rationnel vue dans le cadre conceptuel. Les postulats dont on parle sont en particulier les 4-5-6, c'est-à-dire l'instrumentalisme, l'égoïsme et la maximisation.

population d'être solidaire avec les bénéficiaires des organisations d'aide. Un exemple illustrant ceci nous vient du directeur du 1<sup>er</sup> cas, celui-ci nous expliquant que lorsque les enfants arrivaient à l'orphelinat ils volaient de la nourriture, des vêtements, des jeux, ou d'autres choses communes, de peur d'en manquer. La deuxième chose qui est importante découle de ce que nous a raconté le gestionnaire du cas 1. Selon lui, les membres du personnel de son entreprise lui ont déjà notifié plusieurs fois que les infrastructures dont bénéficiaient les enfants de son association étaient supérieures à ce qu'eux-mêmes possédaient alors qu'ils travaillaient. Il faut donc bien se rendre compte que les personnes bénéficiaires des organismes d'aide vivent souvent dans de meilleures conditions qu'une majorité de la population. Ou tout du moins, que grâce à l'aide, ils sont perçus comme recevant plus que les autres. Dans ce genre de situation les personnes que nous identifions comme pauvres, ou nécessitant de l'aide, sont au contraire identifiées comme des privilégiés par ceux qui ne profitent pas de l'aide. Ainsi, les non-bénéficiaires de l'aide ne considèreraient pas les bénéficiaires de l'aide comme ayant davantage le droit qu'eux de bénéficier de celle-ci étant donné qu'ils sont eux-mêmes en état de pauvreté extrême. Ceci pourrait contribuer à expliquer le fait que les organisations d'aide n'aient pas de statut particulier à Madagascar et que les vols à leurs encontre soient monnaies courantes. Il est à noter que l'obstacle étatique, et les comportements égoïstes dont peut faire preuve la population à l'encontre des organisations d'aide, n'est pas uniquement un obstacle matériel. En effet, ces actions impactent également énormément la volonté des aidants. Lorsque les aidants sont motivés par des raisons axiologiques, ils ont énormément de mal à comprendre que d'autres puissent entraver leur action pour des raisons instrumentales égoïstes. Or comme mentionné dans le cadre conceptuel, face à des comportements irrationnels l'Homme a tendance à avoir recours à des forces pour donner du sens à la situation. Ces forces étant en dehors du contrôle des aidants, ceux-ci peuvent alors avoir l'impression de ne pas pouvoir changer la situation, ce qui peut devenir un frein à leur volonté d'aider. On pourrait d'ailleurs également se demander si ces comportements perçus comme irrationnels par les aidants ne participeraient pas aux comportements paternalistes, voire racistes, de certains d'entre eux ?

## L'absence de volonté du bénéficiaire d'être aidé

Les différents cas que nous avons abordés nous ont permis de constater que dans l'action d'aide, le bénéficiaire de l'aide a également son rôle à jouer dans l'aide qu'il perçoit. Ainsi les obstacles ayant été identifiés sont :

- La non-volonté du bénéficiaire d'être aidé. Un potentiel bénéficiaire ne voulant pas être aidé devient un obstacle à l'aide dont il pourrait bénéficier. Ceci s'illustre en particulier dans le 5e cas à travers l'exemple des bénéficiaires refusant l'aide que leur propose l'aidant.
- Le recours à l'aide pour une prise en charge. Les bénéficiaires de l'action d'aide peuvent prétendre vouloir être aidés, alors qu'ils ne cherchent qu'à être temporairement pris en charge. Ceci s'illustre en particulier dans le 1<sup>er</sup> cas à travers l'exemple des tuteurs légaux reprenant leurs enfants avant la fin du programme d'aide.

Dans le 4e cas, le fondateur nous a expliqué que son choix de ne faire travailler que des personnes vulnérables vient du fait qu'ils sont plus performants au travail que les personnes dites normales. Ceci peut contribuer à confirmer l'idée selon laquelle un bénéficiaire ayant la volonté d'être aidé pourra l'être plus aisément. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas l'être s'il refuse l'aide contrairement à ce que nous avons affirmé dans le cadre conceptuel. En effet, d'après le 5e cas, un potentiel bénéficiaire refusant de se faire aider à des raisons de refus. Il est donc nécessaire de comprendre les raisons de son refus pour pouvoir adapter l'aide à ses besoins. Ainsi le refus de l'aide n'est qu'un obstacle que l'aidant peut surmonter en comprenant les raisons du refus, et en adaptant son aide à celles-ci. Ce n'est donc pas le refus de l'aide qui empêche d'aider, mais le refus d'établir une relation avec l'aidant.

## La dépendance financière des organisations d'aide

Les organisations d'aide sont d'un côté des organisations privées, c'est-à-dire que l'objectif de l'organisation doit être de satisfaire leurs parties prenantes contributrices, ou donateurs. Mais de l'autre côté, elles ont comme raison d'être d'aider. Ainsi la satisfaction des donateurs devient un obstacle à l'aide lorsque :

- Les donateurs n'ont pas pour objectif d'aider<sup>15</sup>. Les actions de ceux-ci sont motivées par des raisons instrumentales égoïstes. Ils ne chercheraient que la satisfaction de leur

---

<sup>15</sup> Selon la définition établie dans le cadre conceptuel

intérêt personnel et non de réellement aider. Ceci s'illustre à travers le cas 1 et 5, mais en particulier avec l'exemple du tourisme humanitaire du cas 1.

- Les donateurs n'ont pas conscience de la réalité du terrain. Ceux-ci ne peuvent alors pas comprendre ce dont les organisations d'aide ont réellement besoin. Ceci s'illustre à travers les cas 1-2, mais en particulier à travers l'exemple de la bibliothèque en français du cas 2.

Tout d'abord ce que l'exemple du tourisme humanitaire permet de réaliser c'est que les personnes participant aux actions d'aide, telles que les donateurs, ne le font pas toujours pour des raisons axiologiques, mais le font également pour des raisons instrumentales égoïstes. Or dans ce cas, leurs actions n'ont pas pour raison d'être d'aider, mais ont pour raisons d'être de satisfaire leurs intérêts. Ainsi aider n'est plus un but en soi, mais un moyen d'arriver à un but qu'est la satisfaction de ses propres intérêts. Le problème c'est que lorsque ceux-ci adoptent des comportements répondant aux postulats 4-5-6 de la TCR<sup>16</sup>, ils vont chercher à maximiser le moyen utilisé pour atteindre leur but. C'est-à-dire qu'ils vont adopter un comportement leur permettant d'obtenir le plus de résultats personnels possible pour le moins d'investissement possible. Or ce genre de perspective peut devenir un obstacle à l'aide de deux manières. Premièrement comme mentionné dans la revue de littérature<sup>17</sup> de nombreuses organisations d'aide ont tendance à conformer leurs pratiques aux attentes des donateurs pour assurer leur subsistance. Des donateurs ne désirant pas réellement aider, mais davantage retirer les avantages que procure le fait d'aider, vont donc potentiellement influencer le secteur à se développer autour de ces mêmes objectifs. Ceci participant au développement d'organisation cherchant davantage à paraître légitime, qu'à être efficace. Un exemple type est le fait que dans le cas 1 les gestionnaires expliquent que de nombreux donateurs préfèrent réaliser des projets plutôt que de permettre de nourrir les enfants parce que les projets sont plus concrets et donc qu'ils sont plus aisément « vendables<sup>18</sup> ». L'idée étant que les donateurs<sup>19</sup> recherchent non pas à aider, mais à pouvoir dire qu'ils l'ont fait. Deuxièmement ces donateurs sont une perte de temps et d'énergie pour les aidants. Comme nous le montre le cas 1, les donateurs ont été une source d'ennuis pour la gestionnaire jusqu'à la faire pleurer de désespoir lorsqu'elle a compris qu'ils ne feraient rien de plus que cette après-midi pizzas. Ce genre de donateurs font perdre du temps, de

---

<sup>16</sup> Instrumentalisme, Egoïsme, Maximisation

<sup>17</sup> Selon Jean François (1997) et Quéinnec, E. (2007)

<sup>18</sup> C'est-à-dire qu'ils sont plus faciles à prendre en photo/vidéo et plus durables. Les comptes y étant relatifs sont également plus simples à faire et à contrôler.

<sup>19</sup> Ceux-ci pouvant être des personnes morales ou des personnes physiques.

l'énergie et de l'espoir aux aidants. Or dans les 5 cas, ce sont les éléments qui sont ressortis comme étant essentiels à l'efficacité de l'aide.

Mais même lorsque les donateurs ont pour objectif d'aider les bénéficiaires, c'est-à-dire qu'ils ont des raisons axiologiques ou instrumentales altruistes de le faire, il n'est pas garanti qu'ils puissent le faire. En effet, les cas 1 et 2 nous permettent de comprendre que lorsque le donateur n'a pas connaissance des paradigmes des bénéficiaires, celui-ci peut devenir inutile voir contreproductif. Dans le 1<sup>er</sup> cas, ceci s'exprime par une absence de donation pour subvenir aux besoins des enfants, alors que dans le deuxième cela s'exprime par des donations ne correspondant pas aux besoins des enfants.

### La relation d'aide est bilatérale

Il ressort de nos différents cas que les aidants ont des raisons d'aider. Les raisons nous ayant été présentées peuvent être axiologiques comme lorsqu'ils considèrent qu'il est impossible de ne rien faire devant l'injustice dont ils sont témoins. Mais elles peuvent également être instrumentales comme lorsque l'aide permet à l'aidant de profiter de l'action d'aide. Or il ressort de ce que nous avons observé, mais également de ce que les aidants nous ont expliqué qu'aider leur apporte beaucoup aussi. Par exemple dans le 1<sup>er</sup> cas c'est la fierté d'avoir pu sauver des enfants ou de leur avoir permis d'atteindre l'université, dans le deuxième cas c'est le sourire et la joie des enfants ou encore dans le 4<sup>e</sup> cas c'est de ne pas se faire hanter par l'esprit des esclaves que ses ancêtres avaient vendus.

Mais nous avons également été en contact avec des jeunes Américains<sup>20</sup> qui expliquaient s'être rendus à Madagascar pour profiter du pays tout en contribuant à aider la population locale. Cependant il est ressorti de nos discussions que si certains s'en tenaient à des raisons axiologiques pour justifier leur envie d'aider, l'un d'entre eux a expliqué qu'il le faisait aussi pour faciliter son acceptation à l'université. Finalement l'obstacle ayant été identifié est :

- Les aidants utilisant la perspective instrumentale égoïste. Les actions de ceux-ci peuvent alors être motivées par la satisfaction de leur intérêt personnel et non par le fait d'être réellement utile à leur bénéficiaire. Ceci s'illustre dans les cas 1-3-5, en particulier

---

<sup>20</sup> Dans le cadre de la recherche d'association, nous avons contacté une organisation vendant des voyages humanitaires à Madagascar à de jeunes Américains. Si celle-ci a refusé que nous la rencontrions dans le cadre d'un travail de recherche, nous avons quand même eu l'occasion de nous entretenir de manière informelle avec 6 jeunes Américains en voyages avec l'association.

dans le troisième lorsque les ONG sont dénoncées comme soumettant des rapports impeccables, mais n'aidant pas ou peu.

L'obstacle identifié est donc le même que pour les donateurs, mais appliqué aux aidants. C'est-à-dire qu'avoir recours à des raisons instrumentales égoïstes<sup>21</sup> pour aider peut devenir un obstacle à la capacité d'aider, dès le moment où les intérêts de l'aidant s'opposent au fait d'aider comme on l'entend. Or il apparaît suite aux différents cas que pour aider aux sens où on l'entend dans le cadre conceptuel, cela demande un investissement personnel important en termes de temps et d'énergie pour des résultats incertains. Alors qu'au contraire prendre en charge<sup>22</sup> semble plus facile à mettre en place tout en garantissant les résultats. Finalement il apparaît que les aidants utilisant la perspective instrumentale égoïste ont donc tout intérêt à recourir au second plutôt qu'au premier.

### Tension entre ce qui théoriquement aide et ce qui en réalité paraît aider

Comme nous l'avons vu dans la revue de littérature, prendre des bénéficiaires en charge n'aide pas. Cependant il s'avère qu'une fois sur le terrain tout devient beaucoup plus compliqué. En effet, le problème c'est que ces actions théoriquement inefficaces pour aider, voir même ayant des effets négatifs sur les bénéficiaires à long terme, donnent l'impression d'être bénéfiques aux bénéficiaires une fois sur le terrain. L'exemple de l'association de rugby permet d'illustrer ceci. Celle-ci donne plus l'impression d'être un club de rugby accueillant des pauvres et des riches qu'être une organisation d'aide. D'ailleurs, théoriquement elle n'aide pas, mais prend partiellement en charge les besoins de ses bénéficiaires. Cependant une fois rendu sur place, il apparaît que les bénéficiaires apprécient réellement ce que l'organisation leur offre. Ils apparaissent comme heureux, joyeux et motivés. Ils sont contents de pouvoir profiter des repas et d'avoir accès à une vraie structure sportive à laquelle ils n'auraient pas accès sans l'organisation. On comprend donc qu'une fois sur place il est beaucoup plus difficile de juger cette action comme n'aidant pas les bénéficiaires, si elle les prend en charge, cette prise en charge semble être très appréciée de la population bénéficiaire. L'obstacle est donc :

- Les aidants ne sachant pas ce qu'est l'aide, peuvent penser aider alors qu'ils n'aident pas. C'est-à-dire que sans une expertise sur les enjeux liés à l'aide, il est très difficile de savoir que les actions que l'on pose pour aider, n'aide pas. Or comme nous l'avons

---

<sup>21</sup> En particulier si il y a aussi maximisation des moyens de fournir l'aide.

<sup>22</sup> Prendre en charge correspond au fait que l'aidant assouvit lui-même les besoins des bénéficiaires de l'aide. Alors qu'aider nécessite une implication de la part du bénéficiaire dans l'aide qu'il perçoit.

constaté, de nombreux aidants n'ont aucune expertise sur le domaine de l'aide autre que leur propre expérience et la confrontation au terrain.

De plus on peut se poser la question de savoir si le problème n'est pas que la théorie concernant l'aide aborde les bénéficiaires de celle-ci théoriquement, alors que les aidants abordent leurs bénéficiaires humainement. C'est-à-dire qu'il est plus facile de dire qu'il ne faut pas prendre en charge lorsque l'on n'est pas confronté à des personnes vulnérables. Une fois sur le terrain, une fois confronté à la misère il apparaît comme beaucoup plus difficile de ne pas vouloir immédiatement stopper la souffrance en prenant en charge. Un obstacle à l'aide est donc la misère elle-même, celle-ci pouvant être si importante que les théories concernant l'aide en perdent toute importance aux yeux des aidants. Ceci s'illustre en particulier dans le 1<sup>er</sup> cas lorsque les gestionnaires avaient interdit aux directeurs d'accueillir des enfants supplémentaires, mais que ceux-ci l'ont quand même fait. Tout au long du trajet pour se rendre à l'association, la gestionnaire expliquait que l'association n'avait plus la capacité d'accueillir ces enfants et donc qu'elle allait les ramener à la mairie. Mais une fois sur place face à eux, elle n'en a tout simplement pas été capable et a décidé de les garder, quitte à aller à l'encontre de la qualité de l'aide offerte par l'organisation.

### Le manque de flexibilité des aidants

Suite à la revue de littérature, nous étions arrivés à la conclusion que le travail social est une activité principalement empirique, contextuelle et multidisciplinaire. Son objectif étant d'aider les gens qui sont en situation de précarités ou qui présentent des problèmes sociaux divers et variés (Harper, E et Dorvil, H (2013)). Ceci a été confirmé par l'ensemble des cas que nous avons traité, les aidants insistant sur le besoin de se rendre sur place, d'être en contact avec les bénéficiaires et de devoir s'adapter aux bénéficiaires pour pouvoir les aider. Ainsi, dans la pratique de l'aidant un des obstacles est :

- L'obligation pour l'aidant de respecter son ordre de mission. L'aidant ne pouvant pas s'adapter à la réalité du terrain en outrepassant le cadre de sa mission originale, peut se retrouver incapable d'aider les bénéficiaires. Ceci s'illustre dans les 5 cas, mais en particulier dans le 3<sup>e</sup> à travers le témoignage du reporter. Mais également à travers le 5<sup>e</sup> cas lorsque le travailleur social affirme qu'il est nécessaire de pouvoir se donner de la marge de manœuvre lorsque l'on veut aider.

Les bénéficiaires présentant des problèmes multiples, lorsque l'aidant se limite à un ordre de mission, ou à la mission première qu'il s'était fixée, il peut entraver sa propre aptitude à

venir en aide au bénéficiaire. Ceci est vrai en particulier lorsque les problèmes sont liés les uns aux autres. Ainsi toutes pratiques venant limiter la capacité des aidants à pouvoir adapter l'aide qu'ils offrent aux contextes qu'ils rencontrent deviennent un obstacle à la capacité d'aider des aidants.

### La différence

Suite à nos cas, il ressort que dans le cas des aidants deux éléments sont fondamentaux pour aider, connaître son bénéficiaire et les enjeux pour lesquels il a besoin d'aide. Et savoir comment surmonter ces enjeux pour pouvoir effectivement l'aider. Ainsi deux obstacles ressortent :

- La différence entre le bénéficiaire et l'aidant. Au plus le bénéficiaire et l'aidant sont différents, au plus il est difficile pour l'aidant de comprendre le bénéficiaire et les enjeux auxquels il est confronté. Cette différence peut être liée à la culture, au milieu social, ETC.
- Ne pas savoir comment répondre aux enjeux du bénéficiaire. Si l'aidant ne sait pas comment surmonter les enjeux pour lesquels son aide est requise, il ne sait pas aider. Ceci s'illustre dans le cas 3, et l'incapacité même pour un projet des Nations Unies de venir en aide à une communauté se faisant voler son terrain par des investisseurs et l'État.

La différence entre le bénéficiaire et l'aidant est un obstacle pour plusieurs raisons, tout d'abord parce que la relation d'aide est plus difficile à établir. L'aidant étranger par exemple, se retrouve face à des différences de langues, de culture et de contexte lorsqu'il veut aider. Il lui faut donc surmonter ces enjeux avant même de pouvoir commencer à aider. Ensuite, comme nous le montre les critiques faites par les aidants à l'encontre des grandes organisations d'aide dans les cas 1-3-5, un obstacle peut être que l'aidant ne se rende pas compte de la différence entre lui et son bénéficiaire. En ne se rendant pas compte de la différence, l'aide offerte peut ne pas correspondre à l'aide attendu. Finalement les jugements de valeur qui peuvent accompagner la différence. C'est-à-dire que de par sa qualité d'aidant, celui-ci juge ses manières de faire supérieures et celles des bénéficiaires. Comme nous l'avons vu dans le cas 6, un exemple peut être les jugements de valeur liés à la culture. L'idée étant qu'il est difficile de savoir quand l'on aide à comprendre quelque chose et quand l'on impose notre vision des choses, raisonnement ou manière de faire. Finalement, on comprend que les différences peuvent entraîner des jugements de valeur concernant ces différences, et que ces jugements de valeur sont des obstacles à l'aide.

Ainsi il est particulièrement intéressant de relever que les aidants malgaches auxquels nous avons été confrontés insistent tous sur l'importance de la valorisation de la culture malgache et des connaissances locales pour aider. Ceci en réaction à la tension qui découle des comportements paternalistes des étrangers dans la société en général, mais surtout dans les pratiques d'aide.

## Conclusion

Ce mémoire a pour but d'identifier et de comprendre les obstacles rencontrés par les aidants dans leur action d'aide.

Dans l'ensemble des cas, les institutions publiques malgaches sont dénoncées comme un obstacle par les aidants. Ceci parce que les membres de celles-ci abordent les organisations d'aide avec une perspective instrumentale égoïste suivant les postulats 4 à 6 de la TCR<sup>23</sup>. Tout comme dans le cas de l'aide interétatique, on constate que l'aide directe permise par les organismes privés est exploitée à des fins personnelles par les membres du gouvernement.

Dans une plus large mesure, toutes les personnes qui adoptent des comportements issus d'une perspective instrumentale égoïste à l'encontre des organisations d'aide peuvent devenir des obstacles à l'aide. En effet, ceux-ci chercheront à exploiter l'action d'aide à leur propre compte ce qui s'oppose généralement à l'objectif de l'aide. Ces personnes peuvent être aussi bien la population locale, que les aidants eux-mêmes.

Les aidants eux-mêmes, ou les personnes souhaitant contribuer à l'action d'aide, tels que les donateurs, peuvent être un obstacle à l'aide. Contrairement à l'hypothèse émise par l'auteur du présent mémoire, ils n'ont pas toujours comme volonté d'aider. En effet, ceux-ci peuvent vouloir servir leurs propres intérêts grâce à l'action de l'aide. On pense notamment à l'exemple du tourisme humanitaire où l'objectif est de paraître aider, plutôt que de réellement le faire. Ou encore à l'exemple des fausses organisations.

Le recours par des tiers à des perspectives instrumentales égoïstes vis-à-vis d'action d'aide issue de la perspective axiologique, ou cognitive, est un obstacle à l'aide. En effet, lorsque les aidants font face à aux comportements issus de ces perspectives cela affecte négativement leur volonté d'aider.

La différence entre les bénéficiaires et les aidants, ou donateurs. Les différences socio-économiques, culturelles et éducationnelles sont des obstacles à l'aide. Tout d'abord parce que la relation d'aide est plus difficile à établir étant donné l'éloignement des paradigmes. Ensuite, parce que la différence s'accompagne souvent de jugements de valeur qui nuisent à la relation d'aide. Finalement, parce qu'au plus le bénéficiaire et l'aidant sont différents,

---

<sup>23</sup> Instrumentalisme, Egoïsme, Maximisation

au plus il est difficile pour l'aidant de comprendre le bénéficiaire et les enjeux auxquels il est confronté.

Pour finir, le dernier obstacle est la difficulté de différencier les actions qui aident de celles qui n'aident pas. Une fois rendu sur le terrain d'intervention, sans une expertise sur les enjeux liés à l'aide, il est très difficile de savoir que les actions que l'on pose pour aider n'aident pas. De plus des actions peuvent sembler aider le bénéficiaire, alors qu'elles peuvent avoir un impact de long terme négatif sur lui. Finalement la détresse des bénéficiaires ou l'urgence de l'aide, peut faire que l'empathie de l'aidant prenne le dessus sur sa raison.

## Bibliographie

ALESINA, Alberto and David DOLLAR (2000). « Who Gives Foreign Aid to Whom and Why? », *Journal of Economic Growth*, vol. 5, no 1 (march), p. 33-63.

Amartya Sen. (1989). "Development as Capability Expansion," *Journal of Development Plannin*

ANADÓN, Martha and François GUILLEMETTE (2007). « La recherche qualitative est-elle nécessairement inductive? », *Recherches qualitatives - Hors Série, Actes du colloque : Les questions de l'heure tenu le 16 mai 2006*, François Guillemette et Colette Baribeau(dir.), no 5, Montréal, Université McGill, p. 26-37

Angus Deaton (2005) *Measuring Poverty in a Growing World*, *Review of Economics and Statistics* 87, no 1

ANHEIER, Helmut K. and Lester M. SALAMON (1998). *The nonprofit sector in the developing world*, Manchester University Press, 320 p

ANHEIER, Helmut K. and Nuno THEMUDO (2005). « Internationalization of the nonprofit sector » in *The Jossey-Bass handbook of nonprofit leadership and management*, Robert D. Herman (dir.), 2nd ed., San Francisco, Jossey Bass.

BECKER Howard S. (2002), *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La Découverte, coll. « Guides Repères »

BLANCHET, Karl and Boris MARTIN (2006). *Critique de la raison humanitaire: dialogue entre l'humanitaire français et anglo-saxon*, Le Cavalier Bleu

Bogo, M. (2005). *Social Work Practice : Concepts, Processes and Interviewing*, New York, Columbia University Press.

*Boltanski L., (1999), Distant Suffering. Morality, Media and Politics. Cambridge, Cambridge University Press. 2005, « Mission civilisatrice, ingérence humanitaire », Le Monde Diplomatique, Paris, septembre : 2.*

Burnside, C. et D. Dollar (2000), « Aid, Policies, and Growth », *American Economic Review*, no 90.

Burnside, C. et D. Dollar (1997), « Aid, Policies, and Grants, Washington, Banque mondiale, « Policy Research Working Paper », no 1777.

CARRINO Luciano (2006), « Santé mentale, coopération et développement au-delà des techniques d'importation dans l'aide humanitaire : l'expérience du Prodere », *Revue Tiers Monde* 3/2006 (n° 187)

COLLOVALD A. (2002) « L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde ». Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

*Couturier, Y. & Huot, F. (2003). Discours sur la pratique et rapports au théorique en intervention sociale : explorations conceptuelles et épistémologiques. Nouvelles pratiques sociales, 16(2)*

Easterly, W. (2006), *The White Man's Burden. Why the West's Efforts to Aid the Rest have Done so Much Ill and so Little Good*, New York, The Penguin Press.

Gerard Roland (2014) « *Development Economics* », The Pearson Series in Economics, University of California, Berkeley

John Borton, (1993) "Recent trends in international relief system", *Disasters*, 17 (3) pp. 187-201

Geert Hofstede (1987) « *Relativité culturelle des pratiques et théories de l'organisation* », reproduit avec permission par HEC Montréal

Gerard Roland (2014) « *Development Economics* », The Pearson Series in Economics, University of California, Berkeley

- Healy, K. (2005). *Social Work Theories in Context : Creating Frameworks for Practice*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- Harper, E et Dorvil, H (2013) *Le travail social : théories, méthodologies et pratiques*, Canada, Les Presses de l'Université du Québec.
- Hayek F.A (1945) *The Use of Knowledge in Society*, *The American Economic Review*, Volume 35, Issue 4, 519-530
- Jean François (1997). *Le triomphe ambigu de l'aide humanitaire*. In: *Tiers-Monde*, tome 38, n°151 *Coopération internationale : le temps des incertitudes*, sous la direction de André Guichaoua. pp. 641-658.
- Jeffrey D. Sachs (2005), *The End of Poverty : Economic Possibilities for Our Time*, New York, The Penguin Press,
- Leduc Gaston (1963). *L'aide internationale au développement*. In: *Tiers-Monde*, tome 4, n°13-14
- Martin Ravallion, Shaohua Chen, Prem Sangraula; « Dollar a Day Revisited ». *World Bank Economic Review* 2009; 23 (2): p 163-184.
- Moyo, D. (2009), *L'Aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, Lattès.
- OCDE (1999) *Conseils pour l'évaluation de l'aide humanitaire apportée dans les situations d'urgences complexes*
- OECD (2006). « *Development aid at glance Statistics by Region* », vol. 2006, no 40
- Olivier de Sardan J.-P., (1995), *Anthropologie et développement : essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris, Karthala.
- Paul Dorosh, Steven Haggblade, Harivelo Rajemison, Bodo Ralantoarilolona, Kenneth Simler (1998) « *Structure et Facteurs Déterminants de la Pauvreté à Madagascar* », CORNELL FOOD AND NUTRITION POLICY PROGRAM, INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INSTAT)
- Penven, A. (2013). « *L'ingénierie sociale : Expertise collective et transformation sociale.* » Toulouse, France: ERES.
- Quadrelli, S., Colt, H., & Garcia, C. (2011). *L'éthique humanitaire et la notion de justice*. *Canadian Journal of Public Health / Revue Canadienne De Sante'e Publique*, 102(3)
- Quéinnec, Erwan. (2007) « *La croissance des ONG humanitaires. Une innovation devenue institution* », *Revue française de gestion*, vol. 177, no. 8
- Raffinot, Marc (2009). « *Dambisa Moyo, L'Aide fatale. Les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique* », *Afrique contemporaine*, vol. 232, no. 4
- Raymond Boudon (2003) « *Raison, Bonnes Raisons* », Presses Universitaires de France, Collection *Philosopher en Sciences Sociales*, ISSN 1639-5611
- Rullac, S. (2014). *Travail social et intervention sociale en France : L'état des savoirs. Nouvelles pratiques sociales*, 26(2) p 267-283
- Sahlins M, (1976) « *La première société d'abondance* » in *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines
- Shalendra D. Sharma, (2007) « *Can Massive Foreign Aid Eliminate Extreme Poverty? The Sachs-Easterly debate* », *World Economics*, en ligne, vol.08, no.01, 2007
- ST-CYR TRIBBLE, Denise and Line SAINTONGE (1999). « *Réalité, subjectivité et crédibilité en recherche qualitative : quelques questionnements* », *Recherche qualitative*, vol. 20, p. 113-125.
- Stéphane Rullac (2014) « *Travail social et intervention sociale en France : l'état des savoirs* », *Nouvelles pratiques sociales*, Volume 26, numéro 2

Verna, G (2007) Le comportement des ONG engagées dans l'aide humanitaire: selon leur culture d'origine et les pressions politiques subies, *Anthropologie et Sociétés*, Université Laval.